



**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**DEUXIÈME À SEIZIÈME RAPPORT
SUR LE PROJET DE BUDGET
pour
L'EXERCICE 1971**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8A (A/8008/Add.1 à 15)

NATIONS UNIES

**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**DEUXIÈME À SEIZIÈME RAPPORT
SUR LE PROJET DE BUDGET**

pour

L'EXERCICE 1971

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8A (A/8008/Add.1 à 15)



NATIONS UNIES

New York, 1971

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

<u>Cotes</u>	<u>Titres</u>	<u>Pages</u>
A/8008/Add.1	<u>Deuxième rapport.</u> Demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions	1 - 5
A/8008/Add.2	<u>Troisième rapport.</u> Traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies	6 - 17
A/8008/Add.3	<u>Quatrième rapport.</u> Traitement des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur	18 - 42
A/8008/Add.4	<u>Cinquième rapport.</u> Montants estimatifs révisés pour les chapitres 3, 4, 5, 8, 9, 10, 16 et 18 des dépenses et les chapitres premier et 4 des recettes	43 - 68
A/8008/Add.5	<u>Sixième rapport.</u> Examen et réévaluation des politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information	69 - 75
A/8008/Add.6	<u>Septième rapport.</u> Question de Namibie : Incidences administratives et financières des projets de résolution I et II présentés par la Quatrième Commission dans le document A/8186	76 - 78
A/8008/Add.7	<u>Huitième rapport.</u> Politique d' <u>apartheid</u> du Gouvernement sud-africain : Incidences administratives et financières des projets de résolution C et D présentés par la Commission politique spéciale dans le document A/8106/Add.1	79 - 81
A/8008/Add.8	<u>Neuvième rapport.</u> Programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations, à Genève; agrandissement du Palais des Nations	82 - 95
A/8008/Add.9	<u>Dixième rapport.</u> Etat d'avancement de l'étude de l'utilisation des effectifs du Secrétariat menée par le Service de gestion administrative	96 - 101
A/8008/Add.10	<u>Onzième rapport.</u> Demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions : Conférence des Nations Unies sur l'environnement	102 - 106

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Cotes</u>	<u>Titres</u>	<u>Pages</u>
A/8008/Add.11	<u>Douzième rapport.</u> Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde : Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par la Première Commission dans le document A/8184	107 - 108
A/8008/Add.12	<u>Treizième rapport.</u> Locaux de l'Organisation des Nations Unies à Bangkok et à Addis-Abéba	109 - 118
A/8008/Add.13	<u>Quatorzième rapport.</u> Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili	119 - 121
A/8008/Add.14	<u>Quinzième rapport.</u> Demandes de crédits révisées pour les chapitres premier, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 18 et 19 des dépenses et montants estimatifs révisés pour les chapitres premier, 3 et 4 des recettes	122 - 132
A/8008/Add.15	<u>Seizième rapport.</u> Projets de résolution relatifs au budget de l'exercice 1971 recommandés par le Comité consultatif	133 - 135

NOTE

Pour les documents désignés dans le présent supplément par une simple cote, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour.

SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
CAC	Comité administratif de coordination.
CCFPI	Comité consultatif de la fonction publique internationale.
CCQA	Comité consultatif pour les questions administratives.
CEA	Commission économique pour l'Afrique.
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine.
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONU	Organisation des Nations Unies.
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
UIT	Union internationale des télécommunications.

Deuxième rapport

Demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises
par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième
et quarante-neuvième sessions

[Original : anglais]

13 octobre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport (A/C.5/1302) dans lequel le Secrétaire général indique que des crédits supplémentaires d'un montant total de 598 250 dollars seront nécessaires en 1971 pour appliquer certaines décisions prises par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions. Le Comité consultatif a noté que ce montant ne tient pas compte d'une révision éventuelle des crédits nécessaires au cours de l'exercice 1971 au titre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement; ces crédits feront l'objet d'un rapport distinct à l'Assemblée générale à sa présente session, après que le Secrétaire général aura examiné les plans prévus pour la Conférence, compte tenu du fait que, selon le Conseil, il faudrait ne ménager aucun effort pour maintenir les incidences financières à un minimum compatible avec la réalisation des objectifs de la Conférence.
2. Le montant total des incidences financières des décisions prises par le Conseil à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions avait été initialement estimé pour l'exercice 1971 à 1 314 350 dollars - dont 345 000 dollars pour la Conférence sur l'environnement; toutefois, après avoir examiné ces prévisions en tenant compte des crédits initialement demandés dans son projet de budget pour l'exercice 1971 ^{1/}, le Secrétaire général a limité sa demande de crédits supplémentaires à 598 250 dollars.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 6 et rectificatifs.

3. Le Comité consultatif a noté que les incidences financières de la résolution 1521 (XLIX) du Conseil économique et social - 97 100 dollars - comprennent une demande de crédits pour des postes supplémentaires au titre de l'article V (Besoins provisoires en personnel) du chapitre 3. Le Comité a pensé que le Secrétaire général souhaiterait peut-être réexaminer cette demande compte tenu de la déclaration qu'il a faite ultérieurement à la Cinquième Commission (A/C.5/1309). En conséquence, les observations et recommandations formulées par le Comité dans le présent rapport ne portent que sur le solde des crédits demandés par le Secrétaire général, soit 501 150 dollars répartis comme suit :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Chapitre 1er. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	3 750
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	293 000
Chapitre 3. Traitements et salaires	158 800
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	19 000
Chapitre 11. Imprimerie	25 000
Chapitre 17. Missions spéciales	<u>1 600</u>
TOTAL	<u>501 150</u>

4. Le Comité consultatif a examiné la demande de crédits supplémentaires du Secrétaire général chapitre par chapitre, compte tenu des observations et recommandations formulées par le Comité lui-même 2/ en ce qui concerne le projet de budget pour l'exercice 1971.

Chapitre premier

5. Le crédit supplémentaire de 3 750 dollars demandé au chapitre premier est destiné à couvrir l'indemnité de subsistance des membres d'un groupe de travail de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1 950 dollars) ainsi que les frais de voyage et l'indemnité de subsistance d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (1 800 dollars). Le Comité consultatif est d'avis que ces dépenses supplémentaires peuvent être couvertes à l'aide du crédit de 1 424 000 dollars recommandé par le Comité pour le chapitre premier 3/.

2/ Ibid., Supplément No 8.

3/ Ibid., par. 120.

Chapitre 2

6. Le montant de 293 000 dollars demandé à ce chapitre concerne les conférences et réunions suivantes :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole sur les substances psychotropes, qui doit se réunir en 1971 .	101 600
Conférence sur les transports internationaux par containers, qui doit avoir lieu en 1972	93 000
Deuxième Conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques, qui doit se tenir en 1972	12 300
Réunion du Comité des ressources naturelles (1971)	40 000
Conférence sur la participation des jeunes à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (1971)	<u>46 100</u>
TOTAL	<u>293 000</u>

7. En examinant les demandes du Secrétaire général, le Comité consultatif a rappelé que, dans son premier rapport 4/ sur le projet de budget pour l'exercice 1971, il avait attiré l'attention sur plusieurs facteurs qui contribuent à faire apparaître un taux d'accroissement du coût des conférences et réunions que l'augmentation des traitements et des tarifs ne suffit pas à expliquer. Les incidences de certains de ces facteurs, tels l'emploi de personnel supplémentaire pour assurer le secrétariat des conférences spéciales pendant la phase préparatoire - au lieu de faire appel pour cela au personnel permanent - et le fait d'engager de nombreux consultants se manifestent dans les crédits demandés au titre des réunions énumérées au paragraphe ci-dessus. En outre, des crédits considérables sont demandés au titre du recrutement de personnel de conférence et de personnel linguistique pour des périodes de courte durée. Le Comité consultatif demande instamment que, pour assurer le service des réunions et conférences spéciales, il soit fait plus largement appel au personnel permanent; en conséquence, le Comité recommande de ramener le crédit demandé par le Secrétaire général de 293 000 dollars à 230 000 dollars, soit une diminution de 63 000 dollars.

Chapitre 3

8. Le crédit de 158 800 dollars demandé par le Secrétaire général à ce chapitre concerne l'article III (Autre personnel temporaire) et se décompose comme suit : 90 000 dollars pour le personnel temporaire et 68 800 dollars pour les experts et consultants. Le Comité consultatif a noté que ce dernier montant est fondé sur l'hypothèse que tous les experts et consultants en question assisteront aux

4/ Ibid., par. 134.

réunions et ne tient pas compte de la possibilité que certains de ceux pour lesquels le Secrétaire général prévoit le versement d'honoraires seront peut-être des experts gouvernementaux et qu'en cette qualité ils n'ont pas droit à des honoraires. De plus, le Comité s'est souvenu que dans son premier rapport 5/ sur le projet de budget pour l'exercice 1971, il avait recommandé à l'article III l'ouverture d'un crédit de 3 312 000 dollars (soit près de 500 000 dollars de plus que le montant des crédits ouverts pour 1970). A son avis, il devrait être possible au Secrétaire général d'opérer certains ajustements dans la répartition du personnel temporaire entre les divers services de façon qu'ils puissent absorber une partie du volume de travail supplémentaire qu'entraînera la mise à exécution des décisions prises par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 25 000 dollars le crédit demandé par le Secrétaire général à l'article III et dont le montant se trouverait ainsi ramené de 158 800 à 133 800 dollars.

Chapitre 5

9. A ce chapitre, le Secrétaire général demande un crédit supplémentaire de 19 000 dollars pour couvrir les frais de voyage du personnel. Comme le Comité consultatif l'a indiqué dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1971 les voyages dont il s'agit correspondent aux plans arrêtés par le Secrétariat et doivent donc faire l'objet d'un contrôle rigoureux 6/. Si le crédit initial recommandé par le Comité consultatif dans le rapport précité est accepté par l'Assemblée générale, les sommes dont le Secrétaire général disposera pour couvrir les frais de voyage du personnel, à l'exclusion des frais de voyage pour le congé dans les foyers, se chiffreront à un peu plus de 1 million de dollars. Dans ces conditions, le Comité consultatif est d'avis que le crédit supplémentaire de 19 000 dollars peut être réduit de 5 000 dollars et ramené de 19 000 à 14 000 dollars.

Chapitre 11

10. Le crédit de 25 000 dollars demandé à ce chapitre concerne l'impression des publications additionnelles que la Commission économique pour l'Europe pense pouvoir mettre sous presse en 1971. Vu que les ateliers de reproduction du Palais des Nations ont été considérablement agrandis ces dernières années et que le programme global de publications peut subir de nombreux changements par suite des retards qui interviennent fréquemment dans la présentation des manuscrits, le Comité consultatif a conclu que le crédit demandé par le Secrétaire général peut être réduit de 5 000 dollars et ramené à 20 000 dollars.

Chapitre 17

11. A ce chapitre, le Secrétaire général demande un crédit supplémentaire de 1 600 dollars pour couvrir en 1971 le coût du programme de travail du Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission

5/ Ibid., par. 163.

6/ Ibid., par. 194.

des droits de l'homme. Lorsqu'il a examiné cette demande de crédit, le Comité consultatif s'est souvenu que le crédit initialement demandé pour 1971 comprenait déjà, à l'article VI du chapitre 17, un montant de 33 000 dollars destiné aux fins susmentionnées. Il ne doute pas que le Secrétaire général pourra, dans les limites des ressources disponibles, faire exécuter les travaux supplémentaires de dactylographie et de traduction pour lesquels il demande un montant de 1 600 dollars. Cela étant, le Comité consultatif recommande la suppression de ce crédit supplémentaire de 1 600 dollars.

Récapitulation des recommandations^{7/}

	<u>Crédits supplémen- taires demandées par le Secrétaire général</u>	<u>Réductions recom- mandées par le Comité consultatif</u>	<u>Montants recom- mandés par le Comité consul- tatif</u>
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Chapitre premier	3 750	3 750	-
" 2	293 000	63 000	230 000
" 3	158 800	25 000	133 800
" 5	19 000	5 000	14 000
" 11	25 000	5 000	20 000
" 17	<u>1 600</u>	<u>1 600</u>	<u>-</u>
TOTAL	<u>501 150</u>	<u>103 350</u>	<u>397 800</u>

^{7/} Abstraction faite des incidences financières de la résolution 1521 (XLIX) du Conseil économique et social.

Troisième rapport

Traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies

[Original : anglais]

28 octobre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné un rapport du Secrétaire général sur le traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies (A/C.5/1305). Dans ce rapport, le Secrétaire général propose que l'ONU participe à la création à Genève d'une installation interorganisations de traitement de l'information (des mesures administratives devant être prises à cet effet) ainsi qu'à un Bureau inter-organisations pour les systèmes informatiques et activités connexes. Le rapport contient un état estimatif des incidences financières de ces propositions.

A. Propositions de base

2. Les propositions du Secrétaire général découlent d'un rapport 8/ que l'Auditeur général du Canada a établi sur la demande du Comité administratif de coordination (CAC). L'idée essentielle de ce rapport, qui a été présenté en mai 1970, était de créer en Europe, pour les organismes des Nations Unies, une installation distincte qui fournirait des services de traitement des données, d'analyse de systèmes et d'information à l'échelon interorganisations.

8/ A. M. Henderson, auditeur général du Canada, "Le traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies", vol. I. "Pour une expansion et une utilisation rationnelles" (voir A/8072).

3. Le CAC et le Conseil économique et social ont étudié ce rapport. Le CAC en a adopté l'idée essentielle et a souscrit à plusieurs points précis énumérés par le Secrétaire général au paragraphe 3 de son rapport (A/C.5/1305), y compris la création d'un Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques, où seraient représentés tous les organismes des Nations Unies. Il a reconnu qu'il était souhaitable de créer à Genève, "le plus tôt possible", une installations commune de traitement de l'information, et il a noté que le Secrétaire général, le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Directeur général de l'OIS étaient convenus que, sous réserve des décisions de leurs organes délibérants respectifs, ils participeraient pleinement à la création d'une telle installation 2/.

4. A sa quarante-neuvième session, le Conseil économique et social a manifesté son intérêt pour les propositions fondées sur le rapport de l'Auditeur général du Canada. Dans sa résolution 1551 (XLIX), il a notamment approuvé en principe - sous réserve d'un nouvel examen à la reprise de sa quarante-neuvième session - l'idée de créer un centre commun à Genève, a invité instamment toutes les institutions spécialisées intéressées à y participer, et a exprimé l'avis que la création de ce centre permettrait à ces institutions de stabiliser leur matériel électronique au niveau actuel. Il s'est également félicité des mesures sur lesquelles le CAC s'était mis d'accord pour la création d'un bureau interorganisations qui remplacerait le Comité des utilisateurs d'ordinateurs.

5. Dans ces conditions, le Secrétaire général a fait quatre propositions précises liées entre elles :

a) Participation de l'ONU, avec l'OMS et le PNUD - et d'autres organismes qui l'accepteraient par la suite - à la création à Genève d'une installation distincte de traitement de l'information, dénommée Centre international de calcul (CIC);

b) Participation de l'ONU, avec d'autres organisations, à un Bureau inter-organisations pour les systèmes informatiques et activités connexes;

c) Transfert au CIC de Genève d'une partie du personnel du Centre de calcul électronique de l'ONU et de ses banques de données;

d) Affectation à Genève d'une partie du personnel du Bureau de statistique de New York.

6. Le Secrétaire général estime que le Centre pourrait s'installer au début de 1971 dans des locaux qui seront libérés par l'OMS. Les propositions détaillées concernant les besoins en matériel et en personnel, l'administration et la gestion sont résumées dans les paragraphes ci-après.

Matériel

7. L'installation centrale, située dans les locaux de l'OMS, serait un IBM 360/65, gros ordinateur de la troisième génération, qui serait exploité en location. L'OMS pourrait ainsi se passer de son propre ordinateur, une machine de moindre puissance,

2/ Document E/4893 (miméographié), par. 8, alinéa e).

l'IBM 360/40. Comme 50 p. 100 environ du travail actuel de traitement de l'information serait transféré à Genève, il serait possible de réduire - mais non d'éliminer - le matériel de location qui est actuellement utilisé au Siège de l'ONU par le Centre de calcul électronique et qui comprend un IBM 7044 et un IBM 360/30; ces machines seraient remplacées par un modèle 360/40, équivalent à celui dont l'OMS n'aurait plus besoin 10/. Le Comité consultatif a été informé que l'IBM 360/40 serait en mesure d'exécuter le type de travail qui continuerait de se faire à New York, et qu'on pourrait prévoir une expansion des activités. Techniquement, la capacité de l'IBM 360/40 équivaut à la moitié environ de celle des deux modèles actuellement utilisés, mais en pratique, vu la nature des opérations à effectuer, il pourrait absorber un peu plus de la moitié du volume de travail actuel.

8. Actuellement, le PNUD n'est pas équipé pour le traitement électronique de l'information, mais il a recours aux services du Centre international de calcul électronique de l'ONU, installé au Siège. Aux termes de l'arrangement envisagé, le PNUD, tout en utilisant les services du Centre de Genève, continuerait à se servir des installations réduites du Centre de New York, et les deux centres procéderaient à un échange de données.

Personnel

9. Le Secrétaire général propose que le CIC de Genève comporte 43 postes (16 postes d'administrateur et 25 postes d'agent des services généraux), à savoir :

a) Seize postes d'administrateur transférés du Centre de calcul électronique de New York (un D-1, un P-5, trois P-4, quatre P-3 et sept P-2); les dépenses relatives à ces postes seraient désormais inscrites au budget du CIC et financées conjointement par les organisations participantes; le tableau d'effectif de l'ONU serait du même coup allégé.

b) Vingt-cinq postes d'agent des services généraux, qui seraient également financés conjointement au moyen de crédits inscrits au budget du Centre, et seraient pourvus par des fonctionnaires actuellement employés et rémunérés par l'OMS.

c) Il serait créé un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste de directeur (D-2), ce dernier étant destiné au Directeur du Centre.

10. Des crédits seraient également prévus au budget du CIC pour les services de consultants.

10/ Avant qu'il soit suggéré de créer un centre à Genève, le Secrétaire général avait l'intention de remplacer en 1970 les modèles 7044 et 360/30 du Siège par un modèle 360/65, comme celui qui est maintenant proposé pour le CIC; un crédit avait été ouvert à cet effet dans le budget pour 1970. Le coût annuel du modèle 360/40 est estimé à 225 000 dollars; contre 225 000 dollars environ pour les modèles 7044 et 360/30 combinés (voir sect. B ci-après).

11. L'effectif du Bureau interorganisations comprendrait, outre le fonctionnaire chargé d'assurer la direction de son programme de travail, quatre autres personnes (deux de la classe P-5 et deux d'agent des services généraux); les dépenses correspondantes (y compris les frais de voyage) seraient couvertes par les organisations représentées au Bureau, conformément à la formule habituelle de partage des frais du CCQA; l'ONU participerait donc pour 30 p. 100 au financement de ces dépenses.

12. Par suite de la création du Centre international de calcul de Genève, seize postes du Bureau de statistique de l'ONU à New York seraient transférés à Genève (un P-4, un P-3, trois P-2 et onze postes d'agent des services généraux). Le coût de ces postes continuerait d'être imputé sur le budget ordinaire de l'ONU. Le personnel muté s'occuperait essentiellement, comme il le fait actuellement, de statistiques commerciales, l'ordinateur dont on envisage de doter le CIC étant, de l'avis du Secrétaire général, parfaitement adapté à ce genre de travaux.

Administration et gestion

13. Tous les organismes des Nations Unies auraient le droit d'être représentés au Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques et activités connexes. Le rôle du Bureau consisterait essentiellement à normaliser la terminologie, les définitions et les classifications que les organisations utilisent, aux fins du traitement de l'information; les activités du Bureau seraient donc distinctes des travaux effectués quotidiennement par le service de calcul (le CIC), tout en y étant liées; le CIC serait dirigé par un Comité de gestion composé de représentants des chefs de secrétariat des trois organisations participantes et des organisations qui pourraient par la suite se joindre aux premières. Le Comité de gestion s'acquitterait de sa tâche en bénéficiant des "conseils du Bureau interorganisations et en consultation avec lui" 11/, sans toutefois lui être subordonné.

14. Le Secrétaire général espère qu'il sera possible de confier à un seul fonctionnaire ayant le rang de directeur (D-2) la direction du programme de travail établi comme suite aux décisions du Bureau et la direction du Centre; toutefois, comme il l'a indiqué dans son rapport (A/C.5/1305, par. 11), la question n'a pas encore été réglée au niveau intersecrétariats. Il reste également à convenir du mode de financement de ce poste.

Arguments présentés par le Secrétaire général à l'appui de ses propositions

15. Au paragraphe 6 de son rapport, le Secrétaire général exprime l'espoir que la création d'une installation commune permettra aux organismes desservis d'effectuer leurs travaux de calcul plus rapidement et plus efficacement et les incitera, étant donné qu'ils disposeront d'un système d'informatique offrant des possibilités plus étendues, à recourir aux techniques modernes pour résoudre leurs problèmes. Il estime également qu'un système commun répondra à la nécessité souvent soulignée d'améliorer la coordination des activités de traitement de l'information. Il ajoute (par. 18) que le système proposé permettra d'augmenter considérablement la capacité de traitement de l'information à l'ONU et dans le système des Nations Unies et offrira de nouvelles possibilités d'activités intégrées en matière de stockage et de restitution de l'information. A son avis, l'affectation à Genève d'une partie du personnel du Bureau de statistique, qui

11/ Cette formule a été adoptée par le CAC [document E/4893 (miméographié), par. 8, alinéa f)].

figure parmi ses propositions, est "possible, commode et économique" (par. 13); le Comité consultatif croit savoir que cette mesure n'empêchera pas les services du Siège de s'acquitter convenablement des tâches qui leur demeureront confiées.

B. Incidences financières

16. Le Secrétaire général estime qu'en ce qui concerne l'ONU le montant net des incidences financières de ses propositions s'élèvera pour 1971 à 113 400 dollars; ce chiffre a été calculé compte tenu de dépenses de "démarrage" non renouvelables d'un montant de 213 400 dollars. Pour plus de clarté, le montant brut des incidences financières des propositions en question peut se décomposer en trois éléments : a) la participation de l'ONU au budget d'exploitation du CIC; b) sa participation aux dépenses de "démarrage"; c) sa participation aux dépenses de personnel du Bureau interorganisations. Du montant brut de ces dépenses, il convient de déduire les économies que ces propositions permettront de réaliser par ailleurs.

i) Participation de l'ONU au budget d'exploitation du Centre international de calcul - 640 000 dollars

17. D'après les estimations du Secrétaire général, le budget d'exploitation du Centre pour 1971 se présente comme suit :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
1. Traitements et salaires	
43 postes permanents (18 postes d'administrateur et 25 postes d'agent des services généraux).....	340 000
Consultants	30 000
2. Dépenses communes de personnel	85 000
3. Frais de voyage	10 000
4. Matériel et installations (20 000 dollars pour le transfert de matériel actuellement installé à l'OMS, 10 000 dollars pour l'achat de matériel nouveau)	30 000
5. Frais généraux (860 000 dollars pour la location de l'ordinateur, 100 000 dollars pour l'achat de fournitures pour ordinateurs et 10 000 dollars pour l'achat de livres, revues, etc.)	970 000
6. Divers ^{a/}	135 000
TOTAL	<u>1 600 000</u>

a/ Il ne s'agirait pas là d'une dépense renouvelable; le crédit demandé servirait à constituer un fonds de roulement qui serait ensuite alimenté par les organismes utilisant les services du CIC.

18. Compte tenu des prévisions quant à l'utilisation du nouveau Centre de calcul, on envisage de répartir comme suit le montant total des dépenses : 40 p. 100 à la charge de l'ONU, 20 p. 100 à la charge du PNUD, 30 p. 100 à la charge de l'OMS et 10 p. 100 à la charge des autres utilisateurs. Dans ces conditions, la part de l'ONU s'élèverait à 640 000 dollars.

ii) Participation de l'ONU aux dépenses de démarrage - 213 400 dollars

19. On estime que le montant global des dépenses de démarrage se répartira comme suit :

	<u>Dollars des</u> <u>Etats-Unis</u>
1. Transformation d'une partie des locaux de l'OMS de manière à loger un ordinateur de plus grandes dimensions et aménager des bureaux pour le personnel du CIC	458 000
2. Frais de voyage, de déménagement et d'installation des 16 fonctionnaires mutés du Centre de calcul électronique de l'ONU à New York au Centre de Genève	76 000

20. L'ONU prendrait à sa charge 30 p. 100 des dépenses inscrites à la rubrique 1, soit 137 400 dollars 12/; elle couvrirait entièrement les dépenses inscrites à la rubrique 2. Sa participation aux dépenses de démarrage représenterait donc au total 213 400 dollars.

iii) Participation de l'ONU aux dépenses de personnel du Bureau interorganisations - 22 000 dollars

21. Le montant, à répartir entre tous les participants, des dépenses de personnel et des frais de voyage relatifs à l'exécution du programme de travail qui sera arrêté par le Bureau est estimé à 74 000 dollars; on compte que l'ONU couvrirait 30 p. 100 de ce montant, soit environ 22 000 dollars.

Économies à déduire - 762 000 dollars

22. Les trois catégories de dépenses dont le détail est donné ci-dessus correspondent à un total de 875 400 dollars. Ces dépenses seraient en partie compensées par les économies ci-après, d'un montant total de 762 000 dollars.

2/ L'OMS pourrait en prendre 55 p. 100 (251 900 dollars) à sa charge et le PNUD 15 p. 100 (68 700 dollars); si l'OMS a accepté d'assumer la part la plus importante du financement de ces dépenses, c'est que les transformations prévues lui permettront d'améliorer une partie de ses locaux.

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
A déduire : montant des traitements des fonctionnaires mutés du Centre de calcul électronique de New York, imputé désormais sur le budget du CIC	240 300
A déduire : diminution des dépenses communes de personnel résultant de ces mutations	59 700
A déduire : diminution des frais de location d'ordinateurs pour le Centre de New York (le montant de la location d'un ordinateur 360/40 est estimé à 395 000 dollars, au lieu des 817 000 dollars demandés par le Secrétaire général au titre de la location d'ordinateurs pour le Centre de New York dans son projet de budget pour 1971) ...	422 000
A déduire : diminution des frais de fournitures pour le Centre de New York (60 000 dollars au lieu des 100 000 dollars prévus dans le projet de budget pour l'exercice 1971)	40 000
Total des économies à déduire .	<u>762 000</u>

23. Les incidences de ces ajustements sur le montant estimatif des crédits demandés pour 1971 sont indiquées chapitre par chapitre, sous forme de tableau, dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1305, par. 17).

C. Observations du Comité consultatif

i) Généralités

24. Le Comité consultatif s'intéresse depuis longtemps à la question des installations de traitement de l'information dans les organismes des Nations Unies. Avec le développement des activités de ces organismes, les avantages que peut présenter l'application rationnelle des techniques d'informatique non seulement aux travaux de caractère purement technique mais aussi à des tâches administratives, comme le calcul des feuilles de paie et la comptabilité, apparaissent de plus en plus nettement.

25. Toutefois, les organismes des Nations Unies ont adopté ces techniques au fur et à mesure des besoins, comme suite à des décisions indépendantes adoptées par divers organes délibérants. Aucun programme d'ensemble n'a été défini avec précision et l'on s'est donc demandé si les avantages découlant de l'utilisation d'ordinateurs différents, ayant des programmes différents, coûtait plus cher aux Etats Membres qu'il n'était vraiment nécessaire. Eu égard à ses responsabilités dans le domaine de la coordination administrative et budgétaire entre les organisations, le Comité consultatif a cherché ces dernières années à trouver une solution rationnelle à cette situation.

6. Le Comité consultatif a attiré l'attention de l'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session, sur les économies qui résulteraient de l'utilisation d'un système central de traitement des données 13/, et l'une de ses recommandations a abouti environ trois ans plus tard à la création par le CAC d'un Comité des utilisateurs d'ordinateurs 14/ chargé de s'occuper des questions relatives à l'utilisation des ordinateurs à Genève et de développer la coordination et la coopération dans des domaines connexes présentant un intérêt général.

7. Pour les raisons susmentionnées, le Comité consultatif s'est intéressé très rapidement au rapport présenté en mai 1970 par l'Auditeur général du Canada 15/, dont la recommandation principale tend à créer en Europe une installation distincte de traitement de l'information à l'échelon interorganisations. Il considère que la création d'une telle installation pourrait augmenter considérablement les avantages que les organisations et les Etats Membres retirent du recours aux techniques informatiques à condition que son coût reste dans des limites raisonnables. C'est dans cet esprit qu'il a examiné les propositions figurant dans le rapport du secrétaire général.

8. Le Comité observe cependant que plusieurs éléments d'incertitude subsistent encore quant à ces propositions. En effet, si tous les organismes des Nations Unies peuvent se faire représenter au sein du Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques et activités connexes, les secrétariats de trois d'entre eux seulement (ONU, PNUD et OMS) ont accepté de participer à l'établissement du centre de calcul proposé. En outre, dans ces trois cas, l'accord donné par les secrétariats doit être approuvé par les organes délibérants compétents. Un certain nombre de questions relatives au fonctionnement du Bureau interorganisations, à son rôle par rapport au CIC et aux responsabilités du Directeur du CIC doivent encore être précisées. Le Comité consultatif estime qu'il convient de bien se mettre d'accord sur la question des droits et des responsabilités si l'on veut que les activités du Bureau et du CIC se déroulent sans heurt.

9. Les propositions présentées ne sont pas idéales. Par exemple, le PNUD, tout n'étant membre du CIC, ne pourrait avoir d'accès immédiat à l'installation centrale en raison de la distance, et il devrait avoir recours dans une certaine mesure, pour la transmission des données, à la poste ou à la valise diplomatique, avec les retards que cela implique. Le personnel spécialisé des Nations Unies chargé du traitement de l'information et les fonctionnaires du Bureau de statistique seraient répartis en deux groupes, l'un affecté à New York et l'autre à Genève, et cet arrangement présente des inconvénients administratifs évidents.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 82 de l'ordre du jour, document A/5859, par. 32 à 35.

4/ Ibid., vingt-deuxième session, Annexes, point 79 de l'ordre du jour, document A/6910, par. 43 à 53.

5/ Ce rapport a été communiqué au Comité consultatif à sa session d'été 1970; voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 8, par. 93 à 100.

30. Malgré tout, le Comité consultatif estime que les propositions de base du Secrétaire général présentent un intérêt. Elles permettraient, en premier lieu, la participation commune de trois organisations à un grand centre de traitement, leur donnant ainsi accès, moyennant un coût relativement peu élevé, à des renseignements qui sont actuellement dispersés entre elles, notamment à des indices économiques et sociaux qui sont importants pour la planification du développement. De plus, des institutions dont le siège est à Genève et qui, pour l'instant, n'ont pas l'intention de participer à la création du CIC, auraient l'occasion de recourir à ses services et ainsi de mieux mesurer les avantages qu'elles pourraient retirer d'une participation pleine et entière. Le Comité consultatif a également pensé que les progrès techniques faciliteraient probablement, dans un avenir proche, l'accès du centre aux institutions dont le siège est situé en dehors de Genève. Tel qu'il est envisagé dans les propositions du Secrétaire général, le Bureau interorganisations chercherait à promouvoir l'uniformisation des systèmes d'informatique des diverses organisations, et l'Auditeur général du Canada a souligné l'importance de cette question dans son rapport 16/. De l'avis du Comité consultatif, le fait que les fonctionnaires du Bureau de statistique transférés à Genève s'occuperaient essentiellement des statistiques commerciales devrait faciliter la coordination avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dont le siège est à Genève.

ii) Observations sur les incidences financières

31. Le Secrétaire général a estimé que ses propositions entraîneraient des dépenses supplémentaires d'un montant net de 113 400 dollars pour l'ONU en 1971; cependant, comme on l'a noté ci-dessus, des dépenses estimées à 213 400 dollars ne se renouvelleraient pas. Si l'on néglige ces dernières dépenses, le coût effectif d'exploitation en 1971 serait légèrement inférieur aux crédits déjà inscrits dans le projet de budget du Secrétaire général au titre d'activités du même ordre pour cette même année. Le Comité consultatif a bien pris note de ce que le Secrétaire général indique dans son rapport, à savoir que ses propositions devraient "permettre de stabiliser pendant quelque temps les besoins en matériel électronique à Genève et à New York" (A/C.5/1305, par. 16).

32. Le Comité consultatif a été informé que, pour commencer, le nouveau Centre de Genève fonctionnerait à raison d'un poste par jour à peu près. On disposerait donc d'une capacité de réserve considérable en prévoyant un second ou un troisième poste, sans avoir à modifier l'installation de base 17/. Le Secrétaire général n'est pas en mesure de prévoir avec précision à quel rythme le volume de travail du CIC risque d'augmenter, car cela dépend non seulement des besoins de l'ONU, du PNUD et de l'OMS, mais aussi des besoins des autres organisations qui pourraient décider d'utiliser le Centre. Toutefois, comme le Comité consultatif l'a appris, s'il est possible que des terminaux et d'autres périphériques soient nécessaires

16/ Voir document A/8072, par. 41.

17/ Toutefois, les dépenses relatives au personnel et aux fournitures, ainsi que le coût de la location de l'ordinateur (qui dépend du nombre d'heures d'utilisation) augmenteraient à mesure qu'on ferait un usage accru de l'installation (voir par. 33).

au cas où de nouvelles organisations décideraient de recourir au CIC, le Secrétaire général ne pense pas qu'il faille louer d'autres éléments d'équipement importants pendant les cinq années à venir. De toute façon, le Comité consultatif espère que l'utilisation du CIC se limitera à des opérations pour lesquelles l'intérêt de l'application des techniques d'informatique est nettement démontré.

33. Le Comité consultatif estime que les propositions concernant le personnel à prévoir pour le CIC, exposées aux paragraphes 9 à 11 ci-dessus, reflètent bien les besoins initiaux, pour autant qu'on puisse actuellement les supputer. On lui a signalé que les besoins en personnel du Centre de calcul pourraient bien augmenter si les organisations de Genève y ont davantage recours : c'est ainsi que si l'on passe d'un système à un poste à un système à deux postes, il faudra trois agents supplémentaires de la catégorie des services généraux. Mais l'on pense que les contributions versées par les utilisateurs compenseront les frais supplémentaires à prévoir.

34. Il n'est pas prévu de crédit au projet de budget au titre de la prise en charge par l'ONU d'une partie des coûts entraînés par la nomination d'un directeur du programme de travail du Bureau interorganisations, si ce poste n'est pas financé par le budget du CIC; mais le Comité consultatif note que, si des besoins supplémentaires se font sentir à cet égard en 1971, le Secrétaire général s'efforcera d'y pourvoir grâce aux économies qu'il sera possible de réaliser.

35. Le Comité consultatif a noté que la suppression du Comité des utilisateurs d'ordinateurs, dont les fonctions seraient confiées au Bureau interorganisations 18/, permettrait à l'ONU d'économiser 10 000 dollars, soit le montant de sa part aux frais du Comité prévue au chapitre 12 du projet de budget pour 1971. Le coût supplémentaire net, pour l'ONU, des propositions à l'examen, s'établirait donc en 1971 à 103 400 dollars, au lieu des 113 400 dollars prévus dans le rapport du Secrétaire général.

36. En résumé, le Comité consultatif juge bien fondée dans l'ensemble l'évaluation par le Secrétaire général des incidences financières qu'auraient en 1971 les propositions soumises à l'Organisation des Nations Unies. Il estime en outre que l'augmentation totale de 103 400 dollars qu'il faudrait prévoir dans les ouvertures de crédits pour 1971 n'est pas déraisonnable en regard des avantages qui devraient résulter de la proposition du Secrétaire général.

Recommandations du Comité consultatif

37. Vu les observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à donner suite, si les organes délibérants du PNUD et de l'OIS prennent les mesures voulues, aux quatre propositions énoncées au paragraphe 5 ci-dessus. Si l'Assemblée retient cette recommandation, le Comité préconise qu'on commence très prochainement à prendre les dispositions nécessaires; il lui a été signalé que, sauf retards imprévus, le CIC devrait pouvoir fonctionner le 1er mars 1971.

18/ Voir document E/4893 (miméographié), par. 10.

38. Le Comité consultatif suggère que l'Assemblée invite tous les autres organismes des Nations Unies à envisager sérieusement de participer, avec l'ONU, le PNUD et l'OMS, au Centre international de calcul de Genève, afin d'en exploiter pleinement la capacité. A son avis, l'utilisation de ce centre commun devrait intéresser d'abord toutes les institutions installées à Genève, et surtout celles qui ont annoncé qu'elles devaient donner de l'extension à leurs installations d'informatique, à savoir l'OIT et l'UIT. A cet égard, le Comité souscrit aux conclusions de l'Auditeur général du Canada d'après lesquelles ces institutions devraient réexaminer leurs plans d'acquisition de moyens supplémentaires propres, compte tenu des services que le CIC pourrait rendre 19/. Il pense même que toutes les organisations sises à Genève pourront constater, en voyant fonctionner le Centre, qu'il leur serait plus avantageux de lui confier leurs opérations d'informatique que de s'en tenir indéfiniment à leurs moyens internes.

39. Si l'Assemblée générale accepte la recommandation faite par le Comité consultatif au paragraphe 37 ci-dessus, il recommande encore que le Secrétaire général, en sa qualité de président du CAC, entame des consultations en vue d'aboutir à un accord définitif, au niveau des secrétariats, sur le mandat du Bureau inter-organisations pour les systèmes informatiques et activités connexes sur les arrangements administratifs concernant ledit bureau. Le Comité souscrit à la proposition du Secrétaire général tendant à confier au Directeur du CIC la direction du programme de travail qui sera défini par le Bureau.

40. L'Assemblée souhaitera peut-être demander au Secrétaire général de lui faire rapport, à sa vingt-sixième session, sur tous les aspects de la mise en oeuvre des propositions qu'il a formulées, s'il est autorisé à agir comme l'a recommandé le Comité consultatif.

41. Conformément à ce qui précède, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée approuve l'ouverture, pour 1971, d'un crédit supplémentaire de 103 400 dollars, répartis comme suit :

<u>Chapitres</u>	<u>Augmentation ou (diminution)</u>
	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
3. Traitements et salaires	(240 300)
4. Dépenses communes de personnel	16 300
10. Frais généraux	(462 000)
12. Dépenses spéciales	789 400
	<hr/>
TOTAL	103 400
	<hr/>

19/ Voir document A/8072, par. 169 et 170.

42. Songeant à l'avenir, le Comité consultatif estime que les hésitations dont de nombreuses organisations sises à Genève font preuve à l'égard du centre inter-organisations disparaîtraient plus facilement et plus vite s'il leur était prouvé qu'il leur coûterait moins d'utiliser des services communs que leurs moyens propres. Le Comité consultatif recommande donc instamment de tout mettre en oeuvre pour que les économies d'échelle qu'on attend de l'utilisation du CIC soient effectivement réalisées.

Quatrième rapport

Traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur

[Original : anglais]

4 novembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport (A/C.5/1303) dans lequel le Secrétaire général propose de modifier, à compter du 1er janvier 1971, les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, en incorporant aux traitements de base un montant correspondant à deux classes de l'indemnité de poste et en relevant les traitements de 8 p. 100, comme le Comité consultatif de la fonction publique internationale (CCFPI) l'a recommandé à sa dix-huitième session (ibid., annexe I, par. 30).

A. Généralités

2. A l'exception de quelques modifications mineures, les traitements de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur sont demeurés les mêmes de 1950 à la fin de 1961. Pendant ces années, des ajustements ont été effectués de temps à autre pour tenir compte du coût de la vie; les changements opérés après le 1er janvier 1957 ont été fondés sur le système d'ajustements (indemnités de poste ou déductions) recommandé par le Comité d'étude du régime des traitements de 1956 créé aux termes de la résolution 975 (X) de l'Assemblée générale. Depuis 1962, les barèmes des traitements ont été modifiés à trois reprises, sur décisions de l'Assemblée générale fondées sur des recommandations du CCFPI et les propositions y relatives du Secrétaire général. Ces trois modifications sont respectivement entrées en vigueur aux dates ci-après :

a) Le 1er janvier 1962, lorsqu'un nouveau barème a été appliqué conformément à la résolution 1658 (XVI) de l'Assemblée générale; pour les fonctionnaires mariés en poste à Genève, le nouveau barème représentait un relèvement allant de 7 à 17 p. 100 (net), selon la classe et l'échelon, après incorporation aux traitements de base d'un montant correspondant à deux classes de l'indemnité de poste;

b) Le 1er janvier 1966, lorsqu'il y a eu une majoration de la rémunération nette allant de 4,5 à 8,7 p. 100 après incorporation aux traitements de base d'un montant correspondant à trois classes de l'indemnité de poste [résolution 2050 (XX) de l'Assemblée générale];

c) Le 1er janvier 1969, lorsque l'Assemblée générale, par sa résolution 2485 (XXIII), a approuvé un relèvement provisoire de 5 p. 100 des traitements de base bruts et l'incorporation (ultérieure) aux traitements de base d'un montant correspondant à une classe de l'indemnité de poste.

3. Les trois ajustements susmentionnés, et les études du CCFPI qui les précédaient, découlaient du système de rémunération recommandé par le Comité d'étude du régime des traitements de 1956 (A/3209 20/). Les recommandations de ce comité restent toujours valables et demeurent pertinentes en ce qui concerne l'examen de la présente proposition du Secrétaire général. Au paragraphe 15 de son rapport, le Comité d'étude du régime des traitements avait recommandé notamment que la base du régime commun soit Genève (au lieu de New York comme cela était le cas précédemment); sa recommandation relative aux échelles des traitements de base était donc formulée compte tenu du fait que celles-ci étaient suffisantes "pour attirer et garder à Genève un personnel possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, et recruté sur une base géographique aussi large que possible". Afin d'assurer des conditions de vie équivalentes dans les divers bureaux, le Comité d'étude du régime des traitements recommandait un système d'ajustements (indemnités de poste ou déductions) "fixé en fonction essentiellement du rapport qui existe entre le coût de la vie à Genève et au lieu d'affectation considéré", un "élément d'appréciation" devant jouer quant au rapport entre les prix établi d'après les statistiques.

4. Au chapitre V de son rapport, le Comité d'étude du régime des traitements étudiait les principes généraux influant sur la possibilité de recruter et de garder le personnel. De l'avis du Comité, il était vain, à ce stade, d'essayer de fonder les échelles de rémunération sur des principes abstraits; dans la pratique, il valait mieux se fonder sur l'expérience acquise en ce qui concerne la possibilité de recruter et de garder le personnel. En même temps, le Comité d'étude du régime des traitements reconnaissait (ibid., par. 34) ce qui suit :

"... Les opérations de recrutement peuvent réussir parce que les traitements sont trop élevés; elles peuvent échouer parce que les méthodes employées sont mal conçues. Si les mouvements de personnel sont excessifs, cela n'est pas nécessairement dû à l'insuffisance des traitements; s'ils ont peu d'ampleur, cela ne prouve pas non plus que les conditions d'emploi sont satisfaisantes, beaucoup de fonctionnaires, surtout ceux qui sont expatriés, éprouvant de la difficulté à abandonner leur carrière pour en commencer une autre. En d'autres termes, la question des échelles de traitements est indissolublement liée à celles du recrutement et de l'administration du personnel, ainsi qu'à d'autres considérations extra-financières."

5. Le Comité d'étude du régime des traitements faisait observer (ibid., par. 36) :

"... la nécessité de recruter le personnel sur une large base géographique a une incidence importante sur les rémunérations et les indemnités et, par conséquent, sur les dépenses puisque, si l'on veut traduire le principe dans

les faits, il faut que les traitements soient d'un montant suffisant pour attirer et retenir des fonctionnaires originaires de régions du monde très diverses, où les niveaux et les modes de vie ainsi que les niveaux de revenus sont très différents..."

6. En étudiant les considérations extra-financières qui jouent un rôle lorsqu'il s'agit de recruter et de garder le personnel, le Comité d'étude du régime des traitements dégagait quatre éléments : la nécessité de donner aux fonctionnaires "le sentiment d'appartenir" à leur organisation; la possibilité de faire oeuvre utile en travaillant à des problèmes importants; l'occasion de voir leurs mérites reconnus et appréciés; enfin, une certaine sécurité. Le Comité signalait (ibid., par. 41 et 42) :

"... La satisfaction qu'un fonctionnaire tire de son emploi dépend beaucoup aussi de la mesure dans laquelle il est convaincu de l'importance des buts et de l'action de l'organisation dans son ensemble. Cette conviction dépend à son tour, pour une grande part, de l'attitude des hauts fonctionnaires et en particulier des chefs de service..."

Il est indispensable, si l'on veut que le personnel conserve son enthousiasme et donne le meilleur de lui-même, de supprimer, dans les programmes de travail des organisations, les travaux non constructifs et les études théoriques qui ne semblent pas devoir avoir d'aboutissement pratique et de les remplacer par des travaux vraiment utiles..."

7. La première révision périodique des barèmes des traitements de base a été inscrite à l'ordre du jour de la session de 1961 du CCFPI. Les recommandations de ce comité ont été fondées sur le mouvement des traitements à l'extérieur des organisations internationales après 1955 (essentiellement sur le mouvement des traitements dans les administrations nationales) et sur les difficultés de recrutement que le Comité administratif de coordination, dans son rapport (A/C.5/L.685 21/, annexe), avait portées à sa connaissance. Le CCFPI n'a pas revu les principes généraux sur lesquels repose le régime des traitements de la fonction publique internationale et il s'est borné à rappeler le principe reconnu par la Société des Nations (à savoir que le barème des traitements des fonctionnaires internationaux doit être basé sur le barème des traitements de l'administration nationale la mieux rémunérée, quel que soit l'Etat Membre considéré, et ajusté pour tenir compte, d'une part, du coût de la vie au siège de la Société des Nations et, d'autre part, du facteur expatriation), les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, les dispositions pertinentes de la résolution 13 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, et les vues du Comité d'étude du régime des traitements. Comme le CCFPI l'a indiqué dans un rapport ultérieur, l'effet de ces recommandations a été, d'une manière générale, de rétablir le rapport qui existait en 1957 (après que le Comité d'étude du régime des traitements eut soumis son rapport) entre les traitements des Nations Unies et les traitements versés dans les administrations nationales qui, de l'avis du Comité d'étude du régime des traitements exerçaient une influence particulièrement importante sur la rémunération aux Nations Unies 22/.

21/ Ibid., seizième session, Annexes, point 65 de l'ordre du jour.

22/ Ibid., vingtième session, Annexes, point 77 de l'ordre du jour, document A/5918/Add.1, par. 14.

8. Le CCFPI a procédé à une nouvelle révision du barème des traitements à sa session de 1965. Dans son rapport, il a étudié les questions soulevées à la Cinquième Commission quant à la validité des critères qu'il avait admis. Il a conclu que c'était "simplifier le problème de façon excessive que d'imaginer que, tant que les organisations pourront recruter tout le personnel dont elles ont besoin, les traitements ne devront jamais être ajustés, ou qu'inversement, si elles ne peuvent recruter ce personnel, les traitements devront être augmentés" 23/. Malgré les difficultés de recrutement qui avaient été portées à son attention (en particulier s'agissant de faire appel à des personnes originaires d'Amérique du Nord pour les envoyer en poste en dehors de cette région), le CCFPI a été d'avis qu'il serait indûment onéreux d'augmenter les traitements de manière que les organisations n'aient aucune difficulté de recrutement. Comme le Comité d'étude du régime des traitements l'avait fait avant lui, le CCFPI a rejeté l'idée de rémunérer différemment des fonctionnaires de nationalités différentes, ce qui aurait eu pour effet d'instituer un régime des traitements selon lequel les fonctionnaires originaires des pays les plus riches seraient les mieux rétribués. Les propositions que les chefs des secrétariats avaient présentées au CCFPI visaient essentiellement à rétablir la marge qui existait au 1er janvier 1962 entre la rémunération versée par les Nations Unies au lieu de base du régime commun (Genève) et la rémunération versée à New York aux fonctionnaires de l'Administration américaine.

9. Dans les observations qu'il a faites en 1965, le CCFPI a examiné certains doutes qu'il avait quant à la façon dont le "principe Noblemaire", suivi à la Société des Nations (voir par. 7 ci-dessus), avait été appliqué dans le régime des Nations Unies. Dans ce régime, le fonctionnement du système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) lié au choix de Genève comme base a abouti à ce résultat qu'un fonctionnaire américain, français ou italien reçoit un traitement plus élevé lorsqu'il travaille dans son propre pays que lorsqu'il travaille à Genève. De tels résultats étant - à ses yeux - manifestement illogiques, le CCFPI a estimé qu'il serait souhaitable d'examiner à nouveau deux moyens possibles de faire une distinction : la réintroduction d'un système d'indemnités d'expatriation, et la possibilité de faire une distinction entre les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs qui sont susceptibles d'être mutés d'un lieu d'affectation à un autre, et ceux qui ne le sont pas. Dans les arguments qu'ils avaient présentés au CCFPI, les chefs des secrétariats avaient fait valoir que les barèmes de traitements recommandés par le Comité d'étude du régime des traitements de 1956 étaient tout juste suffisants pour permettre de recruter du personnel pour Genève; bien que déterminés en fonction du critère des possibilités de recrutement, ces barèmes de traitements comportaient en fait une certaine marge monétaire par rapport aux barèmes de l'Administration américaine. Le CCFPI a estimé que : "Comme les fonctionnaires de l'ONU et ceux des administrations nationales obtiennent leurs augmentations de traitement à des dates différentes, il ne faut pas accorder trop d'importance à la marge qui existe entre ces deux séries de traitements à une date donnée 24/." Le CCFPI

23/ Ibid., par. 18.

24/ Ibid., par. 72.

a également souligné qu'un renchérissement exceptionncllement rapide du coût de la vie, entraînant l'octroi d'indemnités de poste correspondant au passage du lieu d'affectation dans des classes supérieures, aurait pour effet d'élargir considérablement la marge dont les traitements de l'ONU dépassaient ceux de l'Administration américaine, mais que cette marge serait réduite dès que les traitements de la fonction publique américaine seraient augmentés. A l'issue de sa révision des traitements de 1965, le CCFPI a recommandé d'incorporer aux traitements de base le montant correspondant à trois classes de l'indemnité de poste, au taux applicable aux fonctionnaires ayant des personnes à charge, et d'ajouter ensuite des pourcentages d'augmentation équivalant approximativement aux deux tiers des chiffres proposés par les chefs des secrétariats (ce qui compenserait tout élargissement excessif des marges résultant de l'application du système des indemnités de poste).

10. Dans ses observations à ce sujet, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a noté avec satisfaction que le CCFPI avait exprimé l'intention d'entreprendre une étude approfondie des principes devant régir la fixation des traitements de la fonction publique internationale. Le Comité consultatif poursuivait en ces termes :

"... cette étude devrait porter notamment sur les questions suivantes : eff du régime actuel sur la rémunération des fonctionnaires internationaux en poste dans leur propre pays; validité des comparaisons actuelles entre les traitements des Nations Unies et les traitements versés dans l'administration nationale la mieux rémunérée; validité des comparaisons actuelles entre les emplois des diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique internationale et de celles des administrations nationales; question de savoir s'il convient d'appliquer au lieu de base un barème de traitements fondé en fait sur le barème de l'administration nationale la mieux rémunérée, sans tenir compte de la différence du coût de la vie. Le Comité consultatif tient cependant à faire observer que, dans l'intérêt de la stabilité administrative, les principes sur lesquels reposent des régimes de traitements compliqués ne doivent pas être trop fréquemment réexaminés, et il espère que la nouvelle étude du CCFPI sera définitive 25/."

11. Les principes sur lesquels repose le régime des traitements de la fonction publique internationale ont été réexaminés par le Comité consultatif de la fonction publique internationale à ses sessions de 1965, 1966 et 1967. En particulier, le CCFPI a examiné soigneusement la question du réajustement de l'indemnité d'expatriation. Dans le rapport sur sa dix-septième session, il a exprimé la conclusion que ce système "créerait d'autres anomalies et entraînerait une augmentation générale des dépenses, tandis que l'administration du régime des traitements serait gravement compliquée et que l'indemnité susciterait des divisions au sein des secrétariats 26/", en particulier, "tous les fonctionnaires expatriés employés par les organismes des Nations Unies, soit plus de 90 p. 100 de l'effectif total, recevraient une rémunération plus élevée que ce n'est le cas actuellement et l'on ne réaliserait d'économies qu'en ce qui concerne une

25/ Ibid., document A/6056, par. 45.

26/ Ibid., vingt-quatrième session, Annexes, point 83 de l'ordre du jour, document A/C.5/1240, annexe, annexe II, par. 9.

proportion relativement minime de fonctionnaires non expatriés 27/". Le CCFPI a également examiné, et rejeté, l'idée que l'on pourrait éventuellement établir une distinction entre les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs qui sont susceptibles d'être mutés d'un lieu d'affectation à un autre et ceux qui ne le sont pas. Il a aussi examiné la possibilité de remplacer le système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) par des révisions annuelles ou biannuelles des traitements de base, et il est parvenu à la conclusion que le système des ajustements devait demeurer un élément du régime des traitements des Nations Unies.

12. Le CCFPI a achevé son nouvel examen du régime des traitements en 1967. Il a conclu qu'il n'était pas nécessaire de modifier la structure du régime des traitements en tant que telle, mais qu'il serait souhaitable d'établir à l'avenir les barèmes des traitements en se fondant moins sur le montant des traitements versés dans la fonction publique de tel ou tel Etat Membre - comme on l'avait fait en vertu du principe Moblemaire - que sur une étude de ce que le CCFPI appelait les "taux du marché mondial" pour les compétences dont les organisations avaient besoin. Entre ces études, qui seraient relativement peu fréquentes, des ajustements pourraient être opérés sur la base d'un indice spécial des traitements établi en fonction des mouvements du revenu réel dans la fonction publique des sept pays où des organismes des Nations Unies ont leur siège 28/.

13. Le Comité consultatif de la fonction publique internationale a ensuite examiné les barèmes des traitements eux-mêmes, à sa session de 1968. En se fondant sur les mouvements de l'indice des traitements, il a recommandé un relèvement provisoire de 5 p. 100 (brut) des traitements de base, à compter du 1er janvier 1969. La proposition correspondante du Secrétaire général, qui prévoyait en outre l'incorporation aux traitements de base d'un montant correspondant à une classe de l'indemnité de poste, a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2485 (XXIII).

14. A sa session de 1969, le CCFPI a décidé de renoncer à envisager le problème de la fixation des traitements des fonctionnaires internationaux en fonction des "taux du marché mondial" 29/. En revanche, il a invité les organisations à améliorer leur système de rassemblement et d'analyse des données pertinentes pour l'établissement des barèmes des traitements des fonctionnaires internationaux.

27/ Ibid., par. 10.

28/ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/7236, par. 4.

29/ Ibid., vingt-quatrième session, Annexes, point 83 de l'ordre du jour, document A/C.5/1240, annexe, par. 11.

B. Rapport du Secrétaire général

15. Dans son rapport sur les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (A/C.5/1303), le Secrétaire général propose, conformément à la recommandation du CCFPI, d'incorporer aux traitements de base des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, à compter du 1er janvier 1971, un montant correspondant à deux classes de l'indemnité de poste et de relever les traitements bruts de 8 p. 100.

16. Le Secrétaire général explique que lui-même et ses collègues du Comité administratif de coordination (CAC), à l'exception du Directeur général de l'AIEA, avaient informé le CCFPI qu'une augmentation de l'ordre de 10 p. 100 du montant brut des traitements serait justifiée, mais que le taux précis à retenir était une question de jugement, pour laquelle l'avis du CCFPI était demandé. Le Secrétaire général indique qu'une étude des mouvements des revenus réels correspondant aux traitements dans les administrations des sept pays où les organisations ont leur siège a montré qu'entre janvier 1966 et janvier 1970, les mouvements du revenu réel ont été supérieurs dans cinq de ces pays et inférieurs dans les deux autres aux mouvements du revenu réel dans les organismes des Nations Unies. Selon une moyenne pondérée des mouvements intervenus dans les sept pays, le retard accusé dans les organismes des Nations Unies, à la date du 1er janvier 1970, avait atteint 7,5 p. 100. Une étude du rapport, en termes monétaires, entre le montant des rémunérations nettes des Nations Unies à Genève, base du régime commun, et le montant des rémunérations versées (déduction faite des impôts) par l'Administration fédérale des Etats-Unis à New York faisait apparaître un changement plus marqué (ibid., par. 4); toutefois, ce rapport ne reflète pas l'effet des variations du coût de la vie dans les deux villes, fait que le CCFPI a signalé dans son rapport (ibid., annexe I, par. 20).

17. Le Comité consultatif a noté que, dans leurs exposés au CCFPI, les associations du personnel avaient demandé des relèvements de traitements sensiblement plus importants que ceux proposés par les organisations [16 à 17 p. 100 (brut), contre approximativement 10 p. 100 (brut)], en arguant qu'il fallait des augmentations plus substantielles pour rétablir le rapport qui existait en janvier 1962 entre la rémunération des fonctionnaires des organismes des Nations Unies à Genève et celle des fonctionnaires de l'Administration fédérale des Etats-Unis à New York. Le CCFPI n'a pas accepté ce point de vue, pour les raisons indiquées dans son rapport (ibid., par. 19, et par. 18, tableau). Le rapport qui existait en janvier 1962 était de 10 p. 100 en moyenne plus favorable aux fonctionnaires des organismes des Nations Unies que le rapport existant en janvier 1957, après la révision des barèmes de traitements de 1956. Le CCFPI avait pris les mesures correctives nécessaires en 1965, et le Comité consultatif est également d'avis qu'on ne saurait justifier un retour à la marge différentielle de 1962.

18. Dans son rapport, le CCFPI a souligné ce qui suit :

"... s'il n'y a jamais eu - et, de l'avis du Comité, il ne devrait pas y avoir - de formule arithmétique ou automatique permettant de mettre en rapport les traitements des organisations et ceux de l'administration nationale la mieux rétribuée, il est manifestement souhaitable de tenir compte de considérations cohérentes lors des révisions successives des traitements. Il faut prendre en considération, parmi d'autres facteurs, le coût de la vie et les problèmes d'expatriation, ainsi que l'expérience des organisations en matière de recrutement et de maintien en fonctions du personnel." (ibid., par. 15).

19. Le CCFPI a rappelé qu'à sa dix-septième session il était :

"... parvenu à la conclusion que les anomalies et les défauts reconnus du régime sont inhérents au problème complexe qui consiste à assurer des conditions équitables à un personnel multinational travaillant dans plus de 100 pays; la suppression de ces anomalies entraînerait d'autres difficultés et peut-être des frais supplémentaires. En conséquence, le Comité a conclu qu'il ne serait pas judicieux d'abandonner le système existant, encore que cela ne signifie pas un entérinement indéfini du principe selon lequel les traitements sont fondés sur ceux d'un seul pays." (ibid., par. 16).

20. De l'avis du CCFPI :

"... les véritables changements dans le rapport entre la rémunération nette des Nations Unies à Genève et la rémunération nette de l'Administration américaine à New York ne peuvent être exprimés qu'en termes de revenus réels. Le Comité est prêt à admettre que l'on ne saurait faire complètement abstraction du rapport entre les traitements nominaux aux Nations Unies à Genève et aux Etats-Unis à New York, mais le facteur le plus valable pour déterminer si une augmentation de traitement est justifiée est le changement relatif du revenu réel depuis la date, quelle qu'elle soit, qui est considérée comme une base appropriée. D'autres facteurs, comme les problèmes auxquels on se heurte pour recruter ou retenir les fonctionnaires, peuvent ou non justifier une augmentation du revenu réel plus considérable dans le système des Nations Unies que dans l'administration nationale la mieux rémunérée, mais, si la chose n'est pas pleinement justifiée, les fonctionnaires internationaux ne devraient pas bénéficier d'une augmentation de leur revenu réel plus grande que celle du revenu réel des fonctionnaires de l'Administration des Etats-Unis à New York. Ils seront équitablement traités si les variations de leur revenu réel correspondent à celles du revenu réel dans cette administration." (ibid., par. 22).

21. En comparant les rémunérations nettes entre octobre 1960 et janvier 1970, le CCFPI est parvenu à la conclusion que les augmentations du revenu réel dans l'Administration des Etats-Unis dépassaient approximativement de 6 p. 100 celles que l'on constatait dans le système des Nations Unies. Toutefois, il a reconnu que des dates de référence différentes donneraient des résultats différents et qu'une augmentation des traitements de base des Nations Unies accentuerait la disparité substantielle existant entre les émoluments d'un fonctionnaire des Nations Unies non expatrié à New York et ceux de son homologue de l'Administration

des Etats-Unis dans la même ville - en raison du fonctionnement du système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) et du choix de Genève comme base du régime des Nations Unies.

22. Le CCFPI a indiqué qu'après examen approfondi de ce dernier problème il avait dû tenir compte du fait que les fonctionnaires internationaux servant dans leur propre pays représentent une petite minorité de l'effectif total des administrateurs en poste dans les lieux d'affectation en question, peut-être 10 p. 100 seulement. Il a conclu que, dans le cadre du régime actuel des traitements, il ne pouvait s'abstenir de faire en faveur de 90 p. 100 des fonctionnaires qui sont des expatriés une recommandation qu'il trouve justifiée par toutes les données.

"En même temps, le Comité a constaté avec préoccupation que ... les traitements actuels des fonctionnaires internationaux à New York sont déjà supérieurs à ceux de l'Administration nationale des Etats-Unis, de sorte que toute augmentation du traitement total entraînera également une augmentation des traitements de ces fonctionnaires. En reconnaissant que les traitements des fonctionnaires de certaines classes des organisations internationales à Genève sont, dans une certaine mesure, inférieurs à ceux de l'Administration nationale des Etats-Unis, le Comité a noté, toutefois, que, compte tenu de ce que le coût de la vie à Genève est plus bas qu'à New York, même les traitements réels de ces fonctionnaires des organisations internationales à Genève sont encore élevés." (ibid., par. 28).

23. Le CCFPI a décidé de recommander qu'après incorporation du montant correspondant à deux classes de l'indemnité de poste les traitements bruts soient augmentés de 8 p. 100, avec effet du 1er janvier 1971. En même temps, il a estimé que les organisations devraient faire des efforts énergiques pour éliminer les anomalies qui existent dans le régime actuel et qu'elles devraient lui présenter un nouveau rapport.

24. Les incidences financières des recommandations du CCFPI (qui équivalent à des augmentations nettes allant de 7,5 p. 100 pour l'échelon I de la classe P-1 à 6,6 p. 100 pour l'échelon IV de la classe D-2) sont estimées par le Secrétaire général à un montant brut de 8 876 200 dollars des Etats-Unis (5 541 200 dollars, en chiffres nets) sur la base du tableau d'effectifs recommandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport principal (A/8008) sur le projet de budget. La ventilation ci-après a été fournie au Comité consultatif :

	<u>Augmentation des prévisions de dépenses</u>	<u>Augmentation des recettes provenant des contributions du personnel</u>	<u>Montant supplémentaire net à la charge des Etats Membres</u>
<u>Dollars des Etats-Unis</u>			
<u>Incorporation de l'indemnité de poste aux traitements</u>			
Traitements de base et indemnité de poste	2 506 500	1 652 000	854 500
Dépenses communes de personnel	<u>646 300</u>	<u>44 100</u>	<u>602 200</u>
	3 152 800	1 696 100	1 456 700
<u>Diminution des recettes provenant des activités productrices de recettes ...</u>			
	<u>26 200</u>	<u>13 300</u>	<u>12 900</u>
	3 179 000	1 709 400	1 469 600
<u>Augmentation consécutive de p. 100</u>			
Traitements de base et indemnité de poste	4 909 700	1 572 400	3 337 300
Dépenses communes de personnel	<u>741 500</u>	<u>41 000</u>	<u>700 500</u>
	5 651 200	1 613 400	4 037 800
<u>Diminution des recettes provenant des activités productrices de recettes ...</u>			
	<u>46 000</u>	<u>12 200</u>	<u>33 800</u>
	5 697 200	1 625 600	4 071 600
<u>TOTAL</u>			
Traitements de base et indemnité de poste	7 416 200	3 224 400	4 191 800
Dépenses communes de personnel	<u>1 387 800^{a/}</u>	<u>85 100</u>	<u>1 302 700</u>
	8 804 000	3 309 500	5 494 500
<u>Diminution des recettes provenant des activités productrices de recettes ...</u>			
	<u>72 200</u>	<u>25 500</u>	<u>46 700</u>
	8 876 200	3 335 000	5 541 200

Augmentation des cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : 1 126 500 dollars; augmentation des cotisations aux plans d'assurance-maladie : 9 500 dollars; augmentation des indemnités versées à la cessation de service : 251 800 dollars.

25. Les crédits et montants supplémentaires qu'il faudrait approuver aux chapitres pertinents du budget de l'exercice 1971 sont estimés comme suit par le Secrétaire général (A/C.5/1303, par. 13) :

DEPENSES

<u>Chapitres</u>	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
2 Réunions et conférences spéciales	35 400
3 Traitements et salaires	5 915 300
4 Dépenses communes de personnel	1 031 500
12 Dépenses spéciales	17 800
15 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	629 400
16 Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	639 000
17 Missions spéciales	86 100
13 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	297 000
19 Cour internationale de Justice	52 500
	<u>TOTAL 3 304 000</u>

RECETTES

Chapitres

1er	Augmentation des recettes provenant des contributions du personnel	3 335 000
3)	Diminution des recettes provenant des activités	1 600
4)	productrices de recettes	70 600

C. Faits nouveaux survenus après le 1er janvier 1970

26. Les recommandations du CCFPI sont fondées sur des données portant sur une période allant jusqu'au mois de janvier 1970. Depuis lors, un montant correspondant à une nouvelle classe aux fins de l'indemnité de poste a été versé à New York à compter du 1er juin 1970 et un montant correspondant à une autre classe sera payable à compter du 1er décembre 1970. A Genève, il n'y a pas eu de changements en 1970, mais un montant correspondant à une nouvelle classe aux fins de l'indemnité de poste sera payable à partir de janvier 1971.

	<u>Octobre 1960</u>		<u>Janvier 1971</u>		<u>Pourcentage d'augmentation en termes monétaires</u>	
	<u>Etats-Unis</u>		<u>Etats-Unis</u>		<u>Etats-Unis</u>	
	<u>New York</u>		<u>New York a/</u>		<u>New York a/</u>	
	(En dollars)	Nations Unies Genève (En dollars)	(En dollars)	Nations Unies Genève b/ (En dollars)	Genève b/	Nations Unies Genève b/
P-3.V/GS-14.1	7 330	7 750	11 446	12 608	56,2	62,7
P-4.V/GS-14.1	9 655	9 250	15 200	15 024	57,4	62,4
P-5.I/GS-14.1	10 722	9 850	17 169	16 464	60,1	67,1
D-1.I/GS-14.1	11 760	11 175	19 179	18 508	63,1	65,6
D-2 max./GS-18	13 865	13 775	23 468	22 924	69,3	66,4

a/ Dans l'hypothèse où il n'y a pas de relèvement des traitements après le 1er janvier 1970.

b/ Sur la base d'une augmentation de l'indemnité de poste correspondant à une classe à compter du 1er janvier 1971.

30. Le CCFPI ayant fait observer que, si l'on se rappelle que le coût de la vie à Genève est moins élevé qu'à New York, les traitements réels des fonctionnaires internationaux à Genève sont encore élevés, par comparaison avec ceux des fonctionnaires de l'Administration fédérale des Etats-Unis, le Comité consultatif a comparé les seconds, ajustés en fonction du coût de la vie à Genève, avec ceux du régime des Nations Unies au 1er janvier 1971, sur la base des barèmes de traitements actuellement en vigueur. Comme le montre le tableau ci-après, cette comparaison indique que les traitements des Nations Unies à Genève dépasseront de 21,5 à 39,6 p. 100 les traitements ajustés de la fonction publique des Etats-Unis.

<u>Classe</u>		<u>Traitements de l'Administration des Etats-Unis a/</u>		<u>Traitements des Nations Unies à Genève b/</u>	<u>Marge de dépassement Nations Unies par rapport à Etats-Unis</u>
<u>Etats-Unis</u>	<u>Nations Unies</u>	<u>New York</u>	<u>Ajustés en fonction du coût de la vie à Genève c/</u>		
		<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Pourcentage</u>
GS-12/1	P-3/V	11 446	9 034	12 608	39,6
GS-14/1	P-4/V	15 200	11 997	15 024	25,2
GS-15/1	P-5/I	17 169	13 551	16 464	21,5
GS-16/1	D-1/I	19 179	15 137	18 508	22,3
GS-18	D-2/max.	23 468	18 522	22 924	23,8

a/ Net; marié, sans enfant; dans l'hypothèse où il n'y aura pas de relèvement des traitements après le 1er janvier 1970.

b/ Net; marié, sans enfant; dans l'hypothèse où il y aura passage à une classe supérieure (classe 3) de l'indemnité de poste à compter du 1er janvier 1971.

c/ Ajustés sur la base Genève = 100, New York = 126,7.

D. Examen de la question par le Comité consultatif

31. Lors de l'examen de cette question, le Comité consultatif a rappelé que l'une des fonctions du CCFPI, telles qu'elles ont été définies par l'Assemblée générale le 17 décembre 1963, consiste à examiner les traitements et les indemnités des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et à faire des recommandations à leur sujet. Etant donné que la compétence du CCFPI est établie pour tout ce qui concerne les nombreux problèmes techniques et complexes qu'implique cet examen, le Comité consultatif - comme par le passé - n'a pas cherché à refaire une étude détaillée analogue à celle qu'a menée le CCFPI. Il s'est plutôt attaché à étudier les recommandations du CCFPI et les propositions du Secrétaire général eu égard à l'évolution de la situation depuis le 1er janvier 1970, ainsi qu'aux incidences générales et aux incidences administratives et financières de la politique et des principes qui ont inspiré ces recommandations. Dans ce dernier contexte, le Comité n'a pas perdu de vue la situation financière difficile qui est celle non seulement de l'Organisation des Nations Unies mais aussi de l'une des grandes institutions spécialisées.

32. Comme il ressort des paragraphes 26 à 30 du présent rapport, la situation au 1er janvier 1971, en ce qui concerne le rapport entre les mouvements du revenu réel depuis le mois d'octobre 1960 pour les fonctionnaires des Nations Unies en poste à Genève et pour ceux de l'Administration fédérale des Etats-Unis en poste à New York, différera sensiblement de ce qu'elle était le 1er janvier 1970, date sur laquelle le CCFPI s'est basé pour formuler ses recommandations.

33. Comme le CCFPI l'a indiqué dans son rapport, le rapport entre les traitements (nominaux) nets des Nations Unies à Genève et de l'Administration américaine à New York varie parce que les augmentations de traitements ne se produisent pas au même moment dans les deux fonctions publiques. Ainsi, immédiatement après une augmentation des traitements de l'Administration américaine, ce rapport est relativement bas; immédiatement après une augmentation dans les organismes des Nations Unies, il paraîtra élevé (A/C.5/1303, annexe I, par. 18). C'est pourquoi les chiffres reflétant la situation au 1er janvier 1970, date à laquelle le barème des traitements des fonctionnaires des Etats-Unis a été relevé, surestiment le "retard" effectivement enregistré dans les mouvements des traitements des fonctionnaires des Nations Unies; de la même façon, une comparaison basée sur des calculs au 1er janvier 1971 risquerait fort de sous-estimer ce retard. Il semble qu'une estimation équitable de ce rapport se situerait à mi-chemin entre ces deux manières d'opérer.

34. Le Comité consultatif a accordé une attention considérable à la politique et aux principes qui ont inspiré les recommandations. Le Comité a noté que le CCFPI s'était surtout fondé pour formuler ces recommandations sur l'évolution des revenus réels des fonctionnaires des Nations Unies à Genève, d'une part, et des fonctionnaires de l'Administration fédérale des Etats-Unis à New York, d'autre part. Le fait de se baser sur Genève pour calculer les traitements des fonctionnaires des Nations Unies est conforme aux recommandations du Comité d'étude du régime des traitements de 1956 (voir plus haut, par. 3). Le Comité consultatif convient que, tant que l'Assemblée générale n'en a pas décidé autrement, le régime des traitements doit continuer d'être basé sur le rapport entre Genève et les

autres lieux d'affectation. En même temps, il tient à signaler les répercussions qu'a pour New York le choix de Genève comme lieu de base aux fins du régime des traitements des Nations Unies.

35. Une caractéristique de la période qui s'est écoulée depuis qu'une augmentation de 5 p. 100 des traitements a été accordée aux fonctionnaires des Nations Unies, entre deux révisions du barème, à compter du 1er janvier 1969, est le fait qu'alors que le coût de la vie à Genève est demeuré relativement stable, New York a connu une période d'inflation. Pour cette raison, New York passera à deux classes supérieures de l'indemnité de poste au cours de 1970 (à compter du 1er décembre 1970, les fonctionnaires en poste à New York auront droit à un montant correspondant à neuf classes de l'indemnité de poste). Cette situation altérera encore plus le rapport entre le revenu net des fonctionnaires des Nations Unies en poste à New York et celui de leurs homologues de l'Administration des Etats-Unis, accroissant la marge par laquelle le revenu net des premiers dépasse celui des seconds. La situation s'établira comme suit en janvier 1971 :

	<u>Etats-Unis</u> <u>New York a/</u> (En dollars)	<u>Nations Unies</u> <u>New York a/</u> (En dollars)	<u>Marge</u> (En pourcentage)
P-3.V/GS-12.1	11 446	15 452	35,0
P-4.V/GS-14.1	15 200	18 390	21,0
P-5.I/GS-15.1	17 169	20 136	17,3
D-1.I/GS-16.1	19 179	22 576	17,7
D-2 max./GS-18	23 468	27 748	18,2

a/ Traitement net pour les fonctionnaires mariés sans enfants; dans l'hypothèse où il n'y a pas d'augmentation des traitements de l'Administration des Etats-Unis après le 1er janvier 1970.

36. Les chiffres qui précèdent sont fondés sur les traitements de base actuellement en vigueur. Comme il ressort du tableau ci-après, l'entrée en vigueur au 1er janvier 1971 du barème recommandé par le CCFPI porterait la marge à des pourcentages qui varieraient entre 47,3 p. 100 au niveau P-3.V/GS-12.1 et 27,5 p. 100 au niveau D-1.I/GS-16.1, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de relèvement des traitements de l'Administration des Etats-Unis :

	<u>Etats-Unis</u> <u>New York a/</u> (En dollars)	<u>Nations Unies</u> <u>New York b/</u> (En dollars)	<u>Marge</u> (En pourcentage)
P-3.V/GS-12.1	11 446	16 861	47,3
P-4.V/GS-14.1	15 200	19 991	31,5
P-5.I/GS-15.1	17 169	21 932	27,7
D-1.I/GS-16.1	19 179	24 460	27,5
D-2 max./GS-18	23 468	30 035	28,0

a/ Traitement net pour les fonctionnaires mariés, sans enfants; dans l'hypothèse où il n'y aura pas de relèvement après le 1er janvier 1970.

b/ Traitement net pour les fonctionnaires mariés, sans enfants; barème recommandé par le CCFPI et sept classes de l'indemnité de poste.

37. Le Comité consultatif s'est enquis du rapport entre les traitements de base des Nations Unies et les traitements des fonctionnaires des administrations nationales des sept pays où des organismes des Nations Unies ont leur siège (au mois de janvier 1970). Faute d'équivalences pour toutes les classes, il a eu communication de chiffres (bruts; exprimés en dollars des Etats-Unis) pour la classe de début (qui correspondrait à la classe P-1, échelon I, dans les organismes des Nations Unies) et pour les classes qui pouvaient être considérées comme comparables dans l'ensemble avec D-2 (maximum) 30/. Pour cette raison et aussi parce que les chiffres ne tiennent pas compte de diverses prestations, ces chiffres ne peuvent être considérés que comme très approximativement comparables.

30/ Begünstigte Dienstzweige/VIII - Höherer Ministerialdienst/VIII en Autriche; Chimiste classe 5 et Economiste classe 4 au Canada; Directeur adjoint et Sous-Directeur en France; Direttore Generale en Italie; classe 1 en Suisse; Assistant Secretary au Royaume-Uni; GS.18 aux Etats-Unis.

	<u>Classe de début</u>	<u>Classe comparable</u> <u>dans l'ensemble à</u> <u>D-2 (maximum)</u>
	(En dollars)	(En dollars)
Autriche	2 490	10 491
Canada	5 400-7 380 ^{a/}	17 018-22 522 ^{a/}
Etats-Unis d'Amérique	8 098	35 505
France	3 740	14 148
Italie	2 932	9 980
Royaume-Uni	2 570	12 429
Suisse	5 005	10 625
Nations Unies (traitements de base bruts)	7 600 ^{b/}	28 520 ^{c/}

a/ Selon la spécialité.

b/ P-1/I. Compte tenu de l'indemnité de poste au taux prévu pour les fonctionnaires mariés, ce chiffre serait de 8 152 dollars à Genève et de 9 532 dollars à New York.

c/ D-2 max. Compte tenu de l'indemnité de poste au taux prévu pour les fonctionnaires mariés, ce chiffre serait de 30 128 dollars à Genève et de 34 148 dollars à New York.

38. L'une des principales raisons pour lesquelles l'application du principe Noblesse entraîne moins d'anomalies à l'époque de la Société des Nations est que la grande majorité des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur de la SDN étaient expatriés. Dans les organismes des Nations Unies, 10 p. 100 environ de ces fonctionnaires travaillent dans leur propre pays mais n'en perçoivent pas moins un traitement calculé compte tenu d'un facteur d'expatriation. Cette anomalie est particulièrement sensible à New York, où l'ONU emploie un grand nombre d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur non expatriés (23 p. 100 des administrateurs au Siège de l'ONU sont ressortissants américains). A cet égard, le Comité consultatif a noté que le CCEPI a constaté avec préoccupation que les traitements actuels des fonctionnaires internationaux à New York sont déjà supérieurs à ceux de l'Administration nationale des Etats-Unis.

39. Le Comité consultatif a étudié le mécanisme du système d'ajustements (indemnités de poste ou déductions) et les incidences de la proposition tendant à incorporer aux traitements de base le montant correspondant à deux classes de l'indemnité de poste. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 3, le système d'ajustements a été recommandé par le Comité d'étude du régime des traitements

de 1956 afin d'assurer des conditions de vie équivalentes dans les divers lieux d'affectation. Les ajustements sont opérés à intervalles variables et selon le lieu d'affectation, sous la supervision d'ensemble du Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions). Pour déterminer la classe d'un lieu d'affectation déterminé aux fins des ajustements, le coût de la vie à ce lieu d'affectation est comparé au coût de la vie à Genève à la date de base. Chaque fois que le coût de la vie au lieu d'affectation considéré dépasse de 5 p. 100 le coût de la vie à Genève, un montant équivalant à une classe de l'indemnité de poste est ajouté au traitement de base; toutes les organisations, à l'exception de l'O.N.S., appliquent également un système de déductions dans les lieux d'affectation où le coût de la vie est inférieur au coût de la vie à Genève à la date de base. Les ajustements entrent en vigueur de temps à autre, lorsque le coût de la vie au lieu d'affectation considéré, après avoir augmenté de 5 p. 100 par rapport au coût de la vie à Genève, se maintient à ce niveau ou le dépasse pendant quatre mois consécutifs. Chaque fois qu'il est possible, les ajustements sont fondés sur les mouvements de l'indice local officiel (par exemple, l'indice du Bureau of Labor Statistics à New York). Toutefois, dans certains lieux d'affectation (par exemple, Genève), un indice spécial a été élaboré pour tenir compte de la situation propre aux fonctionnaires expatriés.

40. Le montant de l'indemnité de poste est calculé sur la base du traitement de base net correspondant à chaque classe et à chaque échelon. Ce montant ne compense pas entièrement l'augmentation du coût de la vie, puisqu'il ne représente qu'une augmentation de 4 à 4,5 p. 100 pour chaque augmentation de 5 p. 100 du coût de la vie 31/. Il s'ensuit que, dans les lieux d'affectation où le coût de la vie est élevé et où le montant de l'indemnité de poste payable aux fonctionnaires représente plusieurs classes de cette indemnité, les fonctionnaires sont relativement moins bien payés que ceux qui sont en poste dans des lieux d'affectation où le coût de la vie est moins élevé. Il va de soi que les changements de classe des lieux d'affectation aux fins des ajustements n'interviennent pas à la même date. En conséquence, le montant global net de la rémunération des fonctionnaires dans les divers lieux d'affectation ne variera pas uniformément d'un mois à l'autre; les mouvements relatifs des traitements différeront selon les dates choisies aux fins de comparaison.

41. Du fait que le montant de l'indemnité de poste n'est pas soumis à retenue pour pension, il existe un écart considérable, dans les lieux d'affectation où le coût de la vie est élevé, entre la rémunération globale des fonctionnaires en poste dans ces lieux d'affectation et le montant de leur rémunération soumis à retenue pour pension, ce qui fait que ces fonctionnaires ont droit à une pension proportionnellement moins élevée au moment de la retraite. C'est là une des raisons principales pour lesquelles un certain nombre de classes de l'indemnité de poste ont été de temps à autre incorporées aux traitements de base. En outre, du fait

31/ Pour les fonctionnaires ayant des personnes à charge; pour les fonctionnaires qui n'ont pas de personnes à charge, le taux de l'indemnité de poste est égal aux deux tiers du taux normal.

que l'indemnité de poste ne donne lieu à aucune contribution du personnel, les répercussions sont fâcheuses pour le Fonds de péréquation des impôts lorsque l'indemnité de poste représente une part trop considérable de la rémunération du personnel. En troisième lieu, le Comité consultatif a appris que, si la part représentée par le traitement de base dans la rémunération est plus élevée, le recrutement tend à s'en trouver facilité.

42. Pour empêcher que le montant net de la rémunération ne diminue lorsque le montant correspondant à une ou plusieurs classes de l'indemnité de poste est incorporé aux traitements de base, l'incorporation se fait sur la base du montant normal de l'indemnité de poste augmenté du montant nécessaire pour tenir compte de la contribution du personnel. C'est cette raison, outre certaines modifications, visées au paragraphe suivant, apportées à l'échelonnement dans le temps et au montant de l'indemnité de poste, qui explique la différence considérable que l'on constate entre le montant brut et le montant net des dépenses supplémentaires qu'entraîne l'incorporation proposée aux traitements de base de deux classes de l'indemnité de poste (voir plus haut le tableau du paragraphe 24).

43. Si tous les fonctionnaires retirent finalement un avantage de l'incorporation au traitement de base d'une classe de l'indemnité de poste (parce qu'elle relève la rémunération soumise à retenue pour pension et, partant, les pensions), l'effet immédiat de l'incorporation sur le traitement net varie selon le lieu d'affectation. En fait, elle est plus avantageuse pour les fonctionnaires qui n'ont pas de personnes à charge puisque, comme on l'a indiqué précédemment, le montant incorporé est calculé sur la base du taux normal, alors qu'avant l'incorporation, le taux de l'indemnité de poste pour ces fonctionnaires était égal aux deux tiers du taux normal. Si l'incorporation augmente le traitement de base, elle réduit le montant payable au titre de l'indemnité de poste. Le nombre de classes d'indemnité de poste applicable à chaque lieu d'affectation est recalculé en fonction de la nouvelle base, pour déterminer de combien de classes il faut le réduire. En même temps, le montant (nominal) de l'indemnité de poste correspondant à chaque classe augmente, du fait qu'il est calculé en pourcentage d'un traitement de base net plus élevé. Ces modifications peuvent se traduire par une augmentation initiale du montant total net de la rémunération de tous les fonctionnaires en un lieu d'affectation donné; mais, étant donné que le nouveau calcul, le plus souvent, retarde l'addition de nouvelles classes de l'indemnité de poste, l'avantage supplémentaire qui en découle pour le personnel tend à être de courte durée. Le Secrétaire général calcule que, sur la base d'une année entière, la rémunération supplémentaire payable aux fonctionnaires en 1971 comme suite à l'incorporation proposée se chiffrerait à environ 850 000 dollars (net), dont 350 000 dollars représenteraient l'avantage additionnel dont bénéficieraient les fonctionnaires sans charges de famille et 500 000 dollars seraient imputables aux autres facteurs décrits plus haut. En outre, l'incorporation, en relevant la rémunération soumise à retenue pour pension, augmente les dépenses de l'Organisation au titre des dépenses communes de personnel, du fait principalement que des sommes plus élevées doivent être versées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (voir le tableau figurant au paragraphe 24 ci-dessus).

E. Nécessité d'une révision minutieuse du régime

44. Etant donné les anomalies signalées par le CCFPI dans son rapport et le fait que ces anomalies sont inhérentes au régime, le Comité consultatif a reconnu qu'une révision minutieuse du régime devrait être entreprise en priorité. Tout en reconnaissant l'intérêt de la proposition tendant à ce que cette étude, comme celle qui avait été effectuée en 1956, soit faite par un comité composé d'experts nommés par des gouvernements, le Comité a conclu que, tout bien pesé, l'étude devait être confiée au CCFPI, étant donné la compétence reconnue de ses membres. Le Comité consultatif considère, toutefois, que pour mener à bien cette tâche, le CCFPI serait peut-être amené à y consacrer toute une session (ou davantage, le cas échéant) et qu'il aurait besoin de plus de ressources qu'il n'en a actuellement à sa disposition; en particulier, le CCFPI devrait être en mesure de s'assurer le concours de consultants qui l'aideraient à étudier tel ou tel aspect du régime qui appelle un examen particulier.

45. Le Comité consultatif sait qu'à sa dix-huitième session le CCFPI a examiné une proposition des organisations tendant à créer un organe de recherche sur les traitements qui rendrait directement compte au Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) dans son ensemble 32/. Nullement conçu pour établir des taux de rémunération ou prendre des décisions en matière de traitements, vu qu'il s'agit là de fonctions qui sont celles des **chef de secrétariat et** des organes délibérants, le nouvel organe obtiendrait et rassemblerait des données sur la rémunération; il pourrait de temps à autre faire appel au concours d'experts gouvernementaux au courant des régimes des traitements des différentes administrations nationales. Les organisations avaient l'intention d'affecter à cet organe un expert en matière de classification. Le CCFPI a noté avec satisfaction les premières dispositions prises dans cette voie par les organisations.

46. Dans le régime commun des Nations Unies, les propositions d'ajustement des traitements sont soumises par les chefs des secrétariats, pour avis, au CCFPI en sa qualité d'organe d'experts indépendant. Les recommandations du CCFPI sont ensuite examinées par les chefs des secrétariats, qui décident s'il y a lieu de les soumettre aux organes délibérants. Dans le cadre de ce système, un organe de recherche sur les traitements qui ferait rapport au CCQA aiderait les chefs des secrétariats à déterminer s'il est justifié ou non de proposer un relèvement. Toutefois, pour faire une évaluation technique indépendante de ces propositions, le CCFPI devrait pouvoir se fonder non seulement sur les données qui lui sont soumises par les organisations mais également sur des données provenant d'autres sources; d'où la proposition tendant à faire dépendre l'organe de recherche envisagé du CCFPI et non du CCQA. Le Comité consultatif n'est pas parvenu à une conclusion quant à savoir laquelle des deux solutions est préférable et il est d'avis que la question soit étudiée plus avant par le CCFPI comme par les organisations.

32/ ICSAB/XVIII/1, par. 37 à 41.

47. Le Comité consultatif a noté que le CCFPI considère que les organisations devraient faire des efforts énergiques pour éliminer les anomalies qui existent dans le régime actuel et lui présenter un nouveau rapport (A/C.5/1303, annexe I, par. 30). Tout en reconnaissant qu'un tel rapport serait incontestablement utile, le Comité consultatif estime que le CCFPI ne devrait pas se borner à examiner les suggestions qui lui seraient soumises par les organisations mais qu'il devrait, au contraire, entreprendre les études indépendantes qu'il pourrait juger nécessaires. A cet égard, le Comité consultatif recommande que les comptes rendus des délibérations de la Cinquième Commission sur la question des traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur soient communiqués au CCFPI.

48. Comme près de quinze ans se sont écoulés depuis l'étude du régime des traitements faite en 1956, le Comité consultatif considère que la nouvelle étude qu'il recommande devrait porter tant sur les principes de base sur lesquels est fondé le régime des traitements que sur leur application pratique. Bien qu'il sache que le CCFPI a déjà examiné les questions qu'il avait soulevées en 1965 (voir plus haut, par. 10), le Comité consultatif recommande qu'elles soient reprises dans le cadre de la nouvelle étude, ce qui serait certainement utile. D'autres points qui méritent d'être examinés sont le fonctionnement du système des ajustements (indemnités de poste ou déductions), les implications de la comparaison entre les traitements de l'Administration américaine et ceux des Nations Unies en prenant Genève comme base du régime, le fonctionnement du système dans les lieux d'affectation où le coût de la vie est élevé (à cet égard, le CCFPI voudra peut-être, comme il l'a fait dans le passé, demander au Comité d'experts pour les ajustements de lui faire connaître son point de vue); la question de savoir si le rapport entre le traitement des débutants et les traitements correspondant aux classes les plus élevées est approprié dans la situation actuelle; la possibilité de réintroduire l'indemnité d'expatriation; et la question de l'établissement d'un rapport entre le traitement des fonctionnaires et la mesure dans laquelle ils sont susceptibles d'être mutés.

49. En outre, il se peut que le CCFPI veuille examiner de manière plus approfondie, comme il l'avait fait en 1961 (voir plus haut, par. 7), les difficultés de recrutement que connaissent certaines organisations. Ces difficultés et les moyens employés par les organisations pour les surmonter (recrutement à une classe ou à un échelon plus élevés qu'il n'est strictement justifié) semblent n'avoir guère changé au cours de la dernière décennie, malgré l'amélioration intervenue entre-temps du revenu réel des fonctionnaires des Nations Unies, ce qui tendrait à indiquer que l'on n'a pas accordé assez d'attention à certains des facteurs non financiers du recrutement et du maintien en fonctions du personnel que le Comité d'étude du régime des traitements avait examinés en 1956.

F. Relèvement des traitements recommandé par le Comité consultatif
de la fonction publique internationale

50. La recommandation du CCFPI tendant à ce que les traitements bruts des fonctionnaires des organismes des Nations Unies soient relevés de 8 p. 100, après incorporation de deux classes de l'indemnité de poste, à compter du 1er janvier 1971, est fondée sur des données portant sur une période allant jusqu'au mois de janvier 1971. Comme le Comité consultatif l'a indiqué (voir plus haut, par. 26 à 30), l'addition d'une classe d'indemnité de poste le 1er janvier 1971 à Genève, jointe au fait que le barème de l'Administration des Etats-Unis à New York n'a pas été ajusté pour compenser les hausses du coût de la vie intervenues en 1970, modifiera le rapport entre la rémunération versée par les Nations Unies à Genève et la rémunération versée par l'Administration des Etats-Unis à New York. Dans ces conditions, donner suite à la recommandation du CCFPI reviendrait à établir une situation analogue à celle apparue en janvier 1962, lorsqu'une augmentation fondée sur des chiffres relatifs à 1960, jointe à des relèvements de l'indemnité de poste entre 1960 et 1962, avait conduit à un accroissement considérable des marges (que le CCFPI s'est senti obligé de corriger lors d'un examen ultérieur, en 1965).

51. Le Comité ne s'est donc pas estimé en mesure de souscrire sans réserve à la recommandation du CCFPI. Comme ce dernier l'a lui-même reconnu, et comme les chiffres reproduits plus haut le montrent, le moment choisi pour procéder aux comparaisons est un facteur primordial. Pendant l'année en cours, le retard pris par les traitements des fonctionnaires des Nations Unies, auquel le CCFPI cherchait à remédier, était en voie de disparition du fait de l'application du système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) - alors que les traitements de l'Administration des Etats-Unis n'ont pas été ajustés pour tenir compte de la hausse du coût de la vie en 1970. Ce processus s'est accéléré depuis la réunion du CCFPI. L'année en cours a vu le passage de New York à une nouvelle classe de l'indemnité de poste et d'autres relèvements de cette indemnité, aussi bien à New York qu'à Genève, sont imminents. Le Comité consultatif reconnaît que, dans l'intervalle, il se peut que les traitements des fonctionnaires des Nations Unies se soient trouvés temporairement insuffisants, mais l'on doit s'attendre à des variations à court terme lorsque l'on compare des systèmes de rémunération différents et il ne s'ensuit pas automatiquement que des mesures correctives particulières soient nécessaires.

52. En conséquence, au cours de ses délibérations sur les recommandations du CCFPI, le Comité consultatif a envisagé quatre possibilités :

a) Différer la suite de l'examen d'un relèvement des barèmes des traitements, de façon qu'un groupe de spécialistes désignés par les gouvernements puisse étudier cette question et soumettre une opinion autorisée à l'examen des organes délibérants;

b) Recommander que les traitements soient relevés le 1er janvier 1971 de 4 p. 100, après incorporation de deux classes de l'indemnité de poste (conformément à la recommandation du CCFPI), un autre relèvement devant intervenir le 1er janvier 1972 si les circonstances le justifiaient et après nouvel examen de l'évolution de la situation par le CCFPI en 1971;

c) Recommander un relèvement de 5 p. 100 sans qu'intervienne aucune incorporation aux traitements de l'indemnité de poste ni que doive intervenir aucun nouveau relèvement (autre que par le jeu de l'indemnité de poste) en attendant que soit achevé l'examen approfondi du régime des traitements;

d) Recommander que le relèvement du montant proposé par le CCFPI prenne effet au 1er juillet 1971 plutôt qu'au 1er janvier 1971.

53. Dans le cas de la possibilité a), il n'y aurait pas d'incidences financières en 1971. La charge financière brute en 1971 serait de : environ 6 millions de dollars (montant net : 3,5 millions de dollars) dans le cas de la possibilité b); environ 3,5 millions de dollars (montant net : 2,5 millions de dollars) dans le cas de la possibilité c); 4,4 millions de dollars (montant net : 2,8 millions de dollars) dans le cas de la possibilité d).

54. Comme il l'a indiqué plus haut, au paragraphe 44, le Comité est parvenu à la conclusion qu'il convenait de demander au CCFPI de procéder à une étude approfondie du régime des traitements. Dans ces conditions, et vu la compétence reconnue des membres du CCFPI, il n'a pas estimé que les recommandations dont il était saisi - qui reflètent l'opinion réfléchie du CCFPI quant à l'application du régime actuellement en vigueur - devraient être renvoyées à un comité d'experts gouvernementaux [possibilité a)]. Il n'a pas non plus retenu l'idée de différer tout relèvement des traitements jusqu'à ce que le CCFPI ait examiné le régime en vigueur. L'examen approfondi que le Comité juge indispensable ne pourra vraisemblablement pas être rapidement mené à bien (qu'il soit confié à un organe d'experts gouvernementaux ou au CCFPI). L'Assemblée générale (à la différence de certains gouvernements) a été opposée, par principe, à des ajustements de traitements rétroactifs pour les administrateurs et les fonctionnaires des catégories supérieures. Cela étant, maintenir le barème actuel jusqu'à ce que l'examen approfondi ait été achevé et que les conclusions en aient été approuvées par l'Assemblée générale risquerait de retarder indûment l'entrée en vigueur des modifications dont l'étude en question pourrait faire apparaître le caractère justifié. Pour ces raisons, le Comité consultatif n'a retenu ni la possibilité a) ni sa variante examinée dans le présent paragraphe.

55. Des considérations assez voisines s'appliquaient aux possibilités b) et c), qui avaient toutes deux le caractère d'ajustements provisoires. Ayant décidé qu'une étude approfondie du régime actuel était indispensable, le Comité n'a pas eu lieu de croire que l'une ou l'autre de ces possibilités serait appropriée dans la situation actuelle. D'une part, le Comité hésitait à faire une recommandation qui obligerait le CCFPI à consacrer sa session de 1971 à apporter des retouches au présent régime en tenant compte des mouvements à court terme des barèmes de traitements des administrations nationales, ce qui risquerait d'induire en erreur à longue échéance. De la sorte, l'étude approfondie du régime des traitements - que le Comité juge indispensable - risquerait fort d'être différée. D'un autre côté, le Comité ne voulait pas faire une recommandation qui pourrait astreindre le CCFPI à achever l'étude approfondie en un temps moindre qu'il ne serait approprié pour une étude de cette ampleur et de cette nature. En outre, la possibilité c) ne tenait pas compte des arguments avancés en faveur de l'incorporation aux traitements de base de deux classes de l'indemnité de poste (voir plus haut, par. 41).

56. Compte tenu de toutes les considérations qui précèdent, le Comité a estimé que la solution la plus équitable serait d'accepter les recommandations du CCFPI, mais d'en remettre l'application au 1er juillet 1971 [possibilité d]7. Toutefois, le Comité recommande que, par la suite, aucun autre ajustement des barèmes des traitements de base des fonctionnaires des organismes des Nations Unies ne soit effectué avant que soit achevée l'étude détaillée envisagée du régime des traitements des Nations Unies et qu'une décision à ce sujet soit prise par l'Assemblée générale. Bien qu'une telle solution ne puisse être considérée comme idéale, elle tiendrait compte des faits intervenus en 1970 et, avec l'application du régime de l'indemnité de poste, fournirait une marge suffisante pendant la période durant laquelle le CCFPI reverra l'ensemble du régime des traitements, ce qui obviara au besoin éventuel d'un relèvement rétroactif. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 53, le coût brut approximatif de cette solution en 1971 serait de 4,4 millions de dollars (montant net : 2,8 millions de dollars).

57. Le présent rapport reflète le fait que le Comité consultatif a procédé à une étude approfondie de la recommandation du CCFPI - en partie parce que le CCFPI lui-même se préoccupe manifestement de la façon dont fonctionne le régime des traitements des administrateurs et en partie parce que l'Organisation des Nations Unies et l'une des institutions spécialisées font face à une situation financière difficile qui fait qu'il s'impose particulièrement de veiller à ce que toutes les dépenses, y compris le coût des traitements, soient pleinement justifiées. Par ailleurs, le Comité pense que son étude approfondie trouve sa conclusion dans une recommandation de relèvement des traitements qui est équitable pour les fonctionnaires intéressés.

G. Conclusions du Comité consultatif

58. Se fondant sur son examen de la question et sur les observations exposées plus haut, le Comité consultatif est parvenu aux conclusions suivantes :

a) Le CCFPI devrait être invité à faire une étude approfondie du régime des traitements des Nations Unies, en gardant présentes à l'esprit les observations qui seront faites au cours du débat sur la question à la Cinquième Commission, ainsi que les idées exposées plus haut, aux paragraphes 48 et 49;

b) L'Assemblée générale voudra peut-être relever de 8 p. 100, avec effet du 1er juillet 1971, le barème des traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, après incorporation aux traitements de base de deux classes de l'indemnité de poste, étant entendu qu'il ne serait pas apporté d'autre ajustement audit barème tant que l'étude susmentionnée ne sera pas terminée et que les résultats n'en auront pas été approuvés par l'Assemblée générale.

59. Si l'Assemblée générale se prononce dans le sens indiqué à l'alinéa b) ci-dessus, le barème révisé des traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur sera celui qui figure à l'annexe B du rapport du Secrétaire général (A/C.5/1303) et le barème des ajustements (indemnités de poste ou déductions) sera celui qui figure à l'annexe C du même rapport.

60. Les montants supplémentaires bruts qu'il faudrait approuver pour 1971 seraient de l'ordre de 4,4 millions de dollars (montant net : 2,8 millions de dollars). Le chiffre exact dépendra des décisions qui restent à prendre au sujet de la dotation en effectifs pour 1971.

DOCUMENT A/8008/Add.4

Cinquième rapport

Montants estimatifs révisés pour les chapitres 3, 4, 5, 8, 9, 10, 16
et 18 des dépenses et les chapitres premier et 4 des recettes

[Original : anglais]

13 novembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le document A/C.5/1322 et Corr.1, dans lequel le Secrétaire général présente des demandes de crédits révisés pour les chapitres 3, 4, 5, 8, 9, 10, 16 et 18 des dépenses et des prévisions révisés pour les chapitres premier et 4 des recettes du projet de budget pour l'exercice 1971. Par rapport aux prévisions initiales du Secrétaire général 33/, les incidences globales de ses propositions sont une réduction de 2 128 800 dollars des crédits demandés pour les huit chapitres de dépenses considérés et une réduction de 227 300 dollars des prévisions de recettes aux deux chapitres de recettes.

2. Prenant comme point de départ les prévisions de dépenses initiales, le Secrétaire général a pris en considération les faits nouveaux ci-après pour aboutir aux montants estimatifs révisés aux chapitres considérés :

a) Les recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son premier rapport 34/ sur le projet de budget pour 1971;

33/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 6 et rectificatifs.

34/ Ibid., Supplément No 8.

b) Les réductions recommandées par le Comité consultatif dans son rapport (A/8008/Add.1) sur les demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions;

c) Les demandes de crédits révisées pour la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Service des conférences, le Service de l'information et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) comme suite à l'achèvement de l'étude sur l'utilisation et la répartition des effectifs de ces services;

d) La proposition du Secrétaire général de maintenir en 1971, pour l'ensemble des départements et services, l'effectif total approuvé pour 1970, qu'il s'agisse des postes permanents ou des postes provisoires;

e) L'application d'un abattement pour mouvements de personnel plus élevé au coût du maintien de certains postes provisoires dans des départements et services où l'étude de l'utilisation et de la répartition des effectifs n'est pas terminée;

f) La réduction des dépenses due au fait que le relèvement de l'indemnité de poste payable au personnel de l'ONUDI à Vienne doit intervenir plus tard que prévu;

g) Enfin, la demande d'un crédit de 97 100 dollars pour de nouveaux projets ajoutés au programme de travail de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), conformément à une décision du Conseil économique et social 35/.

3. Le Comité consultatif a noté que les prévisions révisées du Secrétaire général ne tenaient pas compte des facteurs suivants :

a) Les propositions relatives à une augmentation des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et à la participation de l'ONU à un Centre international de calcul électronique qui serait établi à Genève, propositions qui ont fait l'objet de rapports du Secrétaire général (A/C.5/1303 et A/C.5/1305) et du Comité consultatif (A/8008/Add.3 et A/8008/Add.2) dont l'Assemblée générale est actuellement saisie.

35/ Dans son rapport (A/8008/Add.1) sur les demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil, le Comité consultatif a suggéré que le Secrétaire général voudrait peut-être réexaminer cette demande de crédits: le Secrétaire général l'a maintenue (A/C.5/1322 et Corr.1), mais il a proposé que les ressources en personnel supplémentaire initialement demandées à l'article 3 (Besoins provisoires en personnel) du chapitre 3 soient imputées plutôt sur l'article III (Autre personnel temporaire).

b) Le montant révisé des dépenses qu'entraînerait la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui font actuellement l'objet d'une nouvelle estimation et feront l'objet d'autres rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif;

c) Les dépenses supplémentaires, estimées à 231 000 dollars, qui résulteraient de décisions prises par le Conseil du commerce et du développement et qui doivent encore faire l'objet d'un examen à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale à la présente session;

d) Les crédits supplémentaires nécessaires pour le passage de New York à la classe 9 aux fins de l'indemnité de poste le 1er décembre 1970 au lieu du 1er mars 1971, comme il était prévu initialement;

e) Les crédits supplémentaires nécessaires pour les traitements des agents des services généraux à New York, y compris l'effet du réaménagement éventuel de cette catégorie;

f) Les crédits supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires comme suite aux décisions de l'Assemblée générale à sa présente session.

4. Dans le cas des alinéas d) et e) ci-dessus, le Secrétaire général se propose de présenter des estimations plus tard au cours de la présente session de l'Assemblée générale, lorsque le nombre des fonctionnaires intéressés en 1971 aura été déterminé.

5. Le tableau ci-après indique, pour chacun des huit chapitres de dépenses et des deux chapitres de recettes considérés, les prévisions initiales présentées par le Secrétaire général, les montants recommandés par le Comité consultatif dans son premier rapport et les prévisions révisées présentées maintenant par le Secrétaire général; les colonnes 4 et 5 indiquent la différence entre les prévisions initiales et les prévisions révisées, et la différence entre les prévisions révisées et les montants recommandés par le Comité consultatif dans son premier rapport sur le projet de budget.

	1	2	3	4	5
	Prévisions initiales	Montants recommandés par le Comité consultatif	Prévisions révisées présentées par le Secrétaire général	Augmentation (diminution) des prévisions révisées par rapport aux prévisions initiales (colonne 3 moins colonne 1)	Augmentation (diminution) des prévisions révisées par rapport aux montants recom- mandés par le Comité consul- tatif (colonne 3 moins colonne 2)
<u>Chapitres</u>	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
3. Traitements et salaires :					
Article Ier. Postes permanents...	73 996 000	73 601 000	74 226 400	230 400	425 400
Article II. Personnel temporaire pour les réunions	1 866 000	1 716 000	1 716 000	(150 000)	-
Article III. Autre personnel temporaire ..	3 362 000	3 312 000	3 634 400	272 400	322 400
Article IV. Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	1 424 000	1 339 000	1 339 000	(85 000)	-
Article V. Besoins provisoires en personnel ...	2 970 000	2 470 000 ^{a/}	1 250 700	(1 719 300)	(1 219 300)
TOTAL	63 618 000	62 636 000	62 166 500	(1 451 500)	(471 500)
4. Dépenses communes de personnel	19 128 000	19 028 000 ^{b/}	18 843 000	(285 000)	(185 000)
5. Frais de voyage du personnel	2 635 200	2 575 200	2 596 300	(36 900)	23 100

	1	2	3	4	5
	Prévisions initiales	Montants recommandés par le Comité consultatif	Prévisions révisées présentées par le Secrétaire général	Augmentation (diminution) des prévisions révisées par rapport aux prévisions initiales (colonne 3 moins colonne 1)	Augmentation (diminution) des prévisions révisées par rapport aux montants recom- mandés par le Comité consul- tatif (colonne 3 moins colonne 2)
Chapitres	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
8. Matériel et installations...	1 021 700	961 700	942 700	(79 000)	(39 000)
9. Entretien, utilisation et location des locaux	6 241 000	6 241 000	6 244 000	3 000	3 000
10. Frais généraux	5 968 000	5 900 000	5 806 900	(161 100)	(93 100)
16. Organisation des Nations Unies pour le dévelop- pement industriel	11 898 000	11 823 000 ^{c/}	11 800 000	(90 000)	(15 000)
16. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	4 596 500	4 596 300	4 568 000	(28 300)	(28 300)
Total, pour les chapitres de dépenses ci-dessus	135 106 200	133 763 200	132 977 400	(2 128 800)	(805 800)
Chapitre Ier des recettes. Recettes provenant des contri- butions du personnel	20 200 000	19 771 000 ^{d/}	19 730 000	(470 000)	(41 000)
Chapitre 4 des recettes. Activités productrices de recettes	2 710 500	2 793 500	2 961 200	242 700	167 700
Total, pour les chapitres de recettes ci-dessus	22 916 500	22 564 500	22 691 200	(227 300)	135 700

- a/ Y compris un montant de 674 700 dollars pour les postes provisoires du Département des affaires économiques et sociales, de la Commission économique pour l'Afrique et du Service des conférences, que le Comité consultatif avait exclu lors de son examen des prévisions de dépenses initiales en attendant l'achèvement des études sur l'utilisation des effectifs de ces services entreprises par le Service de gestion administrative.
- b/ Y compris 135 000 dollars liés aux 674 700 dollars mentionnés à la note a/ ci-dessus.
- c/ Y compris 748 000 dollars pour le coût des postes provisoires demandés sous réserve des résultats de l'étude sur l'utilisation des effectifs, montant que le Comité consultatif avait exclu lors de son examen des prévisions de dépenses initiales.
- d/ Correspondant aux réductions recommandées aux chapitres 3, 15 et 16.

On notera que, pour les chapitres considérés, les prévisions de dépenses sont supérieures de 805 800 dollars au montant recommandé par le Comité consultatif dans son premier rapport, et les prévisions de recettes supérieures de 126 700 dollars.

S'agissant de l'article V du chapitre 3, du chapitre 4 et du chapitre 16, le Comité consultatif rappelle que, dans son rapport 36/ sur le projet de budget pour 1971 4/, il a exclu des crédits dont il a recommandé l'ouverture un montant de 557 700 dollars relatif aux postes provisoires du Département des affaires économiques et sociales, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), du Service des conférences et de l'ONUDI, étant donné que ces services devaient être étudiés par le Service de gestion administrative en 1970 et faire l'objet de demandes de crédits révisées compte tenu de ses conclusions. Le nombre des postes provisoires demandés par le Secrétaire général pour ces services était le même que le nombre approuvé pour 1970, exception faite d'un poste supplémentaire demandé pour le Service des conférences 37/. Les demandes de crédits révisées qui sont présentées maintenant pour la CEA, le Service des conférences et l'ONUDI ne prévoient plus de postes provisoires en 1971, l'étude des effectifs de ces services (de même que celle des effectifs du Service de l'information) étant effectivement achevée. Dans le cas du Département des affaires économiques et sociales, dont l'étude des effectifs n'est pas terminée, le Secrétaire général a inclus dans ses demandes de crédits révisées le montant relatif aux postes provisoires que le Comité consultatif a exclu lorsqu'il a formulé ses premières recommandations; le Secrétaire général a toutefois, appliqué un abattement plus élevé au titre du recrutement différé, comme il est indiqué au paragraphe 2 ci-dessus.

Le Comité consultatif note que, dans son rapport sur les demandes de crédits révisées, le Secrétaire général a rendu compte de façon assez détaillée des recommandations, découlant des études des effectifs effectuées par le Service de gestion administrative, qui ont des répercussions sur les prévisions révisées pour 1971. Au cours de son examen des prévisions, le Comité consultatif a également recueilli des informations sur des recommandations d'ordre plus général portant sur les méthodes de la gestion, des pratiques administratives, etc. et il appelle l'attention sur les principales d'entre elles dans le présent rapport.

6/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 8, par. 56.

7/ Ibid., Supplément No 6 et rectificatifs, vol. I, p. 49, par. 138; p. 67, par. 190; p. 73, par. 208; et par. 16.13.

Chapitre 3.- Traitements et salaires

Article premier.- Postes permanents

9. A l'article premier du chapitre 3, le montant révisé dépasse de 425 400 dollars le montant recommandé par le Comité consultatif dans son rapport sur le projet de budget. Cette augmentation est due exclusivement aux crédits supplémentaires nécessaires à cet article comme suite à l'étude sur l'utilisation des effectifs de la CEA (174 200 dollars), du Service des conférences (89 400 dollars) et du Service de l'information (161 800 dollars). Ces trois services sont examinés séparément ci-après.

a) Commission économique pour l'Afrique

10. Le nombre de postes permanents de la Commission économique pour l'Afrique dont le coût était imputé sur le budget ordinaire pour 1970 était de 403 (149 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 254 postes d'agent local) dont six postes d'administrateur et 10 postes d'agent local approuvés à titre provisoire. A la suite de son étude des effectifs de la Commission, le Service de gestion administrative a recommandé un total de 419 postes, soit 11 postes d'administrateur et 5 postes d'agent local de plus qu'en 1970. Il a recommandé en outre le reclassement d'un certain nombre de postes d'administrateur. Le tableau ci-après permet de comparer les chiffres :

Commission économique pour l'Afrique

	<u>Catégories et classes</u>									
	I								II	
	<u>Administrateurs et fonctionnaires</u>							<u>Total</u>	<u>Agents</u>	<u>Total</u>
			<u>de rang supérieur</u>							
	<u>SSG</u>	<u>D-2</u>	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2/1</u>	<u>I</u>	<u>locaux</u>	<u>général</u>
1970 effectif approuvé a/	1	1	10	20	32	51	34	149	254	403
1971 effectif recommandé par le Service de gestion administrative	1	1	10	23	36	58	31	160	259	419

a/ Y compris les postes provisoires.

11. Compte tenu de la décision qu'il a prise de demander que les recommandations émanant de l'étude des effectifs ne soient appliquées en 1971 que jusqu'au point où le nombre total de postes approuvés pour 1970 ne sera pas dépassé, le Secrétaire général propose de maintenir en 1971 le nombre de postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur à 149 et celui des postes d'agent local à 254.

Toutefois, les postes approuvés pour 1970 à titre provisoire seraient transformés en postes permanents (ce qui entraînerait à l'article premier du chapitre 3 une augmentation de 160 100 dollars), compensée par une réduction du même montant à l'article V, et 10 postes d'administrateur seraient reclassés (14 100 dollars).

12. Le Secrétaire général explique au paragraphe 3.4 de ses demandes de crédits révisées qu'il a fait ses propositions relatives à la CEA compte tenu non seulement des postes vacants mais aussi des retards dans le recrutement sur lesquels il faut compter pour pourvoir les postes en 1971. Il ajoute que, si le nombre de candidats satisfaisants en 1971 dépassait le nombre de postes vacants et si la Commission éprouvait des difficultés réelles à exécuter son programme de travail, il entreprendrait de remédier à la situation en faisant appel temporairement aux autres ressources dont il dispose.

13. Le Comité consultatif a appris que le nombre de postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur vacants à la CEA a diminué considérablement en 1970, passant de 16 à 11 entre la fin du mois d'avril et la fin du mois de septembre. Le Comité consultatif espère que le Secrétaire général n'interprétera pas de façon trop stricte l'assurance qu'il a donnée au paragraphe 3.4 de ses demandes de crédits révisées, de manière à satisfaire les besoins légitimes qui pourraient apparaître en 1971.

14. Le Comité consultatif a appris que, pour réduire davantage le nombre de postes vacants à la CEA, le Service de gestion administrative a recommandé d'intensifier les efforts de recrutement et a suggéré qu'une plus grande souplesse pourrait être nécessaire, pour un certain temps du moins, dans l'application du Statut et du Règlement du personnel et des politiques générales en matière de personnel. Le Comité considère qu'il faudra tenir compte de ces problèmes particuliers.

15. Les principales recommandations du Service de gestion administrative sur l'utilisation et la répartition des effectifs sont énoncées ci-après, service par service : ajouter trois postes d'administrateur (deux P-5, un P-3) à la Division des ressources naturelles et des transports et transformer en postes permanents les postes provisoires approuvés pour cette division pour 1970; renforcer la Division du développement des ressources humaines en y ajoutant cinq postes (deux P-4, un P-3, et deux postes d'agent local) dont la plupart seraient attribués à la Section de la main-d'oeuvre et de la formation; renforcer la Division de l'industrie et de l'habitation en y ajoutant deux postes d'administrateur et un poste d'agent local pour faire face à l'expansion du programme de travail; transférer de la Division des services administratifs au Cabinet du Secrétaire exécutif le Service du contrôle de la rédaction, pour améliorer la documentation de la CEA; renforcer le Service de la coordination de l'assistance technique et des programmes en y ajoutant deux postes (un P-3 et un poste d'agent local) et en le réorganisant de manière à lui permettre de contrôler et de suivre plus efficacement les projets d'assistance technique; renforcer le Service d'information en y ajoutant un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste d'agent local; reclasser quatre postes d'administrateur à la Division CEA/FAO de l'agriculture pour que cette division importante dispose d'un nombre suffisant d'administrateurs des classes supérieures; répartir différemment certaines

ressources en personnel de la Division des services administratifs et créer un poste pour permettre de recruter un médecin pour la CEA.

16. Le Comité consultatif a appris que le Service de gestion administrative considérerait que dans certains secteurs l'évolution de la situation pourrait exiger un nouvel examen du nombre de postes qu'il a recommandés. C'est ainsi que, dans le cas des quatre bureaux sous-régionaux de la CEA (Kinshasa, Lusaka, Niamey et Tanger), le Service de gestion administrative a recommandé de maintenir l'effectif permanent actuel en attendant que le rôle, les fonctions, les pouvoirs et les responsabilités de ces bureaux deviennent plus clairs. D'autre part, en ce qui concerne le Service de la cartographie de la Division des ressources naturelles et des transports, le Service de gestion administrative a recommandé de transférer un poste d'administrateur de ce service à la Section de la science et de la technique, en attendant qu'un accord intervienne entre la CEA et les gouvernements intéressés quant à l'organisation, l'emplacement et le financement de centres régionaux de formation en matière de photogrammétrie, d'interprétation des photographies et de levés géophysiques dont la création est recommandée par la CEA. Le Service de gestion administrative estime qu'il ne faudrait pas modifier l'effectif permanent du Centre de la coopération économique tant que la coopération entre les pays d'Afrique n'aura pas fait plus de progrès.

17. Le Comité consultatif a appris que le Service de gestion administrative a formulé des recommandations visant à améliorer la coordination entre la CEA et d'autres services et unités administratives de l'ONU, en particulier le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED et l'ONUDI. Il a également relevé des insuffisances au sein de la Commission dans le domaine de la coordination ainsi qu'une fragmentation de l'organisation; il n'a toutefois recommandé aucune modification majeure de structure pour l'instant. L'une de ses recommandations principales concerne l'établissement à la CEA d'un système intégré de gestion qui s'occuperait de la planification, de l'établissement des programmes et du budget, de l'exécution des programmes, de l'établissement de rapports, et de l'évaluation. Le Service de gestion administrative a recommandé instamment le développement des activités de formation du personnel dans les domaines linguistique et de fonds, une meilleure planification et un meilleur contrôle des documents, ainsi que l'établissement par la CEA d'une étude visant à déterminer de quelle manière le Service de l'information pourrait se consacrer davantage à la préparation d'éléments d'information sur les activités des Nations Unies en Afrique. Il a en outre recommandé que la CEA et l'ONUDI étudient la possibilité d'établir un programme commun pour le développement industriel en Afrique, que des mesures soient prises pour mieux intégrer les travaux de la Division CEA/FAO de l'agriculture et ceux de la FAO, et que les applications du traitement électronique de l'information et les arrangements existant à la CEA dans ce domaine soient revus avec soin, compte tenu des installations d'ordinateurs de l'ensemble du système des Nations Unies.

18. Le Comité consultatif a appris que le Secrétaire exécutif de la CEA approuve la plupart des recommandations susmentionnées du Service de gestion administrative et qu'il a pris dans de nombreux cas des mesures pour les appliquer.

b) Service des conférences

19. Le nombre total des postes permanents approuvés pour le Service des conférences pour 1970 était de 1 145 postes, à savoir 524 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur, 602 postes d'agent des services généraux et 19 postes de travailleur manuel; 16 postes d'administrateur et 27 postes d'agent des services généraux avaient été approuvés à titre provisoire. Dans le projet de budget pour 1971, le Secrétaire général a proposé de transformer en postes permanents neuf des postes d'administrateur et les 27 postes d'agent des services généraux qui avaient été approuvés à titre provisoire pour 1970.

20. A la suite de son étude du Service des conférences, le Service de gestion administrative n'a pas recommandé de changement du nombre total de postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et postes de travailleur manuel, mais il a recommandé de supprimer un poste d'agent des services généraux. Ces recommandations ont été prises en considération dans les demandes de crédits révisées. Compte tenu également de sept reclassements de postes recommandés par le Service de gestion administrative, ces recommandations se traduisent par une augmentation de 89 400 dollars à l'article premier du chapitre 3. D'autre part, le crédit demandé à l'article V est réduit de 118 500 dollars pour tenir compte de la suppression de tous les postes provisoires du Service (voir plus loin, par. 39). Le tableau ci-après permet de comparer les chiffres :

Service des conférences

Catégories et classes

	I							II		III	
	<u>Administrateurs et fonctionnaires</u> <u>de rang supérieur</u>							<u>Agents</u> <u>des</u> <u>services</u>		<u>Travailleurs</u> <u>manuels</u>	
	<u>SGA</u>	<u>D-2</u>	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2/1</u>	<u>Total</u> <u>I</u>	<u>généraux</u>	<u>général</u>	<u>Total</u>
1970 effectif approuvé a/	1	3	10	21	137	281	71	524	602	19	1 145
1971 effectif proposé ...	1	3	10	26	137	275	72	524	601	19	1 144

a/ Y compris les postes provisoires.

21. En ce qui concerne l'effectif proposé pour le Service des conférences, le Secrétaire général explique, au paragraphe 3.41 de son rapport, que les recommandations du Service de gestion administrative sont fondées sur le volume de travail qui existait ou que l'on pouvait raisonnablement prévoir au moment où

a été effectuée l'étude de ce service; le Service de gestion administrative n'a pas pu déterminer l'effet qu'aurait finalement un certain nombre de résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ses deux dernières sessions et visant à réduire la documentation et le programme des réunions. Etant donné les variations qui caractérisent le volume de travail du Service des conférences, le Service de gestion administrative a approuvé la pratique actuelle qui consiste à compléter l'effectif permanent établi en fonction du volume de travail moyen par du personnel temporaire et des heures supplémentaires au cours des périodes de pointe. A l'article III (Autre personnel temporaire) du chapitre 3, le Secrétaire général demande un crédit supplémentaire de 56 000 dollars, conformément à une recommandation du Service de gestion administrative qui préconise de faire appel à du personnel temporaire pour liquider l'arriéré des travaux de traduction (voir plus loin, par. 37).

22. Dans les limites de l'effectif global du Service des conférences (qui a été réduit, comme il est indiqué au paragraphe 20 ci-dessus, d'un poste d'agent des services généraux), un certain nombre d'ajustements ont été effectués entre services, sur la recommandation du Service de gestion administrative. Les plus importants de ces ajustements concernent le Service de traduction et le Service d'interprétation et des séances : il est proposé d'ajouter six postes d'administrateur (5 P-5, 1 P-4) et deux postes d'agent des services généraux au Service de traduction, et de réduire l'effectif du Service d'interprétation et des séances de sept postes de P-3 et deux postes d'agents des services généraux. Les cinq nouveaux postes de P-5 proposés pour le Service de traduction permettraient de doter chacune des sections de traduction dans les langues officielles d'un réviseur hors classe supplémentaire chargé d'organiser et de diriger la formation de stagiaires, de rédiger des manuels à leur intention, d'organiser et de diriger des échanges de vues et de donner des conseils aux nouveaux traducteurs; leurs fonctions seraient donc essentiellement axées sur la formation, domaine dans lequel le Service de gestion administrative juge urgent d'apporter des améliorations. Les postes d'administrateur qui seraient supprimés au Service d'interprétation et des séances sont pour la plupart des postes d'interprète qui avaient été approuvés pour 1970 au titre des besoins provisoires en personnel; le Secrétaire général considère que l'effectif permanent actuel de 70 postes d'administrateur à la Section d'interprétation pourra être maintenu tant que le nombre des séances n'augmentera pas sensiblement. Conformément à une recommandation du Service de gestion administrative, le Secrétaire général se propose de renforcer le Service de la rédaction et des documents officiels en y ajoutant deux postes d'administrateur (1 P-4, 1 P-3) et un poste d'agent des services généraux pour lui permettre de faire face à son volume de travail et pour améliorer la supervision.

23. Trois postes d'administrateur seraient transférés du Service des conférences au Département des affaires économiques et sociales et trois postes d'agent des services généraux à la Bibliothèque; comme l'étude sur l'utilisation des effectifs de ces deux services n'a pas encore été effectuée, le Secrétaire général a décidé de ne pas inscrire ces postes à leur tableau d'effectifs pour 1971 mais de faire faire les travaux correspondants par le personnel qu'il a déjà demandé pour cette année.

. Le Comité consultatif a été informé que, sous réserve de quelques groupements mineurs, le Service de gestion administrative a approuvé l'organisation actuelle du Service des conférences. Il a recommandé toutefois de transférer la Section arabe de traduction de New York à Beyrouth, considérant que cette mesure serait avantageuse pour les travaux de la Section comme pour le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth; le Service de gestion administrative estime que ce transfert n'empêcherait en rien la Section arabe de traduction de fournir des services au Siège. Le Comité consultatif a appris que le Secrétaire général étudie cette recommandation.

. Le Service de gestion administrative a formulé des recommandations visant à réduire les difficultés de recrutement du Service des conférences notamment en ce qui concerne les dactylographes et le personnel employé à la reproduction des documents. Il a également recommandé certaines améliorations pour les installations matérielles. Le Comité consultatif a été informé que le Service de gestion administrative a recommandé sur la base de son étude du Service de traduction, l'établissement de feuilles de production quotidiennes pour chacune des sections de traduction afin de faciliter les estimations : en effet, le Service n'a pu se prononcer d'opinion définitive sur la productivité du personnel du Service de traduction. Le Comité consultatif espère que le Service de gestion administrative traitera de près cette question. Il espère également, comme il l'a dit dans son rapport 38/ sur le projet de budget, que les études effectuées sur cette question permettront d'augmenter la productivité.

. Le Comité consultatif a été informé que le Service de gestion administrative a également recommandé d'accorder une place plus importante à la formation en cours d'emploi, d'adopter des mesures destinées à faciliter la projection des besoins en matière de documentation, d'utiliser de façon plus souple les services des sténographes-rédacteurs de séances, de réduire les stocks de publications, de mettre au point un plan de promotion des ventes pour la vente des publications et d'examiner régulièrement le prix de ces publications.

c) Service de l'information

. Pour examiner les demandes de crédits révisées concernant le Service de l'information, le Comité consultatif a tenu compte d'un rapport du Secrétaire général (C.5/1320 et Corr.1) contenant un examen et une réévaluation des politiques et des activités de l'ONU dans le domaine de l'information, qui est actuellement soumis à l'examen de l'Assemblée générale et auquel le Comité consultatif a l'intention de consacrer un rapport distinct. Le Comité note que si, dans quelques domaines limités, le rapport du Secrétaire général contient des propositions qui ont été recommandées par le Service de gestion administrative et dont il a été tenu compte, dans les demandes de crédits révisées, ses incidences dépassent le budget de 1971.

. Les effectifs du Service de l'information en 1970 comprennent 259 postes permanents au titre de l'article premier du chapitre 3 (160 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 99 agents des services généraux), 12 employés contractuels dont le coût est imputé sur un crédit global ouvert à l'article III du chapitre 10 (8 administrateurs, 4 agents des services généraux) et 31 postes pour le Service des visites financés à l'aide des recettes inscrites au chapitre 4 des recettes (9 administrateurs, 22 agents des services généraux). Le total des

3/ Ibid., Supplément No 8, par. 151.

effectifs s'élève ainsi à 177 administrateurs et 125 agents des services généraux (non compris 240 agents locaux pour les centres d'information). Sur la base de son étude du Service de l'information, le Service de gestion administrative a recommandé un tableau d'effectifs comprenant 170 postes d'administrateur et 116 postes d'agent des services généraux, ce qui représente une réduction de sept postes dans la catégorie des administrateurs et de neuf postes dans la catégorie des services généraux. Etant donné que l'étude ne portait pas sur la totalité des effectifs des bureaux extérieurs, les changements recommandés par le Service de gestion administrative ne portent que sur les effectifs du Siège. Le tableau ci-après indique les chiffres comparatifs :

Service de l'information

Catégories et classes

	I							II	III		
	<u>Administrateurs et fonctionnaires</u>										
	<u>de rang supérieur</u>							<u>Total</u>	Agents des	<u>Agents</u>	<u>Total</u>
	<u>SSG</u>	<u>D-2</u>	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2/1</u>	<u>I</u>	<u>généraux</u>	<u>locaux</u>	<u>général</u>
1970 effectif approuvé a/..	1	3	10	30	50	46	37	177	125	240	542
1971 effectif recommandé par le Service de gestion admi- nistrative b/	1	3	11	29	45	46	35	170	116	240	526

a/ Y compris 12 postes occupés à plein temps par du personnel contractuel dont le coût est imputé sur l'article III du chapitre 10, et 31 postes dont le coût est imputé sur les recettes inscrites au chapitre 4 des recettes.

b/ Y compris 20 postes dont le coût est imputé sur les recettes inscrites au chapitre 4 des recettes.

29. Le Comité consultatif note qu'en 1970, d'après le paragraphe 3.50 du rapport du Secrétaire général sur les montants estimatifs révisés, le Service de l'information, tout en restant dans les limites de l'effectif global approuvé, a utilisé un certain nombre de postes à d'autres fins que celles qui avaient été initialement autorisées. Bien qu'il soit souvent avantageux de procéder à une nouvelle répartition des postes, le Comité considère que toute répartition de ce genre au sein du Service devrait à l'avenir être soumise à l'autorisation préalable du Service financier et qu'il devrait en être tenu compte dans les tableaux d'effectifs ultérieurs.

30. Le Service de gestion administrative a recommandé les changements suivants en ce qui concerne les effectifs de 1970, tels qu'ils sont actuellement utilisés : addition d'un poste d'administrateur et de deux postes d'agent des services généraux au Cabinet du Sous-Secrétaire général pour renforcer l'ensemble des activités de planification, de direction et de coordination et pour transférer à ce cabinet le Groupe administratif de la Division de la radio et des moyens visuels; addition d'un poste d'administrateur et suppression de deux postes d'agent des services généraux à la Division de la presse et des publications; suppression de huit postes d'administrateur et de sept postes d'agent des services généraux à la Division de la radio et des moyens visuels, sur la base d'une nouvelle répartition des effectifs entre les divers services administratifs (et compte tenu du transfert du Groupe administratif mentionné plus haut); suppression d'un poste d'administrateur et de deux postes d'agent des services généraux à la Division des relations extérieures.

31. Le Secrétaire général n'a accepté et incorporé dans les demandes de crédits révisées qu'une partie de ces suppressions de poste. C'est ainsi qu'il a maintenu ses demandes concernant quatre postes d'administrateur et deux postes d'agent des services généraux dont la suppression était recommandée. Trois de ces postes d'administrateur concernent des monteurs de films travaillant actuellement sous contrat spécial; le quatrième concerne un rédacteur producteur de langue française pour le Service de la radio. Alors que le Service de gestion administrative considérait que les fonctions des éditeurs de films devraient être confiées à une société de l'extérieur qui effectue régulièrement des travaux de ce genre pour le Service de l'information, le Secrétaire général a décidé que le caractère spécialisé de ces activités justifiait l'inclusion de ces trois postes parmi les postes permanents. En raison de ces modifications apportées aux recommandations du Service de gestion administrative, l'effectif proposé pour le Service de l'information accuse une diminution globale de trois postes d'administrateur et de sept postes d'agent des services généraux par rapport à l'effectif approuvé pour 1970, au lieu de sept postes d'administrateur et de neuf postes d'agent des services généraux comme le recommandait le Service de gestion administrative.

32. Le montant révisé pour l'article premier du chapitre 3 est également affecté par le transfert audit article de 11 postes dont le coût était précédemment imputé sur l'article III du chapitre 10 au titre du personnel contractuel (huit postes d'administrateur, trois postes d'agent des services généraux) et de huit postes dont le coût était imputé sur les recettes prévues au chapitre 4 des recettes (deux postes d'administrateur et six postes d'agent des services généraux). S'ajoutant au reclassement d'un certain nombre de postes, ces changements se traduisent par une augmentation de 161 800 dollars du crédit demandé à l'article premier du chapitre 3 par rapport au crédit initialement demandé. Le Comité consultatif note que la décision de transformer en postes permanents les onze postes précédemment imputés sur le chapitre 10 augmentera de 50 000 dollars le coût de ces postes pour l'Organisation.

33. Le Comité consultatif a été informé que le Service de gestion administrative a constaté une tendance à la fragmentation des unités administratives dans le Service de l'information et qu'il a recommandé un regroupement plus logique des unités. Il est tenu compte de certains des changements recommandés dans les demandes de crédits révisés. C'est ainsi que des crédits sont demandés pour un

nouveau Service de liaison avec les correspondants et pour un Groupe central de rédaction et d'édition à la Division de la presse et des publications, pour le regroupement du Service d'information par la radio et les moyens visuels et du Service central de programmation au sein d'une nouvelle section des informations et du programme central de la Division de la radio et des moyens visuels, et pour le regroupement d'un certain nombre de petites unités au sein de cette même division. En revanche, le Comité consultatif a été informé que d'autres changements recommandés exigeront un supplément d'étude avant que l'on puisse décider de les appliquer pleinement.

34. Le Service de gestion administrative a recommandé d'améliorer la gestion du Service de l'information - qui devrait notamment s'efforcer d'évaluer l'audience prévue de ses activités - et de réexaminer les propositions concernant l'achat de matériel nouveau, compte tenu de l'inventaire qui doit être effectué par le Bureau des services généraux 39/.

35. Le Comité consultatif note que le Service de l'information a proposé une procédure permettant de rendre compte des réunions de l'ONU d'une manière plus sélective, par des communiqués de presse, en fonction de leur nature et de l'intérêt qu'elles devraient susciter (voir A/C.5/1320 et Corr.1, par. 93 à 98). Le Service de l'information a estimé que cette procédure permettrait de réduire d'environ 25 p. 100 la production des communiqués de presse, et de réduire les effectifs permanents ainsi que le personnel temporaire recruté pour les sessions de l'Assemblée générale. Le Service de gestion administrative a recommandé que cette procédure soit mise en oeuvre le plus tôt possible. Toutefois, le Secrétaire général n'en a pas tenu compte dans ses demandes de crédits révisées. Le Comité consultatif croit savoir que le Service de l'information désire consulter les principaux utilisateurs de communiqués de presse avant d'appliquer cette proposition; le Comité consultatif espère que ces consultations auront lieu au plus tôt afin que cette proposition, si elle s'avère acceptable, puisse être appliquée dès 1971.

39/ Les propositions concernant l'achat de matériel sont étudiées en détail dans le rapport du Secrétaire général sur l'examen et la réévaluation des politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information (A/C.5/1320 et Corr.1), auquel le Comité consultatif a l'intention de consacrer un rapport distinct.

Article II.- Personnel temporaire pour les réunions

36. La réduction de 150 000 dollars est celle qui a été recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 40/ sur le projet de budget.

Article III.- Autre personnel temporaire

37. Le crédit révisé demandé à l'article III accuse une augmentation de 272 400 dollars par rapport aux prévisions initiales présentées par le Secrétaire général. Cette différence est imputable aux facteurs suivants :

- a) Inscription d'un crédit supplémentaire de 133 800 dollars, recommandé par le Comité consultatif dans son rapport sur les demandes de crédits révisées comme suite aux décisions du Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions;
- b) Inscription d'un crédit supplémentaire de 6 300 dollars au titre des nouveaux projets ajoutés au programme de travail de la CEAE0 et approuvés par le Conseil; ce montant représente une partie du crédit de 97 100 dollars qui a été demandé à ce titre et dont il est question au paragraphe 2 ci-dessus;
- c) Inscription d'un crédit supplémentaire de 125 600 dollars comme suite aux propositions du Service de gestion administrative concernant le Service des conférences et le Service de l'information, soit : 56 000 dollars destinés au recrutement de réviseurs à titre temporaire et 69 600 dollars destinés au recrutement de personnel temporaire pour aider à résorber l'arriéré du travail relatif à l'Annuaire des Nations Unies et à examiner et à cataloguer les films de télévision.
- d) Réduction de 50 000 dollars recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 41/ sur le projet de budget.

Article IV.- Heures supplémentaires et sursalaire de nuit

38. La diminution de 85 000 dollars qui apparaît à cet article représente le montant de la réduction recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 42/ sur le projet de budget.

40/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 8, par. 158.

41/ Ibid., par. 163.

42/ Ibid., par. 164.

Article V.- Besoins provisoires en personnel.

39. La diminution de 1 719 300 dollars par rapport aux prévisions initiales est due aux facteurs suivants :

- a) Retrait de la demande de postes provisoires pour la Commission économique pour l'Afrique et le Service des conférences, à l'issue de l'étude des effectifs de ces deux services (278 600 dollars);
- b) Réduction recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 43/ sur le projet de budget (500 000 dollars);
- c) Autre réduction, proposée par le Secrétaire général comme suite à sa décision de maintenir en 1971 l'effectif total au chiffre approuvé pour 1970 (682 700 dollars);
- d) Relèvement de 5 à 30 p. 100 du taux de l'abattement pour mouvements de personnel (recrutement différé) applicable au coût en 1971 des autres postes provisoires (258 000 dollars);

40. Les crédits révisés demandés à l'article V permettront de financer 51 postes provisoires de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 77 postes provisoires de la catégorie des agents des services généraux.

43/ Ibid., par. 171.

Chapitre 4. Dépenses communes de personnel

41. La réduction globale de 285 000 dollars qui apparaît à ce chapitre découle des ajustements décrits plus haut au titre des articles Ier, III et V du chapitre 3, compte tenu de la réduction de 100 000 dollars recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 44/ sur le projet de budget.

Chapitre 5. Frais de voyage du personnel

42. La diminution qui apparaît à ce chapitre est due aux trois facteurs suivants : réduction de 60 000 dollars recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 45/ sur le projet de budget; inscription d'un crédit supplémentaire de 14 000 dollars recommandée par le Comité consultatif dans son rapport sur les demandes de crédits révisées comme suite aux décisions du Conseil économique et social (A/8008/Add.1); inscription d'un crédit supplémentaire de 9 100 dollars; au titre de nouveaux projets décidés par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et approuvés par le Conseil. L'effet conjugué de ces trois facteurs se traduit par une diminution de 36 900 dollars.

Chapitre 8. Matériel et installations

43. La diminution de 79 000 dollars qui apparaît à ce chapitre s'explique par une réduction de 40 000 dollars, recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 46/ sur le projet de budget, et par une autre réduction de 42 000 dollars proposée par le Secrétaire général comme suite à sa décision de maintenir en 1971 l'effectif approuvé pour 1970; ces réductions sont compensées, pour un montant de 3 000 dollars, par un crédit supplémentaire demandé au titre des nouveaux projets de la CEAE0.

Chapitre 9. Entretien, utilisation et location des locaux

44. L'augmentation de 3 000 dollars qui apparaît à ce chapitre découle de l'inscription au programme de travail de la CEAE0 de l'étude projetée par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (A/C.5/1302, par. 45 et 46).

Chapitre 10. Frais généraux

45. Dans son rapport 47/ sur le projet de budget, le Comité consultatif a recommandé une réduction de 68 000 dollars au chapitre 10. Le Secrétaire général envisage

44/ Ibid., par. 186.

45/ Ibid., par. 196.

46/ Ibid., par. 223.

47/ Ibid., par. 244.

une réduction supplémentaire de 93 100 dollars, à appliquer à l'article III (Fournitures et services d'information), réduction qui s'explique par le fait qu'il a été proposé de créer pour le Service de l'information 11 postes permanents dont le coût serait imputé sur l'article premier du chapitre 3 et qui remplacerait des postes correspondants qui étaient inscrits au chapitre 10 au titre des services contractuels (voir plus haut par. 32).

Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

46. La diminution de 90 000 dollars qui apparaît à ce chapitre par rapport aux prévisions initiales est due aux facteurs suivants :

- a) Réduction recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 48/ sur le projet de budget (75 000 dollars);
- b) Réduction du crédit demandé au titre de l'indemnité de poste payable à Vienne, du fait que le passage dans la classe supérieure prendra effet le 1er juillet 1971 et non le 1er janvier 1971 (86 100 dollars);
- c) Inscription d'un crédit supplémentaire comme suite aux recommandations du Service de gestion administrative (71 000 dollars).

47. Les recommandations du Service de gestion administrative intéressent les articles III (Traitements et salaires), IV (Dépenses communes de personnel) et XI (Organisation et gestion administrative du siège).

48. Le nombre total de postes inscrits au budget ordinaire au titre de l'ONUDI pour 1970, y compris 48 postes provisoires, était de 732, dont 301 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur, 345 postes d'agent des services généraux et 86 postes de travailleur manuel. Conformément aux recommandations du Service de gestion administrative, le Secrétaire général propose de maintenir au même chiffre global l'effectif pour 1971 tout en augmentant la proportion des postes d'administrateur; la nouvelle répartition des postes est la suivante : 312 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur (soit 11 postes de plus), 344 postes d'agent des services généraux (soit 1 poste de moins) et 76 postes de travailleur manuel (soit 10 postes de moins). L'article III fait apparaître une diminution de 9 postes qui est entièrement compensée par la création de postes nouveaux prévue à l'article XI. Le tableau ci-après permet de comparer les chiffres relatifs aux postes prévus pour 1971 et les chiffres correspondants de 1970 :

48/ Ibid., par. 334.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Catégories et classes

I								II	III		
<u>Administrateurs et fonctionnaires</u>								<u>Agents des</u>			
<u>de rang supérieur</u>								<u>services</u>	<u>Travailleurs</u>	<u>Total</u>	
<u>SGA</u>	<u>D-2</u>	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2/1</u>	<u>Total</u>	<u>généraux</u>	<u>manuels</u>	<u>général</u>	
							<u>I</u>				
<hr/>											
1970 effectif approuvé <u>a/</u>	1	6	16	55	92	90	41	301	345	86	732
1971 effectif prévu	1	6	20	55	93	95	42	312	344	76	732

a/ Y compris les postes provisoires.

49. En plus des 27 postes provisoires d'administrateur approuvés pour 1970 qui seraient transformés en postes permanents, le Secrétaire général propose de créer cinq nouveaux postes d'administrateur à la Division des politiques et de la programmation industrielles, pour faire face à l'augmentation du volume de travail de l'ONUDI dans ce domaine, trois nouveaux postes d'administrateur à la Division de la technologie industrielle, pour une raison analogue, deux nouveaux postes d'administrateur à la Division de la coopération technique, pour renforcer les effectifs des sections régionales, et deux nouveaux postes d'administrateur au Service de l'organisation et de la gestion administrative du siège, à savoir un poste d'ingénieur du génie civil et un poste d'ingénieur en mécanique, pour assurer l'organisation du nouveau siège de l'ONUDI. En revanche, il est proposé de supprimer un poste d'administrateur à la Division de l'administration du Service des conférences et des services généraux. La répartition des postes d'agent des services généraux entre les différentes divisions de l'ONUDI a été considérablement modifiée. Il est proposé de reclasser neuf postes d'administrateur à la classe supérieure et de transformer six postes de travailleur manuel en postes d'agent des services généraux. Les propositions du Secrétaire général relatives aux effectifs tiennent pleinement compte des recommandations du Service de gestion administrative.

50. Le Comité consultatif a appris que les recommandations du Service de gestion administrative concernant les effectifs étaient fondées sur l'espoir que le recrutement s'améliorerait et que tous les postes supplémentaires proposés seraient pourvus en 1971. On comptait 11 postes d'administrateur vacants au 30 septembre 1970.

51. Selon les renseignements fournis au Comité, le Service de gestion administrative a estimé qu'après une première période de croissance rapide l'ONUDI avait maintenant besoin de mettre au point des méthodes plus efficaces, de faire le bilan des résultats obtenus et de définir son orientation future. Le Service de gestion administrative a signalé l'existence de problèmes de coordination entre l'ONUDI et un certain nombre d'institutions spécialisées et de commissions économiques régionales; il a jugé, par contre, que les relations de l'ONUDI avec le Siège de l'ONU étaient généralement bonnes. Dans son étude sur la structure organisationnelle de l'ONUDI, le Service de gestion administrative a noté de nouveau une tendance à la fragmentation; il a recommandé des modifications touchant principalement le Cabinet du Directeur exécutif et la Division de la coopération technique. Le Comité consultatif a appris que le Directeur exécutif était d'avis d'ajourner l'application de ces recommandations jusqu'à la réunion de la Conférence spéciale de l'ONUDI prévue pour 1971.

52. Le Service de gestion administrative a également recommandé une amélioration des systèmes de planification et de contrôle de l'ONUDI, un programme de perfectionnement du personnel (orientation, possibilités de carrière, rotation du personnel, formation) et un certain nombre d'autres innovations en matière de gestion, y compris un contrôle plus strict des voyages du personnel. Il a noté qu'à l'ONUDI la proportion des postes d'agent des services généraux par rapport aux postes d'administrateur était relativement élevée, et il a estimé que l'application de ses recommandations et d'autres améliorations apportées par l'ONUDI devaient permettre de ne pas augmenter le nombre de postes d'agent des services généraux au-delà du nombre proposé pour 1971, même si le nombre de postes d'administrateur augmentait quelque peu au cours des années à venir.

Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

53. La réduction de 28 300 dollars proposée par le Secrétaire général à ce chapitre représente les traitements et les dépenses communes de personnel concernant quatre postes d'agent des services généraux ajoutés au tableau d'effectifs dans le projet de budget initial; ces postes sont maintenant supprimés, conformément à la décision du Secrétaire général de maintenir en 1971 l'effectif approuvé pour 1970.

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

54. La réduction de 470 000 dollars proposée pour cette catégorie de recettes tient compte de la réduction de 331 300 dollars recommandée par le Comité consultatif dans son rapport 49/ sur le projet de budget, et de la réduction supplémentaire de 138 700 dollars résultant de la révision du tableau d'effectifs proposée par le Secrétaire général aux chapitres 3 et 18 des dépenses.

Chapitre 4 des recettes.- Activités productrices de recettes

55. Dans son rapport 50/ sur le projet de budget, le Comité consultatif a recommandé une augmentation de 75 000 dollars des recettes prévues à ce chapitre. Le Secrétaire général propose maintenant une augmentation supplémentaire de 167 700 dollars imputable aux modifications suivantes du tableau d'effectifs recommandées par le Service de gestion administrative :

- a) Transfert de huit postes du Groupe des renseignements du Service des visites au tableau d'effectifs permanents du Service de l'information dont le coût est imputé sur le chapitre 3 des dépenses (104 700 dollars);
- b) Suppression de trois autres postes au Service des visites (45 000 dollars);
- c) Suppression de deux postes d'agent des services généraux à la Section des ventes du Service des publications relevant du Service des conférences (18 000 dollars).

CONCLUSIONS DU COMITE CONSULTATIF

56. Parmi les sept facteurs indiqués plus haut au paragraphe 2, dont il a été tenu compte dans les demandes de crédits révisées présentées maintenant par le Secrétaire général, les principaux éléments nouveaux sont les propositions visant à modifier le tableau d'effectifs compte tenu des études sur l'utilisation des effectifs de la Commission économique pour l'Afrique, du Service des conférences, du Service de l'information et de l'ONUDI, ainsi que les incidences de la proposition du Secrétaire général de maintenir, en 1971, l'effectif total de tous les départements et services au niveau approuvé pour 1970. Le Comité consultatif note que les études effectuées jusqu'ici par le Service de gestion administrative ont montré qu'il est possible, dans certains secteurs, de réduire les effectifs en deçà du chiffre approuvé pour 1970. En revanche, les recommandations fondées sur l'étude des effectifs de la Commission économique pour l'Afrique indiquent la nécessité d'une augmentation globale de 16 postes par rapport à 1970, dont le Secrétaire général n'a pas tenu compte dans ses demandes de crédits révisées, sous réserve de

49/ Ibid., par. 374.

50/ Ibid., par. 403.

l'éventualité envisagée au paragraphe 3.4 de son rapport (A/C.5/1322 et Corr.1) auquel le Comité consultatif s'est référé au paragraphe 13 ci-dessus.

57. Le tableau global des effectifs permanents financés à l'aide du budget ordinaire, tel qu'il est proposé dans les demandes de crédits révisées pour la Commission économique pour l'Afrique, le Service des conférences, le Service de l'information et l'ONUDI, fait apparaître une réduction de 11 postes : pour huit nouveaux postes d'administrateur proposés, 19 postes d'agent des services généraux et de travailleur manuel seraient supprimés. Bien que la différence soit minime sur un total de 2 800 postes, le Comité consultatif note que, lorsque les recommandations du Service de gestion administrative sont considérées au niveau des divisions, et plus particulièrement au niveau des services à l'intérieur des divisions, leurs incidences sont plus importantes car elles entraînent un certain nombre de modifications dans la répartition des effectifs.

58. D'une manière générale, le Comité consultatif approuve les recommandations du Service de gestion administrative, telles qu'elles se traduisent dans les demandes de crédits révisées, et accepte les chiffres proposés par le Secrétaire général. Le Comité approuve également les autres recommandations du Service de gestion administrative, notamment dans le domaine de la gestion, de la structure organisationnelle, des méthodes de travail, etc. Il note que, si certaines de ces recommandations sont reflétées dans les demandes de crédits révisées, d'autres n'ont pas d'incidences financières ou sont encore examinées par le Secrétaire général. Le Comité a eu l'impression que les recommandations du Service de gestion administrative ont été acceptées plus facilement dans certains domaines que dans d'autres; il demande instamment que toutes les recommandations fassent l'objet d'un examen extrêmement attentif. En outre, le Comité espère que, lorsque l'étude en cours sur l'utilisation des effectifs du Secrétariat sera terminée, le Service de gestion administrative aura la possibilité de savoir quelle suite a été donnée à ses recommandations, lesquelles ont été mises en oeuvre, dans quelle mesure elles se sont révélées utiles et, le cas échéant, pour quelles raisons les autres n'ont pas été appliquées.

59. En analysant les recommandations du Service de gestion administrative concernant la répartition des postes, le Comité consultatif a noté une tendance à accroître la proportion des postes supérieurs (P-5 et au-dessus). Ainsi, alors que dans les demandes de crédits révisées pour la Commission économique pour l'Afrique, le Service des conférences, le Service de l'information et l'ONUDI on constate une augmentation nette de huit postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, on constate une augmentation de 12 postes en ce qui concerne les postes de la classe P-5 et au-dessus. Le Comité consultatif s'inquiète de la tendance à l'augmentation disproportionnée du nombre des postes supérieurs au Secrétariat et demande instamment que toutes les propositions de reclassement de poste fassent l'objet d'un examen particulièrement minutieux.

60. Le Comité a l'intention de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, un rapport distinct sur des questions plus générales concernant les travaux du Service de gestion administrative, sur la base d'un nouveau rapport que doit présenter le Secrétaire général.

61. Bien que le Comité consultatif ne recommande pas une réduction du crédit de 97 100 dollars demandé aux chapitres 3, 4, 5, 8 et 9 pour couvrir le coût des projets que doit entreprendre la CEALCO (voir plus haut, par. 2), il estime qu'il devrait être possible de réaliser certaines économies sur la base de la présentation détaillée de ces demandes de crédits (A/C.5/1302, par. 45 et 46).

62. Compte tenu des observations ci-dessus, le Comité consultatif approuve les demandes de crédits révisées présentées par le Secrétaire général pour les chapitres 3, 4, 5, 8, 9, 10, 16 et 18 des dépenses et pour les chapitres premier et 4 des recettes, telles qu'elles sont indiquées dans la troisième colonne du tableau figurant au paragraphe 5 du présent rapport.

Sixième rapport

Examen et réévaluation des politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies
dans le domaine de l'information

[Original : anglais]

25 novembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a étudié un document concernant un examen et une réévaluation des politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information et revêtant la forme d'un rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/C.5/1320 et Corr.1).

2. Ce rapport tire son origine d'une suggestion faite par le Comité consultatif en 1963. Le Comité avait pensé que le Secrétaire général pourrait envisager de prendre des dispositions pour que "le programme d'action dans le domaine de l'information fasse, de façon continue ou à intervalles réguliers, l'objet d'un examen approfondi", afin d'étudier la place faite aux divers moyens d'information dans le programme de l'ONU de façon à répondre le plus rapidement possible à l'évolution des pays en voie de développement 51/. En juin 1965, le Comité a été informé qu'il était dans les intentions du Secrétaire général de revoir la politique et les programmes existants dans le domaine de l'information 52/.

51/ Ibid., dix-huitième session, Supplément No 7, par. 86.

52/ Ibid., vingtième session, Supplément No 7, par. 113.

3. L'étude, d'ordre interne, établie par les soins du Service de l'information et dont le Comité consultatif devait être saisi en 1968, ne lui a été soumise qu'en 1969 pour permettre au Sous-Secrétaire général, qui venait d'être désigné, de procéder personnellement à l'examen et à l'évaluation des activités du Service. Lorsqu'il a examiné cette étude au cours de l'été 1969, le Comité consultatif a suggéré qu'avant de la soumettre à l'Assemblée générale pour qu'elle y donne suite le Secrétaire général fasse faire, par des personnes ne dépendant pas du Secrétariat, une évaluation des programmes d'information passés et présents et que, pour évaluer l'étude plus à fond, il tienne compte de l'étude relative au Service de l'information entreprise par le Service de gestion administrative 53/. Le Comité a été informé ultérieurement par le Secrétaire général que l'étude établie par le Service de l'information, complétée par celle du Service de gestion administrative et par d'autres études telles que celle du Comité chargé d'étudier la réorganisation du Secrétariat, lui permettrait, à son avis, de disposer de renseignements suffisants pour présenter ses propres recommandations au Comité consultatif et à l'Assemblée générale en 1970. Ces recommandations sont contenues dans le rapport dont est actuellement saisie l'Assemblée (A/C.5/1320 et Corr.1).

4. La première partie du rapport est principalement consacrée à un examen des directives d'ordre constitutionnel qui régissent les activités du Service de l'information, ainsi qu'à un examen de la nature des activités d'information dans le contexte des objectifs des Nations Unies. La deuxième partie du rapport contient des recommandations intéressant chacune des divisions du Service. Une récapitulation des principales conclusions et recommandations figure au paragraphe 262.

5. Le Comité consultatif note que, à l'exception de deux recommandations pour lesquelles des crédits ont déjà été demandés dans les demandes de crédits révisées pour 1971 présentées par le Secrétaire général 54/, les conclusions et recommandations de l'examen et de la réévaluation n'ont pas d'incidences financières sur le budget de 1971. Certaines d'entre elles, toutefois, auraient des incidences financières considérables sur le budget des années ultérieures, si l'Assemblée décidait de les approuver. Pour plus de commodité, les conclusions et recommandations du Secrétaire général peuvent se répartir en trois grandes catégories :

A. Conclusions et recommandations du Secrétaire général relatives à la politique générale en matière d'information

- i) Le mandat étendu assigné au Service de l'information en vertu de la résolution 13 (I) de l'Assemblée générale demeure un cadre valable et pratique mais, dans ce cadre, certains éléments constitutifs de la structure et du fonctionnement du Service de l'information devraient être renforcés (A/C.5/1320 et Corr.1, par. 262, point 1).

53/ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 8 (et rectificatif), par. 89.

54/ Points 10 et 13 du paragraphe 262 du rapport (A/C.5/1320 et Corr.1). Ces questions ont été traitées par le Service de gestion administrative dans son étude concernant le Service de l'information. Voir le rapport relatif aux demandes de crédits révisées (A/C.5/1322 et Corr.1, par. 3.57 à 3.64) et le rapport y relatif du Comité consultatif (A/8008/Add.4, par. 30 à 33).

- ii) Le Service de l'information doit continuer à avoir pour premier rôle celui de fournir des services et un appui de base aux réseaux nationaux, mais il lui faut intensifier sa propre production d'éléments d'information, et ceci pour tous les organes d'information; les réseaux nationaux attendent de lui non seulement des services de base, mais aussi un encouragement continu (ibid., point 2).

B. Conclusions et recommandations ayant des incidences financières
pour les exercices postérieurs à l'exercice 1971

- i) Recommandation tendant à poursuivre l'impression de l'édition française de la publication intitulée Objectif : Justice (24 000 dollars par an) (ibid., point 4).
- ii) Programme de modernisation de trois ans concernant le matériel de télévision, de cinéma et de radio au Siège, à Genève et dans certains autres bureaux, et programme ordinaire de remplacement du matériel existant de télévision, de cinéma et de radio au Siège (ibid., points 8 et 9). Le coût estimatif des programmes ainsi recommandés est indiqué à l'annexe II du rapport du Secrétaire général; on estime que le programme de modernisation coûterait 870 800 dollars, répartis sur trois ans, et le programme de remplacement 275 000 dollars par an.
- iii) Amélioration des possibilités de production à l'ONU de photographies en couleur utilisées pour des expositions ou des illustrations (ibid., point 11). Le Comité consultatif a été informé que l'application de cette proposition coûterait environ 11 000 dollars par an.
- iv) Ouverture de crédits supplémentaires au titre des frais de voyage pour permettre au personnel de la Section de la liaison en matière d'éducation et de la Section des organisations non gouvernementales d'organiser des séminaires et des conférences, et expansion des programmes de bourses de perfectionnement et de séminaires (ibid., point 14). Le Comité consultatif a été informé que le crédit à ouvrir à cet effet serait de l'ordre de 14 500 dollars par an.
- v) Création, à titre expérimental, d'un **bureau de production régional pour l'Afrique** à Addis-Abéba (ibid., point 15). Les incidences financières de ce projet, estimées à 164 100 dollars pour un an, sont exposées en détail à l'annexe I du rapport du Secrétaire général.
- vi) Organisation de réunions des directeurs de centre d'information tous les cinq ans, au Siège, et organisation, dans l'intervalle, de réunions régionales des directeurs de centre par rotation en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine (ibid., point 16). On estime le coût de la première proposition à 64 000 dollars tous les cinq ans, à partir de 1972, et celui des réunions régionales à 12 000 dollars par an.

- vii) Le Secrétaire général ajoute que, sur la base d'une évaluation du Centre de l'information économique et sociale qui sera faite en 1971 55/, une recommandation sera peut-être faite à l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, tendant à ce que le coût de certains postes financés à l'aide de fonds extra-budgétaires soit imputé sur le budget ordinaire (ibid., point 18).

C. Conclusions et recommandations n'ayant pas d'incidences financières

- i) Utilisation accrue du Fonds de roulement pour financer, sur une base remboursable, les publications ayant un potentiel commercial élevé mais dont l'établissement est trop coûteux pour être couvert dans les limites des crédits budgétaires dont dispose le Service de l'information au titre des dépliants, opuscules et brochures (ibid., point 5).
- ii) Accroissement des efforts visant à encourager les éditeurs privés à produire de la documentation sur des sujets relevant des domaines d'intérêt et d'activité des Nations Unies (ibid., point 6).
- iii) Maintien de la production de publications et des services de radio à leur volume actuel (ibid., points 3 et 12). Le Secrétaire général indique qu'il sera peut-être nécessaire de prévoir des crédits supplémentaires au titre des publications pour faire face à l'accroissement des frais et pour permettre d'augmenter la production pendant la Décennie du désarmement et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.
- iv) Maintien du Service des communiqués de presse; des économies pourraient être réalisées dans ce domaine si les utilisateurs acceptaient une procédure consistant à appliquer un traitement sélectif aux réunions de l'ONU, pour l'établissement des communiqués de presse, en fonction de l'intérêt qu'elles sembleraient pouvoir susciter sur le plan de l'actualité (ibid., point 7).

OBSERVATIONS DU COMITE CONSULTATIF

6. Le Comité consultatif estime que les questions touchant la politique dans le domaine de l'information soulevées dans le rapport ne sont pas de sa compétence et doivent être examinées par l'Assemblée générale. Cela s'applique non seulement aux deux conclusions résumées plus haut au paragraphe 5 A, mais aussi, dans une certaine mesure, à certaines des autres principales conclusions et recommandations. Par exemple, la recommandation touchant la modernisation et le remplacement du matériel de télévision, de radio et de cinéma, vu les incidences financières importantes qu'elle **aurait, soulève la question générale de**

55/ Créé en 1968 dans le cadre du Service de l'information, le Centre relève actuellement du Département des affaires économiques et sociales. Le Secrétaire général propose que le Centre fonctionne à partir du 1er janvier 1971 en tant que **division** du Service de l'information, mais sous la direction d'un **comité** interdépartemental (voir A/C.5/1320 et Corr.1, par. 243 à 245).

l'importance que le Service de l'information doit accorder à ces trois moyens d'information, et en particulier à la télévision en couleur. La création d'un bureau de **production régional** pour l'Afrique impliquerait que l'on mette davantage l'accent sur une approche régionale dans le domaine des activités d'information, question qui devrait être examinée et tranchée par les Etats Membres.

7. Le Comité consultatif reconnaît que d'autres conclusions et recommandations qui figurent dans le rapport du Secrétaire général ne soulèvent pas directement des questions de politique dans le domaine de l'information, mais il estime que toutes les questions soulevées dans le rapport sont dans une certaine mesure liées et devraient donc être examinées ensemble, plutôt que séparément, d'autant plus que le Secrétaire général n'a pas indiqué le degré de priorité qu'il attache à ces recommandations 56/. En conséquence, le Comité n'a pas l'intention de formuler des recommandations sur la valeur de ces propositions, sauf dans la mesure où il a déjà tenu compte de certaines d'entre elles dans son rapport sur les demandes de crédits révisées présentées par le Secrétaire général 57/.

8. Le Comité consultatif considère néanmoins que le rapport représente une tentative constructive de la part du Secrétaire général pour placer le rôle que joue l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information dans une perspective qui tient compte des activités croissantes de l'Organisation et de l'évolution des conditions techniques et autres dans lesquelles elle fonctionne. Il accorde aussi une certaine place à l'évaluation des répercussions des activités d'information exercées par les différents moyens d'information, domaine dans lequel il n'est certainement pas facile de parvenir à des conclusions sûres.

9. Malgré les observations qu'il a formulées plus haut aux paragraphes 6 et 7, le Comité consultatif croit pouvoir faire quelques remarques touchant certaines des conclusions et recommandations du Secrétaire général qui, si elles sont approuvées, auront des incidences financières après 1971.

10. Comme il a été indiqué plus haut au paragraphe 5.B, i), le Secrétaire général estime à 24 000 dollars par an le crédit nécessaire pour poursuivre la publication de l'édition française du périodique intitulé Objectif : Justice. Le Comité consultatif a été informé que l'impression des numéros de ce périodique qui ont été publiés jusqu'ici a été financée à l'aide de crédits ouverts pour les activités dans le domaine de la décolonisation et dans des domaines connexes, et qu'en 1971 le Secrétaire général propose de financer la publication de ce périodique à l'aide des crédits déjà demandés. Le Comité consultatif est d'avis que, si l'on décide de publier régulièrement Objectif : Justice, les dépenses correspondantes devraient être inscrites au programme des publications du Service de l'information au lieu d'être financées à l'aide de crédits spéciaux.

56/ Pour les observations formulées par le Comité consultatif sur ce point en 1969, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 8 (et rectificatif), par. 89.

57/ Voir note 54.

11. Le Comité consultatif croit savoir que l'un des objectifs du programme de modernisation et de remplacement du matériel envisagé (voir par. 5 B, ii), ci-dessus) est de maintenir et, si possible, d'augmenter les recettes de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'utilisation de ses services et de ses installations de télévision, de radio et de cinéma. Comme le Comité l'a indiqué dans son rapport (A/8008/Add.4, par. 34) sur les demandes de crédits révisées concernant certains chapitres du budget pour l'exercice 1971, le Service de gestion administrative a examiné les propositions du Service de l'information concernant le matériel et a recommandé que ces propositions soient réexaminées compte tenu de l'inventaire du matériel qui doit être effectué par le Bureau des services généraux. Bien que le Comité ait été informé qu'une grande partie du matériel utilisé à l'heure actuelle est ancien et sujet à des pannes fréquentes, il estime que la recommandation du Service de gestion administrative mérite d'être prise en considération, en particulier du fait que le Secrétaire général n'envisage pas d'entreprendre le programme de rééquipement avant 1972.

12. Le Comité note que le but du bureau de production régional que l'on envisage de créer à Addis-Abéba (voir par. 5 B, v), ci-dessus) serait de développer les services extérieurs d'information des Nations Unies là où ils existent, et d'en créer dans les régions où il n'en existe pas encore. Le personnel du bureau comprendrait quatre administrateurs, qui se rendraient régulièrement dans des pays du continent, prépareraient et distribueraient des informations sur l'Organisation des Nations Unies et encourageraient la diffusion de ces informations. Comme le Comité l'a déclaré plus haut au paragraphe 6, il pense que cette question devrait être examinée et tranchée par les Etats Membres. Le Secrétaire général estime les incidences financières de cette proposition à 164 100 dollars par an; le Comité n'est pas certain que ce montant serait suffisant pour permettre au bureau d'exécuter les tâches que l'on envisage de lui confier. Il pense qu'avant qu'une décision soit prise en ce qui concerne cette proposition le Secrétaire général devrait soumettre un état plus détaillé des incidences administratives et financières qu'elle aurait, indiquant le nombre de voyages dans les différents pays envisagés chaque année, la durée moyenne de ces voyages et les résultats escomptés. Le Comité consultatif craint que, en l'absence d'un programme de travail plus précis, la proposition n'aboutisse qu'à des déplacements peu fructueux.

13. Pour ce qui est de la suggestion selon laquelle il conviendrait de faire davantage appel au Fonds de roulement pour financer, sur une base remboursable, des publications ayant un potentiel commercial élevé (voir par. 5 C, i), ci-dessus), le Comité consultatif est d'avis de l'examiner avec beaucoup de prudence. Compte tenu des difficultés financières de l'Organisation, il serait imprudent d'immobiliser une partie quelconque des ressources du Fonds pour des publications dont l'écoulement peut être plus lent qu'on ne le prévoit. Dans ces circonstances, on pourrait étudier d'autres méthodes de financement, par exemple au moyen d'un fonds spécial de roulement pour les publications.

14. Quant à la suggestion selon laquelle des économies pourraient être réalisées si l'on adoptait une procédure permettant de rendre compte des réunions de l'ONU d'une manière plus sélective par les communiqués de presse (voir par. 5 C, iv), ci-dessus), le Comité consultatif en a déjà parlé dans son rapport (A/8008/Add.4, par. 35).

sur les demandes de crédits révisées, dans lequel il a exprimé l'espoir que des consultations auraient lieu aussitôt que possible afin que, si la chose paraît faisable, cette procédure puisse être appliquée en 1971.

15. Compte tenu des observations qu'il a formulées aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus, le Comité consultatif suggère que l'Assemblée générale prenne une décision de principe sur les questions soulevées dans le rapport du Secrétaire général. Si cette décision est prise à la présente session, le Secrétaire général pourra en tenir compte, le cas échéant, dans ses prévisions initiales pour 1972. Si, en revanche, la Cinquième Commission se trouve dans l'obligation, en raison de ses autres tâches, de remettre la décision à ce sujet à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale, les incidences financières pertinentes pourront être examinées dans le cadre des demandes de crédits révisées pour 1972 ou des prévisions initiales pour 1973.

Septième rapport

Question de Namibie

Incidences administratives et financières des projets de résolution I et II
présentés par la Quatrième Commission dans le document A/8186

[Original : anglais]

27 novembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les notes du Secrétaire général (A/C.5/1334 et A/C.5/1338) sur les incidences administratives et financières des recommandations formulées dans des projets de résolutions adoptés par la Quatrième Commission (A/8186, par. 33, projets de résolution I et II).

a) Projet de résolution I

2. Aux termes du paragraphe 14 du dispositif du projet de résolution I, le Secrétaire général serait prié de continuer à fournir au Conseil des Nations Unies pour la Namibie l'assistance et les facilités nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses tâches et de ses fonctions. Le Comité consultatif croit savoir que les dispositions de ce paragraphe ne nécessiteraient pas l'ouverture de crédits supplémentaires, étant donné que le Secrétaire général a déjà demandé, à l'article V du chapitre 17 de son projet de budget pour l'exercice 1971 58/, un crédit de 252 300 dollars pour le cabinet du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, et un crédit de 45 400 dollars pour le bureau chargé de délivrer des documents de voyage en Afrique de l'Est.

3. Aux termes du paragraphe 13 du dispositif du même projet de résolution, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie serait prié de continuer à exercer les fonctions qui lui ont été confiées par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et notamment de procéder à des consultations en Afrique ou au Siège de l'Organisation des Nations Unies, avec les représentants du peuple namibien et de l'Organisation de l'unité africaine. Le Secrétaire général a estimé que, au cas où le Conseil se rendrait en Afrique, le coût de ce voyage s'élèverait au total à 41 200 dollars, à savoir 35 200 dollars au titre des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance de 11 membres du Conseil et de 8 membres du personnel, pour un itinéraire New York - Lusaka - Dar es-Salam - Kampala - Nairobi - Addis-Abéba - New York, et 6 000 dollars de frais généraux.

58/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session,
Supplément No 6 et rectificatifs.

4. Avant que la Quatrième Commission n'adopte le projet de résolution, le Secrétaire général l'avait informée que, au cas où le Conseil déciderait de procéder à des consultations à New York plutôt qu'en Afrique, le projet de résolution ne contenait aucune disposition pouvant servir de base à la préparation d'un état des incidences financières. Les auteurs du projet de résolution ont déclaré par la suite que, au cas où les consultations se tiendraient à New York, leur intention était que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des représentants du peuple namibien. Le Secrétaire général estime que les frais de voyage aller et retour par avion en classe économie et l'indemnité de subsistance calculée d'après le barème du Secrétariat pour 6 représentants du peuple namibien s'élèveraient à 11 000 dollars.

5. Le Comité consultatif est d'avis qu'il est peu probable, compte tenu de l'expérience passée, que les 11 membres du Conseil soient à même de se rendre en Afrique, si le Conseil décide que c'est en Afrique que les consultations doivent avoir lieu. En outre, le nombre des membres du personnel devant accompagner les membres du Conseil pourrait être réduit sans nuire aux travaux du Conseil. Compte tenu de ces considérations, le Comité consultatif pense que le coût estimatif du voyage pourrait être réduit de 7 200 dollars et être ramené à 34 000 dollars.

6. Compte tenu de ce qui précède, la Cinquième Commission voudra peut-être informer l'Assemblée générale que, au cas où elle adopterait le projet de résolution de la Quatrième Commission, il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 34 000 dollars à l'article V du chapitre 17 du budget pour 1971.

7. Si le Conseil décidait de ne pas se rendre en Afrique, les dépenses supplémentaires se limiteraient à 11 000 dollars comme il a été indiqué au paragraphe 4 ci-dessus. A ce propos, la Cinquième Commission voudra peut-être signaler dans son rapport que ce projet de résolution, s'il était adopté, autoriserait le Secrétaire général à engager, sur le montant révisé des crédits ouverts à l'article V du chapitre 17 - 331 700 dollars - des dépenses ne dépassant pas 11 000 dollars en vue de couvrir les frais du voyage à New York et l'indemnité de subsistance de 6 représentants du peuple namibien.

b) Projet de résolution II

8. Aux termes du projet de résolution II, l'Assemblée générale est invitée à créer un Fonds des Nations Unies pour la Namibie, de caractère général, et à demander au Secrétaire général de procéder à une étude détaillée et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-sixième session, sur l'élaboration la planification, l'exécution et l'administration d'un programme général d'assistance aux Namibiens dans divers domaines. En outre, le Secrétaire général serait autorisé, agissant en consultation avec le Président du Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, le Président du Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, à accorder, par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1971, des subventions provisoires d'un montant

total ne dépassant pas 50 000 dollars, en sus de l'assistance qui est fournie actuellement, afin de permettre aux programmes existants des Nations Unies de fournir, suivant les besoins, une assistance accrue aux Namibiens.

9. Le Secrétaire général a déclaré que les dépenses qu'entraînerait l'établissement de l'étude détaillée et du rapport pourraient être couvertes dans les limites des ressources dont il disposera en 1971, mais qu'un crédit supplémentaire de 50 000 dollars serait nécessaire à un nouvel article du chapitre 12 du budget pour 1971 pour permettre d'accorder les subventions provisoires.

10. Le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution de la Quatrième Commission exigerait l'ouverture, au chapitre 12 du budget pour l'exercice 1971, d'un crédit de 50 000 dollars. La Cinquième Commission voudra peut-être aussi signaler dans son rapport que l'ouverture de ce crédit ne devra pas être considérée comme préjugéant de quelque façon que ce soit la décision que l'Assemblée générale doit prendre quant à la façon dont devra être financé le Fonds des Nations Unies pour la Namibie.

Huitième rapport

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain

Incidences administratives et financières des projets de résolution C et D
présentés par la Commission politique spéciale dans le document A/8106/Add.1

[Original : anglais]

27 novembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les notes du Secrétaire général (A/C.5/1340 et A/C.5/1337) sur les incidences administratives et financières de deux projets de résolution présentés par la Commission politique spéciale (A/8106/Add.1, par. 30, projets de résolution C et D).

a) Projet de résolution D

2. Aux termes du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution D, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de prendre des mesures appropriées, en consultation avec le Comité spécial de l'apartheid, en vue de promouvoir la campagne la plus vaste possible contre l'apartheid en 1971, Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Aux termes du paragraphe 2 du dispositif, l'Assemblée inviterait et autoriserait le Comité spécial, dans les limites des crédits budgétaires qui seront ouverts à cette fin lors de la présente session, à : a) tenir des consultations avec des experts et des représentants de la population opprimée de l'Afrique du Sud ainsi qu'avec les mouvements anti-apartheid; b) envoyer une mission aux fins de tenir des consultations avec les institutions spécialisées, les organisations régionales et les organisations non gouvernementales sur les moyens propres à promouvoir une action internationale concertée accrue contre l'apartheid; c) envoyer des représentants au séminaire des Nations Unies organisé à Yaoundé, ainsi qu'aux conférences internationales consacrées à l'apartheid pendant l'année 1971.

3. Dans sa note (A/C.5/1337) sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution, le Secrétaire général indique qu'il s'efforcera de se conformer à la demande formulée au paragraphe 1 du dispositif sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir des crédits supplémentaires. En ce qui concerne la mission du Comité spécial et l'envoi par ce comité de représentants au séminaire des Nations Unies organisé à Yaoundé, visés aux alinéas b) et c) du paragraphe 2 du dispositif, le Secrétaire général estime qu'un crédit de 8 650 dollars serait nécessaire pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance, à condition que les deux choses puissent être combinées, que trois membres du Comité spécial et un fonctionnaire du Secrétariat y participent et que la durée du voyage soit de trois semaines environ. Le Comité consultatif est d'accord sur cette estimation.

4. En ce qui concerne les consultations envisagées à l'alinéa a) du paragraphe 2 du dispositif, le Secrétaire général appelle l'attention sur le paragraphe 140 du rapport du Comité spécial 59/ dans lequel le Comité recommande que des crédits soient ouverts au budget pour que "deux membres au maximum du mouvement de libération et des organisations anti-apartheid puissent se rendre en 1971 au Siège de l'Organisation des Nations Unies aux fins de consultations". Sur ces bases, les dépenses sont estimées à 2 750 dollars, correspondant aux frais de voyage aller et retour par avion en classe économie ainsi qu'à l'indemnité de subsistance pendant une semaine. Le Comité consultatif est d'accord sur le chiffre auquel a abouti le Secrétaire général.

5. En même temps, le Secrétaire général considère qu'"une autorisation expresse de l'Assemblée générale" serait nécessaire pour lui permettre de prendre des engagements de cette nature. Le Comité consultatif rappelle qu'une situation analogue s'était présentée, lors de la vingt-quatrième session de l'Assemblée, à propos d'un projet de résolution qui envisageait le voyage à New York, à des fins de consultations, de représentants du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud 60/. A l'époque, le Comité consultatif avait convenu avec le Secrétaire général que celui-ci ne saurait prendre des engagements de cette nature sans l'autorisation expresse de l'Assemblée générale. De plus, le Comité consultatif avait recommandé que toute invitation future du même genre soit soigneusement examinée quant à son bien-fondé par l'organe compétent, et que le cas qui était alors à l'examen ne soit pas interprété comme établissant un précédent 61/. De l'avis du Comité consultatif, ces observations sont pleinement applicables au cas présent.

6. Les incidences financières totales du projet de résolution D se chiffreraient donc à 11 400 dollars. Toutefois, comme un crédit de 5 000 dollars a été demandé pour le Comité spécial, à titre provisoire, dans le projet de budget du Secrétaire général pour 1971 (A/8006 et Corr.1 à 3), l'adoption du projet de résolution rendrait nécessaire l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 6 400 dollars à l'article VII du chapitre 17 du budget pour cet exercice.

b) Projet de résolution C

7. Aux termes du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution C, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de faire le nécessaire pour assurer la plus large diffusion aux renseignements concernant les méfaits et les dangers de l'apartheid; aux termes du paragraphe 4 du dispositif, elle le prierait de prendre toutes dispositions utiles pour faire établir des études spéciales et des mémoires sur les méfaits de l'apartheid et, par l'intermédiaire du Service de l'information et du Groupe de l'apartheid du Secrétariat, de diffuser plus largement ces renseignements dans diverses langues.

8. Dans son état des incidences administratives et financières (A/C.5/1340), le Secrétaire général indique que certaines activités qu'il envisagerait en 1971 pour répondre à ces demandes ne nécessiteraient pas de crédits supplémentaires. Toutefois, un montant supplémentaire de 5 000 dollars serait nécessaire pour

59/ Ibid., Supplément No 22.

60/ Ibid., vingt-quatrième session, Annexes, point 34 de l'ordre du jour, documents A/7773, par. 18, et A/C.5/1262.

61/ Ibid., document A/7775, par. 6.

augmenter de 5 000 exemplaires le tirage et la diffusion de trois numéros de l'édition anglaise du périodique Objectif : Justice en 1971. De plus, le Secrétaire général estime que 4 500 dollars seraient nécessaires pour faire traduire en français 300 pages de publications établies par le Groupe de l'apartheid, et 6 300 dollars pour publier des traductions en d'autres langues par l'intermédiaire des centres d'information.

9. Le Secrétaire général indique qu'il pourrait se conformer aux dispositions d'autres paragraphes du dispositif du projet de résolution à l'aide des ressources existantes. Les crédits supplémentaires nécessaires pour l'application du projet de résolution correspondraient donc à la somme de trois montants mentionnés au paragraphe 8 ci-dessus, à savoir 15 800 dollars se décomposant comme suit : 10 800 dollars au chapitre 3 pour les travaux de traduction et 5 000 dollars au chapitre 10 au titre des fournitures et services d'information.

10. Le Comité consultatif est d'accord sur cette estimation; toutefois, étant donné qu'il s'agit d'un montant relativement faible et que des ressources appréciables ont été prévues aux fins envisagées tant au chapitre 3 qu'au chapitre 10 du projet de budget pour 1971, le Comité consultatif estime qu'il devrait être possible au Secrétaire général de réduire le montant des crédits supplémentaires demandés.

c) Recommandations du Comité consultatif

11. Compte tenu des observations formulées ci-dessus, en particulier aux paragraphes 4, 5, 6, 9 et 10, le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que, si le projet de résolution D de la Commission politique spéciale est adopté, il sera nécessaire d'ouvrir un crédit supplémentaire de 6 400 dollars à l'article VII du chapitre 17 du budget pour 1971, et que, si le projet de résolution C est adopté, il sera nécessaire d'ouvrir un crédit supplémentaire de 10 800 dollars à l'article III du chapitre 3 et un crédit supplémentaire de 5 000 dollars à l'article III du chapitre 10.

12. En même temps, la Cinquième Commission voudra peut-être indiquer dans son rapport que si le projet de résolution D est adopté, il constituera une décision expresse de l'Assemblée générale autorisant le Secrétaire général à engager des dépenses pour couvrir les frais de voyage et les indemnités de subsistance de deux personnes au maximum aux fins indiquées au paragraphe 140 du rapport du Comité spécial sur la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud africaine 62/.

62/ Voir note 59.

Neuvième rapport

Programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations,
à Genève

Agrandissement du Palais des Nations

[Original : anglais]

30 novembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général relatifs au programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations, à Genève (A/C.5/1332) et à l'agrandissement du Palais (A/C.5/1331). La section I ci-dessous (par. 2 à 20) traite du premier rapport, et la section II (par. 21 à 30) du second. Un exposé succinct des incidences budgétaires figure aux paragraphes 31 et 32.

I. PROGRAMME DE GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION
DU PALAIS DES NATIONS

Données générales

2. Dans le rapport qu'il a présenté l'an dernier à l'Assemblée générale^{63/}, le Comité consultatif a fait l'historique du programme qui a été approuvé par l'Assemblée en 1965^{64/} et dont la mise en oeuvre a commencé en 1966. Son coût, estimé à l'origine à 4 894 200 dollars, a été ultérieurement ramené à 4 856 047 dollars et devait être couvert par huit crédits annuels ouverts aux budgets des exercices 1967 à 1974. Quatre crédits de 612 000 dollars chacun

* Incorporant le document A/8008/Add.8/Corr.1, du 9 décembre 1970.

^{63/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/7767.

^{64/} Ibid., vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223, par. 39.

été ouverts aux budgets pour 1967, 1968, 1969 et 1970, et un cinquième crédit inscrit au projet de budget du Secrétaire général pour 1971 (chap. 7, art. II). Ouvertures de crédits annuelles pour les exercices 1970-1974 comprennent un montant pour le remboursement d'un prêt sans intérêt de 8,5 millions de francs suisses (1 967 000 dollars) consenti par le Gouvernement fédéral suisse.

Depuis que la mise en oeuvre du programme a commencé, le Secrétaire général a présenté régulièrement des rapports à l'Assemblée générale sur l'état d'avancement des travaux. Dans son rapport à l'Assemblée, à sa vingt-quatrième session 65/, il a indiqué que le coût estimatif du programme avait augmenté de 180 500 dollars, passant de 4 856 047 à 5 036 547 millions de dollars, et que les dates d'achèvement de certains projets avaient été modifiées. En même temps, le Secrétaire général a indiqué qu'il se proposait de soumettre à l'Assemblée, à sa vingt-cinquième session, un programme révisé qui comprendrait un certain nombre de nouveaux projets en outre des 25 projets initiaux ainsi que des propositions de financement supplémentaires.

Dans le rapport 66/ qu'il a présenté à ce sujet à l'Assemblée, à sa vingt-quatrième session, le Comité consultatif a exprimé l'espoir qu'en présentant le programme révisé le Secrétaire général examinerait attentivement la possibilité d'opérer des réductions dans les prévisions de dépenses relatives aux projets pouvant être intégrés au programme d'agrandissement du Palais. Il a exprimé le vœu que le Secrétaire général indique clairement dans quelle mesure les projets initiaux ont été modifiés depuis que le programme a été élaboré, et il a suggéré que, pour atténuer les effets de l'augmentation des prix et des salaires, le Secrétaire général accélère l'exécution de certains des projets.

Rapport du Secrétaire général

Le dernier rapport du Secrétaire général ainsi que les annexes qui y sont jointes indiquent que :

- a) Le Secrétaire général a pu doubler le volume des travaux dont l'exécution était initialement prévue pour 1970, conformément à la recommandation du Comité consultatif énoncée au paragraphe 4 ci-dessus;
- b) Le coût estimatif du programme, à l'exclusion des nouveaux projets, a augmenté encore de 472 300 dollars au cours de l'année, passant de 5 036 547 à 5 508 847 dollars 67/;
- c) Il n'a pas été possible de réduire le coût estimatif des projets pouvant être intégrés à l'agrandissement du Palais, comme l'avait espéré le Comité consultatif;

Ibid., vingt-quatrième session, annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/C.5/1245.

Ibid., document A/7767, par. 12, 14 et 18.

L'annexe I au rapport du Secrétaire général indique quelle est l'incidence des augmentations de prix et des modifications apportées aux projets sur les prévisions de dépenses au cours des deux dernières années.

d) Le Secrétaire général propose huit nouveaux projets d'amélioration et de gros travaux d'entretien, dont le coût est estimé à 845 000 dollars, dont une provision de 20 000 dollars pour imprévus. Ces projets, s'ils étaient retenus, porteraient le coût total du programme à 6 353 847 dollars.

6. En ce qui concerne l'alinéa a) ci-dessus, le Secrétaire général compare dans les colonnes 4 et 5 de l'annexe II de son rapport le programme des travaux pour 1970 tel qu'il était prévu l'année dernière et tel qu'il a été ultérieurement développé compte tenu des observations du Comité consultatif. Les principaux projets développés sont ceux qui concernent la climatisation, l'éclairage, les voies d'accès et les parcs de stationnement. Il ressort également de la même annexe que le Secrétaire général compte qu'à la fin de 1970 sur les 25 projets initiaux, tous, à l'exception de 7, auront été achevés 68/.

7. L'augmentation du coût estimatif du programme mentionnée à l'alinéa b) du paragraphe 5 ci-dessus se répartit comme suit :

Augmentation (diminution) par rapport
aux prévisions présentées en 1969
(Dollars)

a) Projets

Climatisation	25 000
Zone de la presse et des services publics	328 000
Toitures	18 800
Ascenseurs	20 000
Planchers	(70 000)
Chauffage central	3 000
Sphère armillaire	<u>(2 500)</u>
<u>TOTAL a)</u>	<u>322 300</u>

68/ Un projet (comptoir de consommation supplémentaire) a été annulé.

Augmentation (diminution) par rapport
aux prévisions présentées en 1969

(Dollars)

b) Autres frais

Imprévus	70 000
Honoraires pour les services d'architectes et ingénieurs	<u>80 000</u>
<u>TOTAL b)</u>	<u>150 000</u>
 TOTAL GENERAL	 <u><u>472 300</u></u>

8. Comme il ressort du tableau ci-dessus, les éléments auxquels l'augmentation est essentiellement imputable sont le projet relatif à la zone de la presse et des services publics, la provision pour imprévus et les honoraires pour les services d'architectes et ingénieurs; ces chefs de dépenses sont examinés aux paragraphes 9 et 10 ci-après. Les augmentations relatives à la climatisation, aux toitures, aux ascenseurs et au chauffage central sont presque entièrement dues à de nouvelles augmentations des prix au cours de l'année écoulée, comme l'a fait remarquer le Secrétaire général dans les paragraphes 6 et 8 de son rapport. Les prévisions de dépense au titre des revêtements des sols ont été diminuées de 70 000 dollars car il s'est avéré que certains des revêtements qu'il avait été prévu de remplacer sont en assez bon état et peuvent encore servir pendant quelques années. Quant à la sphère armillaire située dans le parc du Palais, le Secrétaire général ne propose pas de la faire remettre en état, car le coût des travaux est maintenant estimé à 100 000 dollars environ. Par ailleurs, la sphère ne constitue pas un danger. Dans ces conditions, le projet vise seulement à remettre en état le bassin qui se trouve au pied de la sphère.

9. Un montant de 412 000 dollars était inclus dans le programme initial de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais pour la rénovation et la modernisation de la zone de la presse et des services publics située au rez-de-chaussée du bâtiment C. Toutefois, l'exécution de ce projet a été différée sur la recommandation du Comité consultatif en attendant une réévaluation des besoins en fonction du projet d'agrandissement du Palais. Le Secrétaire général a maintenant soumis un nouveau projet, plus important, qui tient compte de l'agrandissement du Palais et des changements qui doivent en résulter en ce qui concerne la circulation. Ce projet prévoit de meilleures installations pour le bureau de poste, le service du courrier, les services télégraphiques et téléphoniques, la banque, l'agence de voyages, la presse, le comptoir de vente des timbres de l'Administration postale de l'ONU, le comptoir de vente des publications, la librairie et le kiosque à journaux. Le coût du projet est estimé à 740 000 dollars, soit une augmentation de 328 000 dollars.

10. Un crédit supplémentaire de 70 000 dollars a été demandé au titre de la provision pour imprévus, le montant initial de 280 000 dollars prévu à ce titre s'étant avéré insuffisant. Le crédit supplémentaire de 80 000 dollars demandé pour les services d'architectes et ingénieurs est dû à la hausse générale du coût du programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration, ainsi qu'aux modifications apportées à la nature et à la portée de certains projets.

11. Les projets supplémentaires que le Secrétaire général propose d'inclure dans le programme sont décrits aux paragraphes 17 à 26 de son rapport. On en trouvera une récapitulation ci-après :

<u>Projet</u>	<u>Coût estimatif</u> (Dollars)
<u>I. Améliorations</u>	
Installation de systèmes d'avertisseurs d'incendie et d'inondation	110 000
Installation de plaques et de panneaux indicateurs	25 000
Transformation de la salle XIV en salle de cinéma pour les visites guidées	75 000
<u>II. Gros travaux d'entretien</u>	
Matériel à remplacer dans l'installation d'énergie électrique	225 000
Remplacement des pendules	15 000
Remplacement d'ascenseurs et de monte-charge	115 000
Remplacement des conduites et des canalisations extérieures	120 000
Nettoyage et rénovation des salles et galeries du bâtiment de l'Assemblée et de la Bibliothèque	<u>140 000</u>
	825 000
<u>A ajouter</u> : Provision pour imprévus	<u>20 000</u>
TOTAL	<u>845 000</u>

12. Le Comité consultatif note qu'on avait envisagé d'inclure certains des projets ci-dessus dans le programme initial établi en 1965 mais qu'on s'était abstenu de le faire parce qu'on les avait jugés moins urgents. Toutefois, plusieurs années

s'étant écoulées, ces projets ont fini par devenir plus urgents et, en outre, la nécessité d'entreprendre des travaux supplémentaires est apparue 69/.

13. L'augmentation des coûts enregistrée l'année dernière et la mise en oeuvre des nouveaux projets proposés maintenant par le Secrétaire général auront pour effet de porter le coût estimatif global du programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations de 5 036 547 dollars - chiffre avancé en 1969 - à 6 353 847 dollars. Or, ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 2 ci-dessus, le programme de financement approuvé par l'Assemblée en 1965 avait été établi sur la base d'un coût estimatif total de 4 894 200 dollars, et prévoyait l'ouverture au budget de huit crédits annuels de 612 000 dollars environ. A supposer que tel soit le montant du crédit ouvert pour 1971, le montant total des crédits affectés aux travaux s'élèvera à la fin de cet exercice à 3 060 000 dollars, ce qui laissera des dépenses d'un montant de 3 293 847 dollars à financer. Le Secrétaire général propose (au paragraphe 31 de son rapport) de couvrir ces dépenses en ouvrant des crédits au budget, à raison de trois tranches égales de 1 098 000 dollars à inscrire aux budgets pour 1972, 1973 et 1974.

14. La proposition ci-dessus tient compte de ce que le Gouvernement fédéral suisse a accepté que le prêt de 1 967 000 dollars qu'il a consenti soit remboursé en quatre versements égaux à partir de 1971, et non pas en cinq versements égaux, à partir de 1970, comme convenu à l'origine (voir par. 2 ci-dessus).

Observations du Comité consultatif

15. Le Comité consultatif note que, d'après ses prévisions de dépenses les plus récentes relatives aux projets constituant le programme initial, le Secrétaire général n'a pu éviter que les nouvelles hausses de prix enregistrées depuis celles qu'il avait signalées à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session se répercutent sur les coûts. Toutefois, le Comité estime que les effets des hausses se sont trouvés atténués du fait qu'en 1970 **le rythme d'exécution des travaux** a été accéléré, comme il l'avait suggéré l'année dernière. Comme il est probable qu'à Genève **le coût de la construction et les frais connexes augmenteront encore**, le Comité ne doute pas que le Secrétaire général continuera à faire tout son possible pour accélérer l'exécution des projets en cours.

16. Mis à part les huit projets supplémentaires proposés par le Secrétaire général, la majeure partie des augmentations de dépenses est imputable à la modification des propositions initiales touchant l'amélioration de la zone de la presse et des services publics, située dans le bâtiment C du Palais bien qu'il n'ignore pas que certains services, comme par exemple le bureau de poste, le service du courrier, les services télégraphiques et téléphoniques, la banque et l'agence de voyage sont actuellement installés dans des locaux extrêmement exigus, le Comité s'inquiète du coût des propositions du Secrétaire général, étant donné en particulier les nombreuses autres dépenses auxquelles il faut faire face avec les ressources limitées dont dispose l'Organisation. Lors de son séjour à Genève au printemps 1970, le Comité consultatif a eu l'occasion d'étudier sur place les propositions en question; il a constaté qu'elles prévoyaient un agrandissement

69/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes point 74 de l'ordre du jour, document A/C.5/1245, par. 31.

considérable de la zone réservée à la presse. Le Comité reconnaît que, si l'on veut que la presse rende compte convenablement des activités de l'ONU qui se déroulent au Palais, il faut lui fournir des installations satisfaisantes, mais il tient à signaler que les agrandissements en cours doteront la presse d'installations déjà fort vastes. Selon le Secrétaire général, même après la mise en service de la nouvelle aile des conférences, un certain nombre de réunions continueront de se tenir dans l'autre partie du Palais, et il faudra donc prévoir à proximité des installations pour la presse. Néanmoins, le Comité consultatif est certain que le Secrétaire général examinera de très près les prévisions de dépenses correspondantes et fera tout son possible pour réduire le coût de l'amélioration de la zone de la presse et des services publics. Par ailleurs, le Comité suggère que le Secrétaire général envisage la possibilité de percevoir des loyers auprès des exploitants des services de caractère commercial opérant dans cette zone, étant donné l'importance des investissements que nécessiterait la mise en oeuvre des dernières propositions qu'il a présentées.

17. Sur la base des arguments présentés par le Secrétaire général, le Comité consultatif approuve l'inclusion dans le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations des huit nouveaux projets énumérés au paragraphe 11 ci-dessus. Le Comité reconnaît que, dans le cas d'un ensemble de bâtiments de la dimension et de l'âge du Palais des Nations, des dépenses telles que celles qui sont envisagées sont inévitables. Etant donné que la provision pour imprévus est relativement peu importante (20 000 dollars, soit environ 2,4 p. 100 du coût estimatif des travaux), il faudra suivre de très près l'exécution de ces projets afin d'éviter les dépassements de crédits.

18. Le Comité consultatif a appris que le Secrétaire général envisageait d'adopter une nouvelle méthode pour l'inscription au budget des gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations. Il voudrait éviter d'avoir à établir des programmes spéciaux pour un certain nombre d'années, comme celui qui est actuellement en cours d'exécution. Le Secrétaire général se bornerait à estimer l'importance des gros travaux d'entretien prévisibles, à aussi long terme que possible, et à établir les prévisions de dépenses correspondantes; en outre, en se fondant sur l'expérience des années précédentes, le Secrétaire général évaluerait le montant des dépenses à engager au titre des travaux d'entretien imprévus et de projets visant à améliorer les locaux. A partir de ces prévisions, on pourrait calculer un montant raisonnable à inscrire chaque année au projet de budget, de façon que les gros travaux d'entretien et d'amélioration s'effectuent régulièrement, sur une base annuelle, à un rythme relativement stable.

19. Le Comité consultatif estime qu'il s'agit là d'une idée fort intéressante, qui tient compte de ce que l'entretien et l'amélioration de locaux tels que ceux du Palais des Nations nécessitent, à certains égards du moins, des travaux de caractère continu qu'il devrait être normalement possible de financer de façon régulière. Une telle méthode aurait l'avantage de réduire les fluctuations importantes des crédits correspondants qui coïncident avec la mise en route et l'achèvement de grands programmes comme celui qui est actuellement en cours d'exécution, et d'encourager une surveillance plus stricte de l'état des locaux, qui réduirait le risque que des détériorations se produisent sans qu'on s'en aperçoive. Le Comité consultatif croit savoir que le Secrétaire général envisage

de présenter une proposition formelle dans le sens indiqué ci-dessus, une fois achevé le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration en cours. Sur la base des projections que le Secrétaire général pourrait alors être en mesure d'effectuer, le Comité consultatif pourrait examiner s'il serait avantageux de retenir une telle proposition, et, dans l'affirmative, si elle serait applicable à d'autres bâtiments que le Palais.

20. Compte tenu des observations qui précèdent, et notamment de celles figurant aux paragraphes 15 à 18, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver le programme révisé proposé par le Secrétaire général, ainsi que le calendrier révisé des remboursements du prêt consenti par le Gouvernement fédéral suisse, qui figure au paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général. Si l'Assemblée générale en décide ainsi, il ne sera pas nécessaire d'ajuster le montant des crédits prévus dans le projet de budget pour 1971; toutefois, il faudra ouvrir un crédit de 1 098 000 dollars pour chacun des exercices 1972, 1973 et 1974 (à l'article II du chapitre 7), au lieu du crédit de 612 000 dollars environ prévu aux termes de la décision prise par l'Assemblée à sa vingtième session.

II. AGRANDISSEMENT DU PALAIS DES NATIONS

21. Par sa résolution 2246 (XXI) du 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à poursuivre l'établissement des plans d'agrandissement du Palais des Nations. Par la suite, le Secrétaire général a proposé d'apporter d'importantes modifications au plan initial, et l'Assemblée générale, par sa résolution 2488 (XXIII) du 21 décembre 1968, a approuvé ces modifications ainsi que de nouvelles modalités de financement. Par la même résolution, le Secrétaire général a été prié de tenir le Comité consultatif au courant des faits nouveaux qui pourraient intervenir et de faire rapport chaque année à l'Assemblée générale jusqu'à ce que les travaux de construction soient achevés. Le dernier rapport du Secrétaire général sur l'état des travaux d'agrandissement (A/C.5/1331) met à jour les renseignements fournis dans le rapport qu'il avait présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session 70/.

Etat d'avancement des travaux

22. Les travaux d'agrandissement du Palais des Nations, entrepris en 1968, avaient pris, à la fin de 1969, quatre ou cinq mois de retard, du fait essentiellement d'un manque d'acier. Le Secrétaire général avait exprimé l'espoir que ce retard pourrait être rattrapé au cours de l'hiver et pendant le premier semestre de 1970 71/, mais son dernier rapport montre que cela n'a pas été possible, par suite du mauvais temps, d'une grave pénurie de main-d'oeuvre et de retards dans la présentation de certains des plans définitifs des architectes. Le Secrétaire général indique que les nouvelles salles de conférence et le bâtiment administratif pourraient être prêts à être mis en service d'ici 1972, mais le Comité consultatif croit savoir qu'il s'agit là d'une prévision quelque peu optimiste, cette date étant la plus rapprochée que l'on puisse envisager à l'heure actuelle. Le Comité a appris qu'une estimation plus précise de la date de mise en service pourra être faite au début de 1971, lorsque la situation serait plus claire.

23. Certaines modifications, résultant de recommandations faites par les architectes, ont entraîné une hausse importante des prévisions de dépenses pour un certain nombre d'éléments du programme. On peut notamment citer à titre d'exemple la décision, mentionnée au paragraphe 14 du rapport du Secrétaire général, de construire l'ensemble des bâtiments une vingtaine de mètres en arrière de l'emplacement initialement choisi, pour qu'il y ait plus d'unité entre le nouveau bâtiment et le Palais. En outre, la hausse du coût des matériaux et de main-d'oeuvre entraînera également un surcroît de dépenses. On trouvera dans le tableau ci-après le détail des augmentations de dépenses, qui portent sur sept éléments du programme. Le Comité constate que les prévisions figurant dans le rapport du Secrétaire général sont considérablement plus élevées que celles qui lui avaient été communiquées lors de son séjour à Genève au printemps de 1970.

70/ Ibid., document A/C.5/1248.

71/ Ibid., par. 6.

<u>Postes de dépenses</u>	<u>Augmentation des prévisions de dépenses du fait de modifications</u> (Dollars)	<u>Augmentation des prévisions de dépenses du fait de hausses de prix</u> (Dollars)	<u>Augmentation totale</u> (Dollars)
Garage	380 000	30 000	410 000
Terrassement, bétonnage et maçonnerie	310 000	350 000	660 000
Armature en acier	140 000	210 000	350 000
Façades	330 000	50 000	380 000
Climatisation	240 000	260 000	500 000
Installation électrique	390 000	-	390 000
Téléphone (installation et matériel)	420 000	-	420 000
Total	<u>2 210 000</u>	<u>900 000</u>	<u>3 110 000</u>

Prévisions de dépenses

24. Par suite des ajustements indiqués ci-dessus, les prévisions de dépenses pour les travaux d'agrandissement, y compris les honoraires des architectes et des ingénieurs et les dépenses d'administration, s'élèvent actuellement à 24,5 millions de dollars, contre 22 millions de dollars, montant initialement approuvé par l'Assemblée générale. Cette augmentation préoccupe le Comité consultatif, et il veut espérer que les plans ne feront l'objet d'aucune autre modification. Des marchés correspondant à des travaux d'une valeur d'environ 18,5 millions de dollars ont déjà été passés; le Comité consultatif croit savoir que ce chiffre laisse une marge pour des hausses de prix éventuelles et que ce montant peut donc être considéré comme suffisamment ferme. Le Secrétaire général indique qu'il n'est pas encore possible d'établir des prévisions fermes concernant le solde de 6 millions de dollars pour lequel les marchés n'ont pas encore été conclus. La plus grande partie de ces travaux a trait à l'aménagement intérieur, à l'aménagement du site et aux routes d'accès, et la tendance croissante à la hausse des salaires et des matériaux pourrait entraîner un surcroît de dépenses. A ce propos, le Comité appelle l'attention sur le rapport qu'il a adressé à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session, dans lequel il a exprimé l'espoir que le Secrétaire général parviendrait à passer le plus tôt possible des contrats fermes pour le reste des travaux 72/.

72/ Ibid., document A/7767, par. 30.

25. Le tableau ci-après permet de comparer les prévisions de dépenses les plus récentes, les chiffres approuvés par l'Assemblée à sa vingt-troisième session, et indique le détail des travaux pour lesquels des marchés avaient été passés au 1er octobre 1970 et de ceux pour lesquels les marchés n'avaient pas encore été conclus à cette date :

	<u>Prévisions approuvées par l'Assem- blée générale à sa vingt- troisième session (1968)</u>	<u>Prévisions révisées</u>	<u>Travaux faisant l'objet de marchés au 1er octobre 1970</u>	<u>Travaux pour lesquels les marchés n'ont pas encore été conclus</u>
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
A. Nouveau bâtiment				
Armature	5 260 000	5 950 500	5 950 500	-
Installations et matériel .	10 378 000	13 085 300	8 557 400	4 527 900
Total A	15 638 000	19 035 800	14 507 900	4 527 900
B. Tunnels de commu- nication	442 000	493 600	391 900	101 700
C. Cafeteria	625 000	795 600	731 950	63 650
D. Agrandissement du restaurant ...	592 000	592 000	76 300	515 700
E. Travaux à l'exté- rieur et garage	715 200	1 364 800	800 000	564 800
F. Honoraires d'archi- tectes et d'ingé- nieurs et dépen- ses d'adminis- tration	1 963 000	1 963 000	1 963 000	-
G. Provisions pour dépenses imprévues	2 024 800	255 200	-	255 200
TOTAL GENERAL	22 000 000	24 500 000	18 471 050	6 028 950

Modalités de financement

26. On se rappellera que les modalités de financement approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2488 (XXIII) prévoyaient une série d'ouvertures de crédits s'élevant au total à 24 850 000 dollars, échelonnées sur la période allant de 1967 à 1982. Ce montant devait couvrir le coût des travaux de construction (22 millions de dollars) ainsi que les intérêts afférents au prêt d'un montant maximum de 61 millions de francs suisses (14 120 000 dollars) consenti par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales. Cet arrangement tenait compte de l'offre du Gouvernement fédéral suisse et de la République et Canton de Genève de faire un don de 4 millions de francs suisses (925 000 dollars) au titre du projet. La répartition des crédits à ouvrir qui avait été approuvée à l'époque était la suivante :

	<u>Montant annuel des crédits nécessaires</u> (Dollars)
1967 à 1970	1 000 000
1971 à 1974	1 500 000
1975 à 1981	1 860 000
1982	1 830 000

27. Par suite de l'augmentation de 2,5 millions de dollars du coût estimatif des travaux de construction, le calendrier ci-dessus des ouvertures de crédits, auquel on s'est conformé depuis 1967, devra être révisé. Le Secrétaire général estime que le calendrier ci-après pourrait être envisagé :

	<u>Montant annuel des crédits nécessaires</u> (Dollars)	<u>Totaux</u> (Dollars)
1967 à 1970	1 000 000	4 000 000
1971	1 500 000	1 500 000
1972	2 000 000	2 000 000
1973	3 500 000	3 500 000
1974 à 1981	1 860 000	14 880 000
1982	1 470 000	1 470 000
TOTAL		<u>27 350 000</u>

Toutefois, comme le montant définitif des dépenses n'a pu encore être estimé et que la nécessité d'opérer des prélèvements sur le prêt ne s'est pas encore présentée du fait de retards dans le projet de construction, qui tendent à réduire le montant des intérêts à verser, le Secrétaire général ne propose pas de changement immédiat dans la série des ouvertures de crédits déjà approuvées et envisage de revenir sur la question dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée à sa vingt-sixième session. Il fait observer que, lorsque l'on disposera de prévisions de dépenses plus fermes, il sera peut-être souhaitable de revoir les modalités de l'accord de prêt afin d'obtenir une répartition plus égale des crédits nécessaires que celle qui est indiquée ci-dessus, notamment pour l'exercice 1973.

Propositions du Secrétaire général et observations du Comité consultatif

28. En attendant, le Secrétaire général propose, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, de faire exécuter les travaux d'agrandissement du Palais "dans les meilleurs délais possible, compte tenu des tendances inflationnistes". Le Comité consultatif convient que, dans ces conditions, c'est là la meilleure méthode à suivre, mais il invite instamment le Secrétaire général à exercer une surveillance étroite et constante en vue d'éviter de nouvelles augmentations du coût du projet. A cet égard, le Comité juge essentiel de n'épargner aucun effort pour que les entrepreneurs fournissent les matériaux et les services dans les conditions prévues dans les marchés. S'il devenait nécessaire de renégocier un marché, comme on a dû le faire pour le projet d'agrandissement, le Secrétaire général devrait prendre toutes les mesures raisonnables pour mettre l'Organisation à l'abri des conséquences qui résulteraient de circonstances indépendantes de sa volonté, telles que le mauvais temps ou la pénurie de main-d'oeuvre.

29. Aux paragraphes 23 et 24 ci-dessus, le Comité consultatif a mentionné les effets qu'ont eus sur les prévisions de dépenses les modifications apportées aux plans sur la recommandation des architectes, et il a exprimé le désir que l'on évite à l'avenir de telles modifications. Le Comité sait bien que, lorsqu'on entreprend un projet de construction de cette envergure, une certaine souplesse dans les plans peut être nécessaire et qu'il peut arriver que, pour éviter les conséquences fâcheuses d'un retard, l'on doive prendre des décisions qui entraînent des dépenses supplémentaires sans attendre le consentement préalable de l'Assemblée générale. Cette souplesse, toutefois, ne peut être assurée que dans des limites strictes, pour que les décisions prises par l'Assemblée générale soient respectées. En particulier, le Secrétaire général doit prendre toutes les mesures appropriées pour que les dépenses ne dépassent pas le montant autorisé. Des décisions qui auraient pour effet de porter le coût du projet au-delà de ce montant ne doivent être prises que lorsque toutes les autres possibilités pratiques ont été épuisées. C'est pourquoi, le Comité consultatif fait des réserves sur les dépenses supplémentaires imputables à la décision de modifier l'alignement de la nouvelle aile par rapport au reste du Palais.

30. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif suggère que l'Assemblée générale approuve la ligne de conduite proposée par le Secrétaire général au paragraphe 28 de son rapport, à savoir qu'il fasse exécuter dans les meilleurs délais possibles les travaux d'agrandissement du Palais et qu'il revoie dans le rapport sur l'état des travaux qu'il présentera à l'Assemblée à sa vingt-sixième session, les modalités de financement actuelles.

III. RECAPITULATION DES INCIDENCES BUDGETAIRES DES PROGRAMMES DE CONSTRUCTION DE GENEVE

31. L'approbation par l'Assemblée générale des propositions formulées par le Secrétaire général dans ses rapports sur le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration (A/C.5/1332) et sur le projet d'agrandissement (A/C.5/1331) n'entraînerait pas de changement dans les prévisions de dépenses pour 1971 : elles seraient toujours de 612 000 dollars pour le programme et de 1,5 million de dollars pour le projet, soit un total de 2 112 000 dollars.

32. Le Secrétaire général n'est pas encore en mesure, pour les raisons indiquées au paragraphe 27 ci-dessus, d'indiquer le montant précis des crédits qu'il faudrait ouvrir pour les programmes de construction de Genève aux budgets de 1972 et des exercices suivants. Le tableau ci-après n'est présenté que pour indiquer l'ordre de grandeur possible de ces crédits :

<u>Exercice</u>	<u>Gros travaux d'entretien a/</u> (Dollars)	<u>Agrandissement^{b/}</u> (Dollars)	<u>Total</u> (Dollars)
1972	1 098 000	2 000 000	3 098 000
1973	1 098 000	3 500 000	4 598 000
1974	1 098 000	1 860 000	2 958 000
1975 à 1981 (annuellement)	-	1 860 000	1 860 000
1982	-	1 470 000	1 470 000

a/ Voir par. 20 ci-dessus.

b/ Voir par. 27 ci-dessus.

Dixième rapport

Etat d'avancement de l'étude de l'utilisation des effectifs du Secrétariat
menée par le Service de gestion administrative

[Original : anglais]

2 décembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné un rapport du Secrétaire général (A/C.5/1333) relatif à l'état d'avancement de l'étude menée par le Service de gestion administrative au sujet de l'utilisation et de la répartition des effectifs du Secrétariat.
2. Le rapport comprend deux parties : la première contient des indications sur la création du Service de gestion administrative, sur la manière dont il exécute ses études et sur l'état d'avancement de celles-ci; la deuxième partie donne des renseignements d'ordre général touchant les conclusions des cinq études distinctes déjà achevées, à savoir celles du Service de l'information, du Service des conférences, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Procédure et méthode adoptées et état d'avancement de l'étude au mois de
novembre 1970

3. Après avoir examiné l'historique de la proposition relative à l'exécution d'une étude des effectifs du Secrétariat, le Secrétaire général, au paragraphe 6 de son rapport, a indiqué les raisons qui l'ont amené à créer au Secrétariat un service de gestion distinct, le Service de gestion administrative (SGA), composé de personnes recrutées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Organisation et bénéficiant des services de consultants intérieurs et extérieurs. Le Secrétaire général a fait observer qu'un tel service pouvait allier aux avantages d'une

procédure d'examen interne, à savoir auto-évaluation et continuité, ceux que l'on est en droit d'attendre d'un examen effectué par un groupe extérieur au Secrétariat : objectivité et ouverture de perspectives nouvelles. Sous réserve que ce service soit utilisé dans un esprit créateur et qu'il demeure ouvert aux conceptions nouvelles, le Comité consultatif reconnaît qu'un arrangement de ce type n'est pas sans valeur.

4. Comme il est indiqué au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général, les 14 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs recrutés pour le SGA représentent des nationalités et des systèmes de formation différents et ont acquis une expérience dans plusieurs domaines spécialisés, notamment la gestion et l'administration publique, qui sont importants pour l'Organisation des Nations Unies. Les six consultants dont les services ont été utilisés jusqu'à présent ont été recrutés dans cinq Etats Membres. Le Comité consultatif se félicite de constater, au paragraphe 12 du rapport, que l'on envisage d'adopter un système de roulement pour une partie du personnel du SGA. L'expérience acquise au Service de gestion administrative permettrait au personnel affecté par roulement à d'autres services du Secrétariat de mettre en pratique, dans de nouveaux postes, la connaissance des techniques de gestion améliorées acquise lors de l'exécution de l'enquête. En même temps, le SGA bénéficierait de son côté des idées, des connaissances et de l'expérience des fonctionnaires qui lui seraient affectés.

5. Dans les paragraphes 10 à 14 de son rapport, le Secrétaire général décrit dans ses grandes lignes la méthode adoptée pour procéder à l'étude. S'il est évident que le SGA a pu interroger une large proportion des effectifs des services étudiés et examiner leur travail, le Secrétaire général n'a pas mené cette étude poste par poste, selon la méthode qui, selon le Comité consultatif et la Cinquième Commission, eût peut-être été préférable 73/; le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, abstraction faite du volume de travail qu'entraînerait l'exécution d'une étude poste par poste, il était porté à croire qu'une procédure moins détaillée permettait de fournir les renseignements requis pour évaluer l'utilisation et la répartition des effectifs. Tout en reconnaissant le bien-fondé de ces arguments, le Comité estime que, **dans certains secteurs du Secrétariat**, un examen plus approfondi pourrait fournir des indications utiles concernant le travail de chacun des fonctionnaires et les moyens d'améliorer le rendement. Le Comité espère que le Service de gestion administrative ne perdra pas de vue cette possibilité dans ses travaux futurs.

6. Le Comité consultatif s'est enquis du rôle joué par le Groupe consultatif du Secrétariat pour l'étude de l'utilisation des effectifs, dont il est fait mention au paragraphe 16 du rapport du Secrétaire général et qui se compose de cinq hauts fonctionnaires du Secrétariat. Il a été informé que l'intention du Secrétaire général, lorsqu'il a créé le Groupe consultatif, était de donner plus de poids à l'étude en permettant au Service de gestion administrative de

73/ Ibid., vingt-troisième session, Supplément No 7, par. 50; et *ibid.*, vingt-troisième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/7476, par. 65.

connaître l'opinion de fonctionnaires ayant acquis une expérience dans des domaines très divers. Comme suite aux observations formulées par le Groupe consultatif, certaines modifications ont été apportées aux procédures adoptées pour l'exécution de l'étude; ultérieurement, le Groupe a été informé de l'état d'avancement des travaux ainsi que de certaines questions déterminées suscitées par l'enquête, comme la question du processus de consultation avec les chefs de service concernant les conclusions du Service de gestion administrative. Le Secrétaire général a l'intention d'inviter le Groupe à se réunir environ deux fois par an pour qu'il puisse continuer à offrir ses conseils pour l'exécution de l'étude.

7. Le Comité consultatif est heureux de constater que le Service de gestion administrative a pour politique de se tenir en rapport étroit avec les autres organes intérieurs et extérieurs s'occupant de questions administratives, et il se félicite des échanges de vues qui ont eu lieu entre le SGA et les institutions spécialisées ainsi que d'autres organisations intergouvernementales dont les activités sont liées à celles de l'ONU.

8. En ce qui concerne l'état d'avancement de l'étude elle-même, le Secrétaire général indique que, outre les études qui ont été achevées pour cinq services (voir plus haut, par. 2), les travaux se poursuivent actuellement concernant le Département des affaires économiques et sociales, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Amérique latine et le Bureau économique et social **des Nations Unies à Beyrouth; ces enquêtes devraient pour la plupart être achevées d'ici la fin de 1970. Ainsi, à la fin de l'année, les services étudiés représenteront environ 60 p. 100 des postes permanents du Secrétariat.**

9. Le Secrétaire général compte que le Service de gestion administrative étudiera les autres services, représentant 40 p. 100 des postes permanents, en 1971. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'il était improbable que l'ensemble de l'étude relative au Secrétariat soit achevé à temps pour que ses incidences soient examinées par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session. Cependant, le Secrétaire général espère pouvoir présenter à ladite session une synthèse des conclusions du SGA concernant l'ensemble des activités de l'ONU dans le domaine économique et social. Le Comité est d'avis qu'il y aurait intérêt à ce qu'il puisse avoir connaissance de cette synthèse lorsqu'il examinera le projet de budget pour 1972; de même, le Comité du programme et de la coordination pourrait la trouver utile pour son examen du programme de travail de l'ONU dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme ainsi que pour l'examen des crédits requis par ce programme.

Résultats de l'étude, en novembre 1970

10. Dans son projet de budget pour 1971 74/ **et dans une déclaration faite par son représentant devant la Cinquième Commission, le 11 novembre 1970 75/, le Secrétaire général a indiqué en termes généraux quelles étaient les constatations faites par le Service de gestion administrative à la suite de son étude sur la CNUCED.**

74/ Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 6 (et rectificatifs), par. 15.13 à 15.20.

75/ Ibid., vingt-cinquième session, Cinquième Commission, 1382ème séance.

Le Secrétaire général a fourni des renseignements analogues en ce qui concerne la Commission économique pour l'Afrique, le Service des conférences, le Service de l'information et l'ONUDI, dans ses demandes de crédits révisés pour certains chapitres du budget de 1971 (A/C.5/1322 et Corr.1). En outre, dans son rapport sur les montants estimatifs révisés pour les quatre services en question, le Comité consultatif a attiré l'attention sur un certain nombre de recommandations formulées par le SGA sur la base des renseignements qui lui avaient été communiqués (A/8008/Add.4). Le Secrétaire général a résumé une grande partie des résultats obtenus dans la deuxième partie de son rapport sur l'état d'avancement de l'étude menée par le SGA, où il signale, en se fondant sur les cinq études déjà achevées, un certain nombre de domaines où des problèmes se posent. Plusieurs des facteurs positifs relevés par le SGA sont énumérés au paragraphe 27 du même rapport.

11. Au paragraphe 25 de son rapport, le Secrétaire général a souligné qu'il était difficile de quantifier la "production" du Secrétariat de l'ONU, et donc d'en déterminer exactement l'efficacité et l'efficacité sur le plan organisation. Le Comité consultatif a été informé que le Service avait proposé, à l'occasion des études qu'il avait effectuées, d'examiner les normes de rendement des services dont il estimait que l'on pouvait quantifier la productivité. Au paragraphe 25 de son rapport sur les montants estimatifs révisés (*ibid.*), **à propos du Service des conférences**, le Comité a noté que le Service de gestion administrative avait recommandé l'établissement de feuilles de production quotidienne pour le Service de traduction. **Le Comité estime que, dans ce service et dans un** certain nombre d'autres services du Secrétariat, il devrait être possible, en utilisant des statistiques de production, de déterminer assez exactement dans quelle mesure la productivité est ce qu'elle devrait être; il invite le Secrétaire général à accorder une attention accrue à cette question lors des études en cours et de celles qui seront entreprises ultérieurement et, pour ce qui est des services déjà étudiés, à s'informer de la manière dont sont utilisées les feuilles de production établies comme suite à la recommandation du Service de gestion administrative.

12. Le rapport du Secrétaire général se poursuit par un examen des problèmes signalés par le Service de gestion administrative et qui résultent du fait que les priorités et les objectifs des services du Secrétariat sont parfois mal compris ou mal connus, de l'insuffisance de la coordination entre l'ONU et les autres organismes des Nations Unies, de la structure inadéquate de certains services, de l'absence, dans nombre de services, d'un système intégré de gestion, ou encore de l'attention insuffisante accordée à l'administration du personnel (par. 28 à 48). Le Comité consultatif estime que les conclusions et recommandations du SGA touchant ces diverses questions sont extrêmement pertinentes. Le Comité appelle en particulier l'attention sur les constatations suivantes : le fait que certaines unités administratives, telles que l'ONUDI, la CNUCED et la CEA, ainsi que leurs éléments constitutifs, ont tendance à opérer isolément par rapport aux autres et par rapport au Siège (par. 31); le fait qu'il y a occasionnellement eu une tendance à créer des subdivisions de services trop nombreuses (par. 38); enfin, la nécessité d'améliorer les pratiques de gestion et de mettre davantage l'accent sur l'encadrement du personnel (par. 40 à 43). Le Service a relevé de nombreux problèmes qui se posent dans le domaine de l'administration du personnel, mais le Secrétaire général fait observer que les recommandations

concernant la solution de ces problèmes ont pour la plupart un caractère provisoire, puisque d'autres services du Secrétariat, y compris le Service du personnel, restent à étudier.

13. Aux paragraphes 49 à 58 de son rapport, le Secrétaire général examine un certain nombre des constatations faites par le SGA à propos de questions particulières : réunions et documentation, matériel et locaux, personnel temporaire, consultants et contrats de louage de services, voyages.

14. Le Comité consultatif estime que la valeur des recommandations portant sur des questions d'administration et d'organisation telles que celles évoquées dans les paragraphes qui précèdent dépendra de la mesure dans laquelle elles seront appliquées. En conséquence, le Comité juge indispensable que le Service de gestion administrative ait la possibilité d'étudier la suite donnée à ses recommandations. Une telle étude devrait être entreprise chaque fois qu'un grand secteur d'activité du Secrétariat - par exemple, activités économiques et sociales ou services administratifs principaux - aura été étudié dans son ensemble; le SGA pourrait, de la sorte, **avoir une vue d'ensemble des activités** de tous les services et de la manière dont ils sont reliés entre eux, au lieu de n'en avoir qu'une vue partielle. Au paragraphe 22 de son rapport, le Secrétaire général a indiqué qu'il avait l'intention, à différents stades de l'étude sur l'utilisation des effectifs, d'examiner les conclusions concernant chaque service et d'en faire une synthèse, de recommander éventuellement des mesures complémentaires et de présenter sur certains points des conclusions et recommandations plus précises, compte tenu du tableau d'ensemble de la situation qui se dégagera de l'étude. Le Comité ne doute pas que le Secrétaire général se préoccupera également de la suite donnée aux recommandations formulées précédemment.

15. Dans son rapport 76/ sur le projet de budget pour 1971 et dans son rapport (A/8008/Add.4) **sur les demandes de crédits révisées**, le Comité consultatif a examiné les recommandations du Service de gestion administrative touchant les effectifs des cinq services déjà étudiés. Ces recommandations sont résumées aux paragraphes 61 à 62 du rapport du Secrétaire général, ainsi que dans le tableau figurant au paragraphe 62. Il est à noter toutefois qu'en ce qui concerne le Service de l'information et la CNUCED les effectifs indiqués dans le tableau pour 1971 sont supérieurs à ceux recommandés par le SGA, car ils comprennent 8 postes d'administrateur et 15 postes d'agent des Services généraux supplémentaires que le Secrétaire général a décidé d'ajouter à l'effectif permanent recommandé. C'est ainsi que l'effectif global recommandé par le SGA pour les cinq services comportait la création de 17 postes d'administrateur, et non pas de 25 comme l'indique le tableau, et la suppression de 33 postes d'agent des **Services** généraux au lieu des 18 indiqués dans le tableau. Dans le cas de la CEA, les chiffres reflètent l'augmentation du nombre des postes d'administrateur (11) et d'agent des **Services** généraux (5) recommandée par le SGA; toutefois, le Secrétaire général n'a pas prévu le financement de ces postes dans ses demandes de crédits révisées.

16. Le Comité consultatif appelle l'attention sur le fait que, dans certains des services étudiés, il semblait y avoir une tendance à accroître la proportion des postes supérieurs. Au paragraphe 59 de son rapport sur les montants estimatifs révisés présentés par le Secrétaire général, le Comité a examiné la question en ce qui concerne certains services; les observations du Comité sur la situation à la CNUCED figurent dans son rapport II/ sur le projet de budget pour 1971. Le Comité réaffirme le point de vue qu'il a exprimé dans ces rapports, à savoir qu'il convient d'évaluer le niveau de responsabilité que comporte chaque poste et d'examiner avec la plus grande attention les propositions de reclassement de postes.

17. Compte tenu des observations figurant aux paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif estime que le Service de gestion administrative s'est avéré jusqu'à présent être un instrument de gestion interne utile et qu'en ce qui concerne l'étude de l'utilisation et de la répartition des effectifs du Secrétariat sa façon de procéder est, **d'une manière générale, judicieuse.** Après une phase initiale au cours de laquelle il s'est vu contraint de n'avancer qu'assez lentement et prudemment alors qu'il s'efforçait de mettre au point des procédures et des critères convenant à ses travaux, le SGA a pu aller de l'avant et éclairer d'un jour nouveau le fonctionnement de certains services du Secrétariat. Le Comité ne doute pas que dans la suite de ses travaux le Service de gestion administrative saura mettre à profit l'expérience qu'il a acquise jusqu'à présent en ce qui concerne, **d'une part, la nature du Secrétariat et son mode de fonctionnement et,** d'autre part, les techniques qui se sont avérées les mieux adaptées à la conduite de l'étude sur les effectifs.

Onzième rapport

Demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le
Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-
neuvième sessions

Conférence des Nations Unies sur l'environnement

[Original : anglais]

3 décembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1302/Add.1) sur les demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions dans la mesure où elles concernent la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Bien que cette conférence doive être convoquée en 1972, les crédits nécessaires pour les travaux préparatoires sont prévus dans les crédits ouverts pour 1970 et les crédits demandés pour 1971.

2. Dans le projet de budget pour 1971 78/ le Secrétaire général a demandé un crédit de 914 700 dollars pour les dépenses relatives à la Conférence, en se fondant sur un état des incidences financières soumis à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session (A/7707) 79/. Toutefois, lorsque le Comité consultatif a examiné le projet de budget, il a été informé par le Secrétaire général que ce dernier avait l'intention de présenter une demande de crédits révisée pour tenir compte des recommandations du Comité préparatoire de la Conférence. En conséquence, comme il l'avait annoncé au paragraphe 132 de son premier rapport 80/ sur le projet

78/ Ibid., Supplément No 6 (et rectificatifs), par.2.25 à 2.27.

79/ Ibid., vingt-quatrième session, Annexes, point 21 de l'ordre du jour.

80/ Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 8.

de budget pour 1971, le Comité consultatif a décidé de revoir les prévisions de dépenses relatives à la Conférence à sa session d'automne de 1970, lorsqu'il aurait reçu communication des montants révisés en question.

3. Le Secrétaire général estime maintenant le crédit supplémentaire nécessaire pour 1971 à 248 400 dollars, en sus du montant initial de 914 700 dollars, soit un montant total de 1 163 100 dollars. Ce montant a été calculé compte tenu des arrangements modifiés à prendre pour la préparation de la Conférence, qui ont été exposés dans une note soumise par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session (A/8065/Add.1) et dans une déclaration faite par M. Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence, au Conseil économique et social. Le tableau ci-après permet de comparer, rubrique par rubrique, les prévisions initiales et les prévisions révisées pour 1971 :

Tableau 1

<u>Postes de dépenses</u>	<u>Prévisions initiales</u>	<u>Prévisions révisées</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
a) Réunions du Comité préparatoire	8 600	34 600
b) Dépenses de personnel	160 000	537 000 a/
c) Frais de voyage du personnel	5 000	39 500
d) Experts et consultants	51 500	315 000
e) Participation des pays en voie de développement	-	72 000
f) Documentation, y compris l'impression du rapport final	689 600	150 000
g) Service de la Conférence	-	-
h) Services d'information	-	-
i) Frais généraux	-	15 000
Total	<u>914 700</u>	<u>1 163 100</u>

a/ Non compris le coût de toute augmentation des traitements des administrateurs que l'Assemblée générale pourrait approuver à sa présente session.

4. Le tableau fait apparaître des augmentations dans les prévisions concernant les réunions du Comité préparatoire et les frais de voyage du personnel et, surtout, dans les prévisions concernant les dépenses de personnel (377 000 dollars de plus) et les dépenses relatives aux experts et consultants (263 500 dollars de plus). Par ailleurs, la demande de crédits révisée comprend deux postes de

dépenses (Participation des pays en voie de développement et Frais généraux) qui ne figuraient pas dans le projet de budget. Les augmentations prévues sont compensées dans une large mesure par une réduction sensible du montant du crédit demandé pour la documentation (539 600 dollars de moins). Le Comité consultatif se félicite de cette réduction, qui a été opérée comme suite aux vues exprimées par les Etats Membres selon lesquelles le volume de la documentation envisagée dans le projet de budget était sans commune mesure avec la nature de la Conférence, celle-ci se voulant orientée vers l'action.

5. Le **Secrétaire** général de la Conférence a informé le Comité consultatif que la réduction du volume de la documentation et, lui faisant pendant, la brusque augmentation qu'accuse le chiffre des dépenses relatives au personnel et aux experts et consultants résultaient de la décision d'orienter la Conférence plus nettement vers l'action : on a jugé qu'il était nécessaire de consentir des dépenses plus importantes pour s'assurer le concours de spécialistes, qui auraient pour tâche de dégrossir les données provenant de multiples sources et d'en faire la synthèse, pour ensuite rédiger un document concis présenté sous une forme qui permettrait à la Conférence de prendre des décisions plus facilement. C'est ainsi que, dans la demande de crédits révisée, le secrétariat envisagé pour la Conférence compte plus de membres qu'il n'avait été initialement prévu et comprend le **Secrétaire** général de la Conférence, deux directeurs (D-2), quatre administrateurs généraux (D-1), quatre administrateurs hors-classe (P-5), un administrateur de deuxième classe (P-3) et 14 agents des **services** généraux. Bien qu'il ait conscience qu'une partie de ce personnel devra être spécialement recrutée pour la Conférence, le Comité consultatif recommande que l'on s'efforce, dans la mesure du possible, de faire appel aux ressources en personnel qu'offre le Secrétariat de l'ONU et que l'on s'adresse aux institutions spécialisées pour leur demander de mettre à la disposition de la Conférence, à titre gracieux, du personnel qualifié.

6. Le crédit révisé demandé pour les experts et les consultants doit permettre de couvrir le coût de 126 mois de travail de consultants, à raison de 2 500 dollars en moyenne par mois de travail de consultant, ce qui porte à 315 000 dollars le montant total du crédit révisé demandé à ce titre, soit 263 500 dollars de plus que le chiffre initial. Le Comité consultatif reconnaît que, pour une conférence de cette nature, les services d'experts et de consultants sont nécessaires mais il pense que l'on devrait pouvoir faire des économies à ce poste en obtenant de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés qu'ils fournissent les services en question à titre gracieux.

7. Le crédit demandé pour les frais de voyage du personnel doit permettre au **Secrétaire** général de la Conférence, outre les déplacements qu'il fera entre New York, Stockholm et Genève, d'avoir des consultations avec les gouvernements de chaque région. Ce crédit doit permettre également à des fonctionnaires d'assister aux réunions du Comité administratif de coordination et de faire des voyages à l'intérieur des régions afin de consulter les gouvernements au sujet des préparatifs à faire pour la Conférence; il y entre aussi un montant qui doit permettre un minimum de déplacements entre New York et Genève, pour aider à préparer la Conférence.

8. L'inscription de la rubrique relative à la participation des pays en voie de développement résulte de la décision du Conseil économique et social demandant que l'on s'efforce de faire participer les pays en voie de développement aux travaux de la Conférence. Pour le calcul du crédit de 72 000 dollars demandé à ce poste, on s'est fondé sur l'hypothèse qu'il y aurait quatre réunions régionales d'experts, dont trois en 1971. L'Organisation des Nations Unies prendrait à sa charge les frais de voyage des experts et l'indemnité de subsistance qui leur sera versée pendant la durée des réunions, lesquelles dureront chacune environ une semaine. L'autre poste de dépenses qui ne figurait pas dans le projet de budget est celui des frais généraux; le crédit demandé à ce titre doit permettre de couvrir les frais de transport, de télégrammes et de téléphone ainsi que le coût du mobilier, du matériel et des fournitures.

9. Le Comité consultatif note que, d'après les demandes de crédits révisées, les incidences financières totales de la Conférence, pendant les exercices 1970, 1971 et 1972, s'élèveraient à 1 968 400 dollars, soit 404 400 dollars de plus que les prévisions initiales soumises à l'Assemblée à sa vingt-quatrième session (1 564 000 dollars), mais 40 200 dollars de moins que les chiffres soumis par le Secrétaire général au Conseil économique et social (E/4828) 81/ à sa quarante-neuvième session, compte tenu des recommandations du Comité préparatoire. On trouvera ci-après un tableau comparatif indiquant, par rubriques, les montants révisés, les prévisions initiales et les prévisions soumises au Conseil économique et social à sa quarante-neuvième session, pour les années 1970, 1971 et 1972. Comme ce tableau l'indique, les principales caractéristiques du montant révisé demandé pour couvrir le coût de la Conférence sont les mêmes que celles qui ressortent du paragraphe 4 ci-dessus, en ce qui concerne les prévisions de dépenses pour 1971 : on peut noter une réduction sensible des dépenses relatives à la documentation, compensée par une forte augmentation des dépenses relatives au personnel, aux experts et aux consultants.

10. Compte tenu des observations qu'il a formulées ci-dessus aux paragraphes 5 et 6 et du fait que le crédit demandé pour couvrir le coût du secrétariat de la Conférence a été calculé en partant de l'hypothèse que tout le personnel serait entré en fonctions d'ici le 1er janvier 1971, le Comité consultatif pense que l'on pourrait réduire quelque peu le coût de la Conférence en 1971 sans que les travaux préparatoires qu'il est indispensable d'effectuer s'en ressentent en aucune façon. Le Comité recommande donc d'ouvrir un crédit de 1 111 000 dollars, soit 52 100 dollars de moins que le montant demandé; de l'avis du Comité, on pourrait réduire les dépenses de personnel de 37 000 dollars et déduire le solde du crédit demandé pour couvrir le coût des experts et des consultants. Le Comité tient également à appeler l'attention sur la recommandation figurant au paragraphe 132 de son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1971, aux termes de laquelle le Comité a recommandé que l'on étudie activement la possibilité d'obtenir une aide et des contributions d'instituts universitaires et de fondations privées, ainsi que les possibilités de vente des mémoires et rapports de la Conférence.

81/ Document mimeographié, du 19 juin 1970.

Tableau 2

Postes de dépenses	1970		1971		Nouvelles estimations		1972 a/		Nouvelles estimations		TOTAL	
	A/7707	E/4828	A/7707	E/4828	Nouvelles estimations		A/7707	E/4828	Nouvelles estimations		A/7707	E/4828
a) Réunions du Comité préparatoire	16,7	8,3	8,6	34,6	34,6		9,7	9,7	9,7		35,0	52,6
b) Dépenses de personnel	81,0	81,0	160,0	320,0	537,0		120,0	255,0	270,0		361,0	656,0
c) Frais de voyage du personnel	5,0	5,0	5,0	34,0	39,5		10,0	39,0	22,0		20,0	78,0
d) Experts et consultants	68,5	8,0	51,5	112,0	315,0		37,5	37,5	85,0		157,5	157,5
e) Participation des pays en voie de développement	-	-	-	65,0	72,0		-	-	24,0		-	65,0
f) Documentation, y compris l'impression du rapport final	-	-	689,6	689,6	150,0		118,6 ^{a/}	118,6 ^{a/}	100,0		808,2	808,2
g) Services de conférence pendant la session	-	-	-	-	-		123,8	123,8	123,8		123,8	123,8
h) Services d'information	-	-	-	4,5	-		58,5	63,0	58,5		58,5	67,5
i) Frais généraux..	-	-	-	-	15,0		-	-	10,0		-	-
TOTAL	171,2	102,3	914,7	1 259,7	1 163,1		478,1	646,6	703,0		1 564,0	2 008,6
												1 968,4

a/ Les chiffres indiqués pour 1972 comprennent également les prévisions de dépenses pour 1973 indiquées dans les documents A/7707 et E/4828 pour le poste de dépenses f) (Impression du rapport final).

b/ Les chiffres indiqués comprennent les crédits ouverts pour 1970.

Douzième rapport

Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde

Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par la Première Commission dans le document A/8184

[Original : anglais]

3 décembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1345) concernant les incidences administratives et financières du projet de résolution recommandé par la Première Commission (A/8184, par. 7).
2. Aux termes du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'établir, avec le concours d'experts consultants qualifiés nommés par lui, un rapport sur "les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et les dépenses militaires". Le Secrétaire général estime que, pour accomplir cette tâche, il serait nécessaire d'ouvrir, pour l'exercice 1971, un crédit supplémentaire de 153 100 dollars pour couvrir les frais de voyage, d'indemnités de subsistance et d'honoraires des experts consultants, ainsi que les frais d'interprétation et de traduction, de dactylographie et de reproduction de 1 100 pages de documentation. Cette estimation part de l'hypothèse qu'on aurait besoin des services de 12 experts consultants (dont certains étant employés par des gouvernements ne toucheraient pas d'honoraires), et que ceux-ci tiendraient trois séries de réunions au Siège de l'Organisation, qui dureraient au total cinq semaines environ.
3. Lorsqu'il a examiné la demande de crédit ci-dessus, le Comité consultatif a rappelé que, aux termes d'un projet de résolution présenté par la Deuxième Commission (A/8203/Add.1, par. 47, projet de résolution VI), l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'établir, en consultation avec les conseillers qu'il pourrait juger nécessaire de désigner, un rapport contenant, entre autres, des propositions tendant à établir un lien entre la Décennie du désarmement et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Secrétaire général a estimé (A/C.5/1343) que la mise à exécution de cette proposition, entraînerait des dépenses de 65 000 dollars, réparties sur 1971 et 1972; il s'efforcerait de couvrir les dépenses de 1971, soit 37 500 dollars, à l'aide des ressources disponibles pour cet exercice.

En réponse aux questions qu'il a posées, le Comité consultatif a été informé que les objectifs des deux rapports, tels qu'ils sont énoncés dans les projets de résolution respectifs, ne seraient pas les mêmes et qu'en conséquence le Secrétaire général n'envisageait pas de faire appel aux mêmes experts pour les établir. Toutefois, il semble au Comité consultatif que certains des documents établis à l'occasion des réunions des experts consultants mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus pourraient se révéler utiles lors de l'établissement du rapport demandé dans le projet de résolution de la Deuxième Commission. Par souci d'efficacité et d'économie, le Comité consultatif prie donc instamment le Secrétaire général de veiller à ce que les services du Secrétariat intéressés coopèrent étroitement de telle sorte que la documentation et les ressources susceptibles d'être utiles aux deux groupes soient mises à leur disposition.

Compte tenu des observations ci-dessus, la Cinquième Commission voudrait tout-à-fait informer l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution commandé par la Première Commission nécessiterait l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 153 100 dollars pour l'exercice 1971, dont 150 800 dollars à l'article III du chapitre 3 et 2 300 dollars au chapitre 11.

Treizième rapport

Locaux de l'Organisation des Nations Unies à Bangkok et à Addis-Abéba

[Original : anglais]

5 décembre 1970

I. INTRODUCTION

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général sur les locaux de l'Organisation des Nations Unies à Bangkok (A/C.5/1325 et Add.1) et à Addis-Abéba (A/C.5/1328 et Add.1). Dans ces rapports, le Secrétaire général propose de faire construire dans ces deux villes de nouveaux locaux qui seraient assez grands pour répondre aux besoins prévus jusqu'en 1983.
2. A sa vingt-quatrième session, par sa résolution 2616 (XXIV), l'Assemblée générale, se fondant sur les rapports présentés par le Secrétaire général et le Comité consultatif, a autorisé le Secrétaire général à faire faire des études architecturales et techniques en vue de la construction éventuelle de bâtiments de l'ONU à Bangkok et à Addis-Abéba. Un crédit de 100 000 dollars a été ouvert à cette fin, étant entendu que, dans la mesure où les gouvernements des pays hôtes fourniraient des services gratuitement, ce crédit ne serait pas entièrement utilisé. Le Secrétaire général devait revoir les besoins en locaux de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), s'enquérir des arrangements qui permettraient à d'autres organismes des Nations Unies de participer aux frais qu'entraîneraient les nouvelles constructions ou aux frais qu'entraînerait l'utilisation d'un bâtiment commun et régler certaines questions juridiques en suspens dans les deux villes.
3. Le Comité consultatif analyse le rapport du Secrétaire général sur la situation à Bangkok dans la section II ci-après, et le rapport sur la situation à Addis-Abéba dans la section III. Les observations et recommandations du Comité consultatif font l'objet de la section IV.

II.. LOCAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES A BANGKOK

4. Le Secrétaire général indique que, si certains organismes des Nations Unies à Bangkok estiment que leurs locaux actuels sont suffisants, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont demandé que des locaux soient prévus à leur usage dans tout nouveau bâtiment de l'ONU. Tenant compte de cette demande et des besoins de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) elle-même, le Secrétaire général a étudié la possibilité de louer des locaux à Bangkok, mais il a rejeté cette possibilité comme solution à long terme en raison des prix, de l'absence de locaux appropriés et parce qu'elle entraînerait une dispersion des services.

5. Quant aux questions juridiques évoquées lors des débats sur cette question à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général indique qu'à sa vingt-sixième session (avril 1970), la CEAEO a recommandé au Conseil économique et social de déclarer Bangkok siège de la Commission. Le Conseil, **par sa résolution 1522 (XLIX), a approuvé cette recommandation (juillet 1970).** De plus, à la demande de la Commission, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale que l'ONU accepte l'offre, faite par le Gouvernement thaïlandais, d'un terrain supplémentaire contigu aux locaux existants de la CEAEO pour la construction d'un nouveau bâtiment. Ce terrain serait mis à la disposition de l'ONU, pour un loyer nominal, pour une période initiale de 20 ans, qui pourrait être prolongée de 10 ans; par la suite, un nouvel accord pourrait être conclu dans des termes et des conditions semblables. Dans son rapport (A/C.5/1325, par. 7 et 8), le Secrétaire général examine certains aspects techniques des arrangements envisagés avec le Gouvernement thaïlandais pour l'utilisation du terrain et la construction sur ledit terrain d'un bâtiment de l'ONU; le Comité consultatif note qu'au paragraphe 9 le Secrétaire général se déclare convaincu que l'on parviendra sur ces points à un accord qui satisfera les deux parties.

6. Le Secrétaire général décrit ensuite le projet de construction établi d'après l'étude architecturale et technique effectuée en 1970. Le projet comprend un ensemble de trois bâtiments :

a) Un bâtiment de locaux à usage de bureaux, de 14 étages, qui comprendrait des locaux pour la reproduction, l'impression et l'entreposage des documents et des locaux pour les activités relatives au service des conférences;

b) Un bâtiment des conférences, relié par une passerelle au bâtiment à usage de bureaux, et comprenant une salle de conférence de dimensions moyennes, un salon des délégués et des installations pour le service des conférences;

c) Un bâtiment de services, de sept étages, comprenant, outre des locaux à usage de bureaux, une bibliothèque, une salle des machines et un centre de traitement des données, un restaurant, une cafeteria, des locaux pour les activités récréatives du personnel, le service médical et un parc de stationnement pour 200 véhicules environ.

7. La superficie brute des bâtiments serait de 45 326 mètres carrés (487 708 pieds carrés) et la superficie utile nette serait de 35 488 mètres carrés (381 851 pieds carrés). Les plans, élévations et coupes du projet figurent dans l'additif au rapport du Secrétaire général. Les trois bâtiments seront climatisés centralement.

8. Le Comité consultatif note, d'après le paragraphe 13 du rapport du Secrétaire général et l'annexe I à ce rapport, que les bâtiments seront assez grands pour répondre aux besoins de l'ONU et des organismes intéressés jusqu'en 1983, si l'on prend pour hypothèse un taux annuel moyen d'accroissement de 5 p. 100 (non composé) pour le personnel de la Commission et un taux quelque peu inférieur pour les autres utilisateurs. Les bâtiments utilisés actuellement par la CEAEO resteront à sa disposition et il ne sera plus nécessaire de louer des bureaux à Bangkok.

9. Le coût du projet est estimé à 7 600 000 dollars, répartis comme suit :

	<u>Dollars</u>
Travaux de terrassement et fondations	545 000
Construction des bâtiments	5 575 000
Matériel et mobilier pour les salles de conférence	255 000
Démolition	75 000
Aménagement du site et travaux de jardinage	150 000
Services d'ingénieurs-conseils	50 000
Dépenses d'administration	260 000
Imprévus	690 000
TOTAL	<u>7 600 000</u>

10. Le Secrétaire général indique que le devis ci-dessus a été établi par l'architecte du Gouvernement thaïlandais en consultation avec un bureau d'études et compte tenu des prix et tarifs actuels à Bangkok et de ceux que l'on peut prévoir si les travaux commencent, comme il est proposé, dans le courant du second semestre de 1971. Ce devis a été examiné par des ingénieurs de l'ONU qui l'ont jugé "raisonnable, étant donné le projet envisagé" (A/C.5/1325, par. 16).

11. Comme il l'indique au paragraphe 17 de son rapport, le Secrétaire général estime qu'après l'établissement des épures et des plans, l'appel d'offres et l'examen des soumissions, les travaux de terrassement pourront commencer en

octobre 1971 et que les nouveaux bâtiments pourraient être occupés en décembre 1973. Dans ces conditions, le Secrétaire général prévoit l'échelonnement ci-après des dépenses pour 1971, 1972 et 1973 :

	<u>Dollars</u>
1971	1 140 000
1972	2 860 000
1973	3 600 000
TOTAL	<u>7 600 000</u>

12. Le Comité consultatif a noté que le Secrétaire général comptait (par. 20 de son rapport) que les arrangements de location avec les organismes qui ont demandé des locaux à leur usage dans les nouveaux bâtiments pourraient être négociés de façon à prévoir, outre une participation aux frais annuels d'entretien, un élément représentant une participation rétroactive aux frais de construction.

13. Du fait de l'assistance offerte par le Gouvernement thaïlandais pour l'établissement de l'avant-projet et du devis estimatif, le Secrétaire général compte qu'à la fin de l'exercice 1970 il restera un solde important sur le crédit de 50 000 dollars ouvert à cette fin par l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session. Ce solde sera annulé.

14. Sur la base de ses propositions, le Secrétaire général recommande à l'Assemblée générale : a) d'**approuver**, en principe, le projet de construction dont le coût estimatif est de 7 600 000 dollars; b) d'accepter l'offre du Gouvernement thaïlandais d'un terrain pour la construction des bâtiments, sous réserve d'un accord sur les questions mentionnées aux paragraphes 7 et 8 de son rapport; et c) d'ouvrir un crédit de 1,2 million de dollars pour couvrir les dépenses de 1971, les fonds devant être déposés dans un compte "Travaux de construction", dont le solde sera reporté chaque année jusqu'à l'achèvement du projet. Le Secrétaire général suggère que le reste du coût du projet soit couvert par l'ouverture chaque année d'un crédit de 3,2 millions de dollars au budget des exercices 1972 et 1973.

III. LOCAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES A ADDIS-ABEBA

15. Le Secrétaire général indique que tous les organismes des Nations Unies qui ont des bureaux à Addis-Abéba ont fait savoir qu'ils seraient désireux d'avoir des locaux dans un bâtiment commun, sous réserve d'un accord sur les arrangements financiers 82/.

16. En ce qui concerne les arrangements juridiques, le Secrétaire général indique qu'il a conclu un accord avec le Gouvernement éthiopien pour que la Commission

82/ L'Organisation mondiale de la santé s'est déclarée favorable à l'installation dans le bâtiment commun de son bureau de liaison avec la CEA mais non du bureau de son représentant en Ethiopie.

économique pour l'Afrique continue à utiliser six étages de la Maison de l'Afrique et à utiliser en commun avec le gouvernement, à titre gracieux, les installations de conférence. **En outre, le** gouvernement a offert de transférer à l'Organisation des Nations Unies la propriété de la Maison de l'Afrique, du terrain sur lequel elle est bâtie et d'un terrain supplémentaire contigu, à condition que l'Organisation accepte de bâtir sur ce terrain. Le Secrétaire général a bon espoir que, si l'Assemblée générale accepte ses propositions, les formalités juridiques pourront être accomplies rapidement.

17. Comme dans le cas de Bangkok, le projet de construction à Addis-Abéba comprend trois bâtiments :

a) Un bâtiment de locaux à usage de bureaux, de 10 étages, situé directement derrière la Maison de l'Afrique et équipé d'un système central de climatisation;

b) Un bâtiment de trois étages pour la bibliothèque, avec un système de climatisation distinct;

c) Un bâtiment de deux étages pour la cafeteria, où il y aurait également des classes pour les cours de langues, des bureaux pour les professeurs et des locaux pour les activités récréatives du personnel.

18. Les trois bâtiments et la Maison de l'Afrique seront reliés entre eux. La superficie brute des nouveaux bâtiments sera de 25 595 mètres carrés (275 403 pieds carrés) et la superficie utile nette sera de 15 536 mètres carrés (167 167 pieds carrés). On trouvera dans l'additif au rapport du Secrétaire général (A/C.5/1328/Add.1) une photographie, ainsi que les plans, élévations et coupes des bâtiments.

19. Le projet de construction ci-dessus, comme celui de Bangkok, est conçu pour répondre aux besoins de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations intéressées jusqu'en 1983. Le projet est fondé sur un taux annuel d'accroissement estimatif (non composé) de 5 p. 100 du personnel de la Commission, un taux d'accroissement annuel beaucoup plus faible du personnel du PNUD à Addis-Abéba et un accroissement nul pour les autres utilisateurs (d'après leurs propres estimations), comme il est indiqué au paragraphe 9 et à l'annexe I du rapport du Secrétaire général (A/C.5/1328). La CEA continuera à pouvoir utiliser la Maison de l'Afrique, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 16. Au sujet de l'absence d'installations de conférence, **dans les nouveaux bâtiments proposés,** le Secrétaire général fait observer que, si les installations de conférence de la Maison de l'Afrique ne répondent pas entièrement aux besoins à long terme de la Commission, il considère néanmoins que leur amélioration est moins urgente que d'autres besoins existant à Addis-Abéba.

20. Le coût du projet est estimé à 6 200 000 dollars, qui se répartissent comme suit :

	<u>Dollars</u>
Travaux de terrassement et fondations	540 000
Construction des bâtiments	3 900 000
Matériel et mobilier	175 000
Amélioration du site et travaux de jardinage	210 000
Honoraires des architectes et ingénieurs	535 000
Services d'ingénieurs-conseils	25 000
Dépenses d'administration	250 000
Imprévus	565 000
TOTAL	<u><u>6 200 000</u></u>

21. Le Comité consultatif a appris que les prévisions de dépenses ci-dessus, comme celles qui concernent le projet de Bangkok, ont été établies sur la base des prix et tarifs courants sur les lieux et de ceux que l'on peut escompter si les travaux commencent pendant le deuxième semestre de 1971, comme le propose le Secrétaire général.

22. Le calendrier des travaux de construction que le Secrétaire général présente au paragraphe 13 de son rapport et qui est semblable à celui qu'il a établi pour le projet de Bangkok prévoit que les travaux de terrassement commenceront en octobre 1971 et que les bâtiments pourront être occupés en décembre 1973. Si ce calendrier est suivi, le Secrétaire général prévoit l'échelonnement ci-après des dépenses pour 1971, 1972, 1973 et 1974 :

	<u>Dollars</u>
1971	945 000
1972	2 285 000
1973	2 600 000
1974	370 000 ^{a/}
TOTAL	<u><u>6 200 000</u></u>

a/ Suivant l'usage local, les paiements finals ne sont effectués qu'après occupation des lieux.

23. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général a l'intention (par. 16 de son rapport) de négocier avec les organismes qui occuperont des locaux dans les nouveaux bâtiments des arrangements en matière de location prévoyant, outre la participation aux frais d'entretien annuels, un élément représentant une participation rétroactive aux frais de construction du bâtiment.
24. Au cours de l'année 1970, le Gouvernement éthiopien, comme le Gouvernement thaïlandais, a aidé à faire établir l'avant-projet et le devis estimatif pour les nouveaux locaux, de sorte que le Secrétaire général compte qu'une partie importante du crédit de 50 000 dollars ouvert à cette fin par l'Assemblée générale demeurera inutilisée en fin d'exercice. Ce solde sera annulé.
25. Les recommandations du Secrétaire général sont semblables à celles qu'il fait pour le projet de Bangkok (voir par. 14 ci-dessus) : **il recommande que** l'Assemblée approuve, en principe, le projet de construction d'Addis-Abéba, dont le coût estimatif est de 6 200 000 dollars, que l'Assemblée accepte, sous réserve de la négociation de clauses et de conditions mutuellement acceptables, l'offre du Gouvernement éthiopien de transférer à l'ONU la propriété de la Maison de l'Afrique, du terrain sur lequel elle est bâtie et d'un terrain contigu et, enfin, que l'Assemblée ouvre un crédit de 1 000 000 de dollars pour couvrir les dépenses de 1971. Comme dans le cas du projet de Bangkok, il est proposé que les fonds affectés au projet soient déposés dans un compte "Travaux de construction" dont le solde sera reporté chaque année sur l'année suivante.
26. Le Secrétaire général suggère que le reste du coût du projet soit couvert par l'ouverture chaque année d'un crédit de 2,6 millions de dollars au budget des exercices 1972 et 1973.

IV. OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE CONSULTATIF

27. Dans son rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session ^{83/} **sur les** besoins en locaux à Bangkok et à Addis-Abéba, le Comité consultatif a accepté la conclusion du Secrétaire général comme quoi les locaux actuels de la CEAO et de la CEA ne suffisaient pas à leurs besoins. En outre, le Comité a exprimé la conviction que l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation pourrait envisager d'assumer certaines responsabilités pour remédier à cette situation. **Le Comité** consultatif a recommandé de faire établir des plans préliminaires pour l'agrandissement des locaux aux deux sites susmentionnés, mesure que l'Assemblée générale a approuvée par sa résolution 2616 (XXIV). Aussi, dans le cas présent, le Comité consultatif s'est-il borné essentiellement à rechercher si les propositions du Secrétaire général relatives à la construction de nouveaux bâtiments fourniraient une solution rationnelle et économique à l'encombrement des locaux à Bangkok et Addis-Abéba.

28. Le Comité est heureux de constater que la situation dans les deux villes s'est un peu éclaircie au cours de 1970. La plupart des incertitudes d'ordre juridique que le Comité avait mentionnées l'an dernier ont été élucidées et les gouvernements

83/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/7806.

Les pays hôtes ont fait des offres d'assistance qui ont donné au Secrétaire général une base ferme pour élaborer ses propositions. L'Assemblée générale voudra sans doute exprimer sa gratitude aux deux gouvernements pour leur coopération généreuse.

29. De plus, le Comité est encouragé par la réaction généralement favorable des organismes à la proposition du Secrétaire général de prévoir des locaux pour répondre à leurs besoins dans les nouveaux bâtiments de l'ONU à Bangkok et à Addis-Abéba. Le Comité est convaincu que les dépenses d'équipement supplémentaires qu'implique le regroupement des bureaux de l'ONU et des autres organismes dans des locaux communs peuvent être justifiées par le renforcement du prestige de l'Organisation et l'amélioration de la coordination à l'échelon local qui en résulteront vraisemblablement; en outre, le projet peut fort bien se traduire par des dépenses globales plus faibles en matière de locaux.

30. De l'avis du Secrétaire général, ses propositions relatives à la construction de nouveaux bâtiments sont bien conçues et répondront aux besoins immédiats et à long terme de la CEAEO, de la CEA et des organismes intéressés. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général a pris les dispositions nécessaires pour tenir compte de l'expansion escomptée du personnel tant à Bangkok qu'à Addis-Abéba jusqu'en 1983, soit 10 ans après la date à laquelle les nouveaux bâtiments devraient être terminés. Les estimations quant à la superficie nécessaire dans ces deux lieux d'affectation sont considérablement plus élevées que les chiffres indicatifs fournis par le Secrétaire général dans son rapport de l'an dernier, lesquels ne tenaient compte des besoins que jusqu'en 1979 84/. **Sur la base de l'expérience** acquise, le Comité consultatif est convaincu que, lorsqu'on fait des plans pour de nouveaux locaux du type envisagé, il est prudent de faire des prévisions qui aillent bien au-delà de l'avenir immédiat.

31. Le Comité consultatif a posé des questions au sujet de l'inclusion dans le projet d'Addis-Abéba de l'installation d'un système central de climatisation (c'est-à-dire d'un système qui assure la ventilation et, si besoin est, rafraîchit l'air) dont le coût est estimé à 540 000 dollars. Il a été informé que, bien qu'un seul bâtiment actuel soit équipé de la sorte à Addis-Abéba, le Secrétaire général recommande l'installation d'un tel système dans le nouveau bâtiment proposé parce que, si l'on devait compter uniquement sur la ventilation naturelle (comme c'est le cas dans la Maison de l'Afrique), il faudrait aménager des bureaux plus grands et, par conséquent, construire un bâtiment plus grand et résoudre les problèmes que poserait l'élimination des bruits, ce qui ne sera pas le cas avec le projet qu'il a proposé. En outre, le Secrétaire général a tenu compte du fait que la climatisation est de plus en plus utilisée et qu'elle contribue à empêcher la détérioration de certains matériels entreposés (livres de bibliothèque et archives, par exemple). Le système envisagé dans le projet d'Addis-Abéba combinerait trois fonctions principales : circulation de l'air, déshumidification et refroidissement de l'air. Le matériel de refroidissement d'air coûtera de 75 000 à 100 000 dollars, ce qui représente 14 à 19 p. 100 du coût total du système. Sans être entièrement convaincu que la climatisation soit nécessaire pour les bureaux et installations de conférence **dans un climat** comme celui d'Addis-Abéba, le Comité consultatif donne son assentiment à la proposition du Secrétaire général, en tenant compte des

84/ Ibid., documents A/C.5/1264 et A/C.5/1265.

avantages mentionnés ci-dessus. En même temps, le Comité estime que la climatisation ne doit en aucune façon être considérée comme un besoin auquel il faille faire face automatiquement dans tous les bâtiments des Nations Unies mais qu'il faut étudier chaque cas séparément, compte tenu du climat et du site dont il s'agit.

3. Une question connexe est celle du chauffage, dont le Comité consultatif croit comprendre qu'il est nécessaire à Addis-Abéba pendant de courtes périodes de l'année. Le Comité a appris que les plans présentés par le Secrétaire général ne prévoient pas de chauffage central mais que, si l'on se rend compte à l'usage qu'il serait souhaitable d'avoir du chauffage dans les nouveaux bâtiments, des éléments de chauffage pourraient être installés dans le système de ventilation pour une somme de 20 000 à 30 000 dollars.

3. Le Comité consultatif a pris note des hypothèses en fonction desquelles ont été calculées les prévisions de dépenses relatives aux projets de Bangkok et d'Addis-Abéba et qui sont exposées dans les paragraphes 10 et 21 ci-dessus. Ayant présent à l'esprit ce qui s'est passé récemment avec d'autres projets de construction de l'Organisation des Nations Unies, notamment à Santiago et à Genève, le Comité compte que ces hypothèses se vérifieront dans les faits et que, si l'Assemblée générale décide de faire entreprendre les nouveaux projets, les dépenses ne dépasseront pas les prévisions actuelles, qui comprennent une provision pour imprévus de 10 p. 100 environ, pour couvrir les augmentations éventuelles des prix. Comme le Comité l'a fait observer dans son rapport à l'Assemblée sur le programme des gros travaux d'entretien et d'amélioration du **Palais** des Nations et sur le programme d'agrandissement du **Palais**, les augmentations de prix peuvent souvent être évitées ou leur effet minimisé si on ne laisse pas les projets traîner plus longtemps que ne le prévoit le calendrier initial des travaux de construction (A/8008/Add.8). A cet égard, le Comité souligne combien il est important de négocier des marchés qui protègent l'Organisation des conséquences de circonstances indépendantes de sa volonté et de veiller avec fermeté à l'exécution desdits marchés.

4. Le Secrétaire général propose dans **ses rapports que la responsabilité principale** de la supervision des projets soit confiée aux Secrétaires exécutifs de la CEAO et de la CEA; toutefois, le Bureau des **services** généraux de l'ONU, à New York, donnera les avis techniques, fera des inspections périodiques et reverra toutes les décisions majeures concernant les travaux de construction avant qu'elles soient adoptées (A/C.5/1325, par. 19, et A/C.5/1328, par. 15). De l'avis du Comité consultatif, un contrôle central de ce genre est essentiel pour toute entreprise de ce type. En particulier, pour toutes décisions qui pourraient entraîner des dépenses supplémentaires, il faudrait dans tous les cas en référer à l'ONU, à New York, et, sauf dans des cas de force majeure, à l'Assemblée générale ou, si ce n'était pas possible pour des raisons de dates, au Comité consultatif.

35. Le Comité consultatif considère que le calendrier proposé pour les travaux de construction, qui prévoit qu'ils seront terminés en décembre 1973, est optimiste. Il n'est pas toutefois absolument impossible de le respecter et, en conséquence, le Comité invite instamment le Secrétaire général, si l'Assemblée générale l'autorise à procéder conformément aux propositions qu'il a faites, à pousser vigoureusement les projets afin d'éviter les dépenses supplémentaires qui paraissent inévitables lorsque des travaux de ce type sont retardés. En ce qui concerne les

es à faire en 1971, le Comité est convaincu qu'il serait plus réaliste de r au budget un crédit de 1 100 000 dollars, au lieu de 1 200 000 dollars que ande le Secrétaire général, pour le projet de Bangkok et un crédit de 0 dollars, au lieu de 1 000 000 de dollars, pour le projet d'Addis-Abéba; si avaux avancent si bien au cours du second semestre de 1971 que ces montants ent insuffisants, le Secrétaire général pourrait s'adresser à l'Assemblée le pour demander un crédit additionnel. Si l'Assemblée approuve les ures de crédits susmentionnées, il restera (d'après les estimations les) des crédits de 6 500 000 dollars à ouvrir pour les exercices à venir e cas du projet de Bangkok et des crédits de 5 300 000 dollars à ouvrir pour jet d'Addis-Abéba.

ompte tenu de toutes les observations qui précèdent, le Comité consultatif ande que l'Assemblée générale approuve **en principe les projets de** uction à Bangkok et à Addis-Abéba que le Secrétaire général a proposés. Il ande en outre que l'Assemblée accepte les offres du Gouvernement thaïlandais Gouvernement éthiopien [A/C.5/1325, par. 21 b), et A/C.5/1328, par. 17 b)] plus haut par. 14 et 25). Si elle décide d'agir ainsi, l'Assemblée voudra doute ouvrir pour 1971 un crédit de 1 100 000 dollars pour le projet de k et un crédit de 500 000 dollars pour le projet d'Addis-Abéba à des les distincts du chapitre 7 du budget. En outre, le Comité prie instamment crétaire général de s'employer à régler rapidement toutes les questions iques en suspens et à conclure des arrangements fermes avec les organismes ecevraient des locaux dans les nouveaux bâtiments quant aux loyers qu'ils tteraient.

Quatorzième rapport

Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili

[Original : anglais]

11 décembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'immeuble des Nations Unies à Santiago (A/C.5/1349). Ce rapport traite du programme de transformation et d'aménagement des locaux existants, de la construction envisagée d'un immeuble de bureaux supplémentaire, et de la possibilité de construire un bâtiment commun.

Programme de transformation et d'aménagement des locaux existants

2. Le secrétaire général annonce que la majeure partie des travaux prévus au calendrier des travaux à effectuer en 1970, présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session, sera achevée à la fin de l'année. Toutefois, les travaux relatifs à un certain nombre de points du programme déborderont sur 1971. Le Secrétaire général prévoit que, sauf circonstances imprévues, le programme sera entièrement achevé au cours du premier semestre de 1971.

3. Pour des raisons qu'il expose aux paragraphes 4 et 5 de son rapport, le Secrétaire général a pu faire des économies substantielles sur l'exécution du programme. Il propose en conséquence de restituer dès maintenant 250 000 dollars sur le crédit ouvert en 1970, qui serait ainsi ramené de 669 500 dollars à 419 500 dollars. Dans ces conditions, le montant total des fonds mis à sa disposition en 1969 et 1970 serait ramené à une somme de 1 078 500 dollars, sur laquelle 710 500 dollars avaient été dépensés au 31 octobre 1970. Le Secrétaire général demande l'autorisation de reporter sur l'exercice 1971 tous les crédits qui n'auraient pas été utilisés à la fin de 1970, afin de faire face aux dépenses qui resteront à effectuer en 1971.

4. Le Comité consultatif félicite le Secrétaire général pour les économies qu'il a réalisées et appuie sa demande tendant à créditer le compte de l'immeuble de Santiago pour 1971 du solde inutilisé du crédit ouvert en 1970.

Construction envisagée d'un immeuble de bureaux supplémentaire

5. A sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale avait autorisé le Secrétaire général à faire procéder à l'établissement de plans pour un immeuble d'une surface brute de 4 000 mètres carrés (43 000 pieds carrés) de planchers. Toutefois, comme on a calculé qu'un immeuble de cette taille serait entièrement occupé dès son achèvement en 1973, les architectes ont été chargés également de concevoir un immeuble de bureaux qui, avec le bâtiment existant, permettrait de faire face à l'expansion probable de la Commission économique pour l'Amérique latine et de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale pendant la période de dix ans allant de 1973 à 1983.

6. Les architectes ont présenté deux projets, dont l'un prévoit un immeuble comportant une tour de dix étages, d'un coût estimatif de 3 932 400 dollars, et l'autre un immeuble comportant une tour de sept étages, d'un coût estimatif de 3 124 700 dollars. Ces deux bâtiments comprendraient des locaux pour la bibliothèque et la cafeteria du personnel, et selon les deux projets, le bâtiment annexe abriterait le Centre de documentation et de recherche dont la construction doit être financée à l'aide d'une somme de 500 000 dollars fournie à cette fin par le Gouvernement néerlandais.

7. Le Secrétaire général, à la suite d'un examen préliminaire des plans, d'un examen de l'ensemble du projet et de conversations avec des fonctionnaires et des conseillers techniques de la CEPAL, indique que, pour les raisons exposées aux paragraphes 17 à 19 de son rapport, il n'est pas en mesure de recommander la construction du bâtiment annexe selon les plans proposés par les architectes. Le Comité consultatif a été également informé que le projet des architectes comprenait certains éléments architecturaux coûteux. Le Comité croit comprendre que le Secrétaire général préférerait un immeuble qui offrirait les locaux à usage de bureaux requis, mais serait plus simple et plus fonctionnel que celui proposé par les architectes. Le Secrétaire général estime en outre que le Centre de documentation et de recherche devrait être installé le plus vite possible dans un bâtiment spécial, et qu'il n'y aurait guère avantage à déplacer la bibliothèque et la cafeteria.

8. Compte tenu des observations qui précèdent, le Secrétaire général propose deux solutions possibles :

a) Il pourrait être autorisé à faire établir pour le projet des plans préliminaires et des devis révisés. Les frais d'établissement des plans révisés pourraient être couverts à l'aide du solde inutilisé (27 000 dollars environ) du crédit de 41 000 dollars ouvert à l'origine au titre de l'établissement des plans. Si le devis relatif au projet remanié s'avère inférieur au devis de 3 932 400 dollars établi pour le projet actuel, le Secrétaire général suggère qu'on l'autorise à consacrer une somme supplémentaire de 200 000 dollars à l'établissement de devis estimatifs et de plans d'exécution pour le bâtiment prévu par le projet révisé. Il serait ainsi en mesure de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, des plans et des devis détaillés. Si cette solution était retenue, les travaux pourraient commencer au début de 1972.

b) Sinon, le Secrétaire général pourrait être autorisé seulement à faire établir des plans préliminaires et des devis, qu'il soumettrait à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session. Dans ce cas, les travaux ne pourraient pas commencer avant l'automne 1972, étant donné qu'il faudrait au préalable établir les plans d'exécution.

9. Le Comité consultatif estime que, dans le cas de projets de construction de cette importance, il vaut mieux procéder prudemment, et qu'il serait souhaitable que l'Assemblée générale ait la possibilité d'étudier attentivement les plans préliminaires révisés et d'approuver le projet avant que l'on établisse les plans d'exécution. Compte tenu de ces considérations, le Comité recommande à l'Assemblée générale de se prononcer en faveur de la solution présentée ci-dessus à l'alinéa b) du paragraphe 8, qui ne nécessiterait l'ouverture d'aucun crédit supplémentaire pour 1971.

Possibilité de construire un bâtiment commun

10. A sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de constituer à Santiago, de concert avec les autres organisations intéressées, un comité chargé d'étudier les avantages et les inconvénients de la construction, à une date ultérieure, d'un bâtiment commun distinct, ainsi que les modalités de son financement 85/. Le Secrétaire général indique que le comité a été constitué et que ses membres se sont réunis pour échanger leurs vues sur la possibilité de construire à Santiago un bâtiment commun. Il manifeste en outre son intention d'insister pour que l'on étudie plus avant la question d'un bâtiment commun.

85/ Ibid., document A/7916, par. 112, alinéa d).

Quinzième rapport

Demandes de crédits révisées pour les chapitres premier, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 18 et 19 des dépenses et montants estimatifs révisés pour les chapitres premier, 3 et 4 des recettes

[Original : anglais]

14 décembre 1970

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport dans lequel le Secrétaire général présente ses prévisions révisées pour 1971 pour les chapitres premier, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 18 et 19 des dépenses et les chapitres premier, 3 et 4 des recettes (A/C.5/1358).
2. L'objet de ces demandes de crédits révisées est de regrouper un certain nombre de crédits supplémentaires dont la nécessité est apparue depuis la présentation de trois rapports précédents du Secrétaire général sur les prévisions pour 1971, à savoir : le projet de budget pour ledit exercice 86/, les demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social (A/C.5/1302 et Add.1) et les nouveaux montants présentés le 30 octobre pour un certain nombre de chapitres du budget (A/C.5/1322 et Corr.1). La Cinquième Commission a tenu compte de ces rapports antérieurs, et des rapports correspondants du Comité consultatif 87/ lorsqu'elle a examiné le projet de budget pour 1971 en première lecture.
3. Comme le Secrétaire général le fait observer au paragraphe 2 de son rapport (A/C.5/1358), les demandes de crédits révisées qu'il présente maintenant auraient pour effet de porter le montant brut des dépenses pour 1971, de 181 627 600 dollars, montant approuvé en première lecture, à 190 017 700 dollars, soit une augmentation de 8 390 100 dollars. D'autre part, les prévisions de recettes seraient portées

86/ Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 6 et rectificatifs.

87/ Ibid., Supplément No 8, et documents A/8008/Add.1, 4 et 10.

de 29 384 900 dollars, montant approuvé en première lecture, à 31 609 300 dollars, soit une augmentation de 2 224 400 dollars. Ainsi, ces montants révisés auraient pour effet d'augmenter les contributions à mettre en recouvrement auprès des Etats Membres au titre du budget de l'exercice 1971 de 6 165 700 dollars.

4. Le Comité consultatif appelle l'attention sur le fait que les demandes de crédits révisées présentées par le Secrétaire général (A/C.5/1358) ne représentent pas la totalité des montants estimatifs nécessaires pour 1971. Elles ne tiennent pas compte des augmentations résultant des résolutions qui ont été ou seront adoptées par l'Assemblée générale à sa présente session sur la recommandation de ses **grandes commissions**. En revanche, elles tiennent compte de la décision qu'a prise la Cinquième Commission à sa 1403ème séance le 1er décembre de recommander que les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur soient relevés de 8 p. 100 après incorporation du montant correspondant à **deux classes de l'indemnité de poste, à compter du 1er juillet 1971.**

5. En ce qui concerne le montant total éventuel des crédits à prévoir pour 1971, compte tenu de tous les chefs de dépenses actuellement prévisibles, le Comité consultatif appelle l'attention de la Commission sur la note que le Secrétaire général a présentée, pour information, sous la cote A/C.5/L.1047/Rev.1.

6. Le principal élément des prévisions révisées (A/C.5/1358) est la décision prise par la Cinquième Commission, à sa 1403ème séance, de recommander un relèvement des traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur à compter du **1er juillet 1971; cette décision entraîne une augmentation** de 4 569 300 dollars des dépenses prévues à neuf chapitres de dépenses, laquelle est en partie compensée par un accroissement net de 1 686 200 dollars des recettes prévues à deux chapitres des recettes. Quatre autres facteurs importants peuvent également être énumérés :

- a) Une proposition du Secrétaire général de relever les traitements du personnel du Service mobile, en raison de la proposition de relèvement des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur;
- b) Les relèvements des traitements des agents des services généraux, des travailleurs manuels et des agents locaux, en même temps que le réaménagement des classes et des barèmes de traitements de la catégorie des services généraux, au Siège;
- c) Les crédits supplémentaires à ouvrir pour faire face à la nécessité, qui ressort des estimations actuelles, de prévoir plus tôt qu'il n'était envisagé deux reclassements de New York aux fins de l'indemnité de poste versée aux administrateurs;
- d) L'inclusion d'un crédit à ouvrir pour les nouveaux travaux de construction et les gros travaux de transformation des locaux, à New York.

7. Le tableau ci-après indique, par chapitre, les ajustements proposés par le Secrétaire général.

Chapitres

Chapitres des dépenses

Augmentation
(diminution)

Dollars

1er	Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	(36 900)
2.	Réunions et conférences spéciales	106 300
3.	Traitements et salaires	4 123 800
4.	Dépenses communes de personnel	726 000
5.	Frais de voyage du personnel	-
6.	Versements prévus aux paragraphes 2 et 5 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	-
7.	Bâtiments et amélioration des locaux	2 000 000
8.	Matériel et installations	20 000
9.	Entretien, utilisation et location des locaux	74 000
10.	Frais généraux	-
11.	Imprimerie	42 500
12.	Dépenses spéciales	32 300
13.	Développement économique, développement social, administration publique; services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme; contrôle des stupéfiants	-
14.	Développement industriel	-
15.	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	310 500
16.	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	414 500
17.	Missions spéciales	395 800
18.	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	154 000
19.	Cour internationale de Justice	27 300
TOTAL		<u>8 390 100</u>

Chapitre des recettes

1er	Recettes provenant des contributions du personnel	1 933 000
3.	Recettes générales	330 400
4.	Activités productrices de recettes	(39 000)
TOTAL		<u>2 224 400</u>

8. On trouvera ci-après les observations du Comité consultatif concernant les différents chapitres.

Chapitre premier. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires

9. La diminution de 36 900 dollars que le Secrétaire général prévoit à ce chapitre tient au fait que le Comité des commissaires aux comptes, prenant en considération les observations du Comité consultatif touchant l'augmentation du coût des services de vérification extérieure des comptes 88/, a décidé de réduire le volume de ses travaux de vérification en renonçant, à compter du 1er janvier 1971, aux vérifications relatives à la gestion ou au fonctionnement. Le Comité continuera cependant, lorsqu'il y aura lieu, de présenter dans ses rapports ordinaires de vérification des observations sur les aspects de gestion.

Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales

10. L'augmentation nette de 106 300 dollars que le Secrétaire général prévoit à ce chapitre découle des éléments suivants :

- a) Dépenses supplémentaires d'un montant total de 56 200 dollars à inscrire à quatre articles comme suite à la décision prise par la Cinquième Commission de recommander que les traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur soient relevés à compter du 1er juillet 1971;
- b) Diminution de 47 000 dollars par rapport au chiffre du crédit qui était initialement demandé pour la quatorzième session de la Commission économique pour l'Amérique latine du fait qu'il a été décidé de tenir cette session à Santiago plutôt qu'à Guatemala City;
- c) Dépense supplémentaire de 97 100 dollars pour la Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole sur les substances psychotropes. Sur ce chiffre, un montant de 16 700 dollars doit permettre d'assurer des services de conférence en chinois, ainsi qu'il a été demandé au Secrétaire général. Les 80 400 dollars restants représentent le montant des dépenses supplémentaires résultant du fait que la Conférence se tiendra, non pas à Genève, mais à Vienne, où le Gouvernement autrichien a offert de l'accueillir. Comme ces dépenses doivent être remboursées par le gouvernement du pays hôte, le Secrétaire général a inscrit au chapitre 3 des recettes un montant supplémentaire de 80 400 dollars (voir par. 29 ci-dessous).

Chapitre 3. Traitements et salaires

11. Sur l'augmentation totale de 4 123 800 dollars prévue à ce chapitre, un montant de 3 009 300 dollars correspond à la dépense supplémentaire qu'entraînera la décision prise par la Cinquième Commission, ainsi qu'il est indiqué précédemment,

88/ Ibid., Supplément No 8, par. 117.

de recommander de relever de 8 p. 100, à compter du 1er juillet 1971, les traitements bruts des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, après incorporation au traitement d'un montant correspondant à deux classes de l'indemnité de poste.

12. Par ailleurs, le Secrétaire général juge avoir besoin d'un crédit supplémentaire de 435 200 dollars pour faire face aux nouvelles dépenses qui résulteront probablement du reclassement, par suite de l'augmentation du coût de la vie, de New York, de Genève et des **sites des commissions économiques régionales aux fins de l'indemnité de poste versée aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur.** En ce qui concerne New York, le Secrétaire général note que le passage à la classe 9 aux fins de l'indemnité de poste, qui selon les prévisions initiales devait avoir lieu le 1er mars 1971, a pris effet le 1er décembre 1970; anticipant une nouvelle augmentation de l'indice du coût de la vie, le Secrétaire général prévoit que le passage à la classe 10 prendra effet vers le milieu de l'année 1971 et non au 1er novembre 1971, comme il le prévoyait initialement. Ces ajustements nécessiteraient l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 482 300 dollars. D'autre part, le Secrétaire général compte que des économies d'un montant total de 47 100 dollars seront possibles du fait d'une augmentation plus lente que prévue de l'indice du coût de la vie à Genève et aux sites des commissions économiques régionales.

13. Le Comité consultatif souscrit à l'estimation faite par le Secrétaire général des dépenses qu'entraîneront les modifications dans le classement des lieux d'affectation aux fins de l'indemnité de poste, mais il veut faire observer que cette estimation se fonde sur des projections qui pourraient être justifiées ou ne pas être justifiées par l'évolution effective du coût de la vie au cours de l'année à venir. Dans le cas où l'augmentation du coût de la vie à New York serait inférieure aux prévisions, le Comité consultatif compte qu'à la fin de l'exercice 1971 la fraction du crédit ouvert au titre des reclassements des lieux d'affectation aux fins de l'indemnité de poste qui n'aura **pas en fait** été nécessaire sera annulée.

14. Sur le crédit supplémentaire demandé au chapitre 3, un montant de 679 300 dollars est destiné à couvrir le coût de la révision du barème des traitements des agents des services généraux, des travailleurs manuels et des agents locaux. En ce qui concerne l'Office des Nations Unies à Genève et les commissions économiques régionales, le Secrétaire général a réduit de 104 000 dollars le chiffre du crédit qu'il demandait initialement étant donné qu'il prévoit que le relèvement du barème des traitements des agents des services généraux et des travailleurs manuels prendra effet plus tard que prévu. En ce qui concerne le Siège, en revanche, le Secrétaire général prévoit des dépenses supplémentaires d'un montant total de 783 300 dollars. Ce chiffre comprend un montant de 96 300 dollars qui correspond à une augmentation attribuable au fait que les dépenses résultant d'un relèvement des traitements des travailleurs manuels accordé le 1er juin 1970 ont été plus élevées que prévu et qu'un nouveau relèvement doit être accordé le 1er juin 1971. Les 687 000 dollars restants représentent le coût du relèvement des traitements des agents des services généraux (y compris les agents du **service** de sécurité) au Siège : le crédit initialement demandé était destiné à couvrir le coût d'un relèvement qui était censé prendre effet à compter du 1er janvier 1971; or, les traitements des

Fonctionnaires de cette catégorie ont été relevés le 1er octobre 1970, et le Secrétaire général prévoit qu'un nouveau relèvement sera accordé au milieu de l'exercice 1971, à l'occasion d'un réaménagement des classes et des barèmes des traitements de la catégorie des services généraux.

15. Selon les principes qui régissent la fixation des traitements des agents des services généraux dans le cadre des organismes des Nations Unies, les traitements des fonctionnaires de cette catégorie doivent être fixés en fonction des taux de rémunération les plus favorables en vigueur dans le lieu considéré. Le Secrétaire général est habilité à ajuster les traitements des fonctionnaires de cette catégorie d'après ces principes et dans les limites des crédits ouverts par l'Assemblée générale. Le réaménagement de la catégorie des services généraux est en revanche un projet d'une portée plus vaste. Dans son rapport sur les demandes de crédits révisées, le Secrétaire général ne donne à ce sujet que des indications de caractère général, mais le Comité consultatif a été informé que, **sur le chiffre** des dépenses supplémentaires prévues au chapitre 3, le réaménagement envisagé doit - selon une estimation provisoire - absorber environ 100 000 dollars. Le Comité considère qu'avant de recommander l'inscription au budget d'un crédit pour le réaménagement de la catégorie des services généraux **il lui faut connaître les** éléments de cette proposition. Celle-ci pourrait, du reste, intéresser le **comité** spécial ad hoc qui doit être créé pour faire l'étude du régime commun en matière de traitements, indemnités et autres prestations, conformément au projet de résolution (A/C.5/L.1053/Rev.1) qui a été adopté par la Cinquième Commission à sa 1403ème séance. Pour les raisons qui précèdent, le Comité consultatif recommande de réduire de 100 000 dollars le montant des crédits supplémentaires demandés pour le chapitre 3. Si au cours de 1971 le Secrétaire général a des propositions fermes à formuler en vue du réaménagement de la catégorie des services généraux, le Comité consultatif examinera toute demande de crédit additionnel qui lui serait soumise à ce titre dans le cadre du budget additionnel de cet exercice.

Chapitre 4. Dépenses communes de personnel

16. Sur l'augmentation de 726 000 dollars que le Secrétaire général prévoit pour ce chapitre, 541 800 dollars sont directement imputables à la recommandation de relever les traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, pour lesquels les crédits ont été demandés au chapitre 3. Un montant de **96 200 dollars est imputable au relèvement proposé des traitements des agents des services généraux, des travailleurs manuels et des agents locaux, mentionné au paragraphe 14 ci-dessus.** Le solde de 88 000 dollars est imputable à l'augmentation considérable, à compter du 1er janvier 1971, des primes d'assurance-maladie au Siège, dont l'ONU paie une partie.

Chapitre 7. Bâtiments et amélioration des locaux

17. Au chapitre 7, le Secrétaire général propose un crédit supplémentaire de **2 millions de dollars pour la construction d'un nouveau bâtiment et pour les gros travaux de transformation à faire au Siège.** A ce propos, le Comité consultatif a rappelé qu'au paragraphe 1 de la résolution 2618 (XXIV), **en date du 17 décembre 1969, l'Assemblée générale a décidé "d'autoriser le Secrétaire général à poursuivre l'exécution du projet relatif au Siège dans les conditions exposées au paragraphe 26 de son rapport 89/, compte tenu des observations et recommandations y relatives formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport" 90/.** Au paragraphe 2, l'Assemblée a **décidé en outre que "les ouvertures de crédits au budget de l'Organisation des Nations Unies aux fins du projet relatif au Siège ne devront en aucun cas dépasser 25 millions de dollars et devront être échelonnées sur une période de dix ans à partir de 1971".**

18. En attendant, le Secrétaire général a été autorisé à faire faire lesdits travaux à condition de ne pas engager ou faire de dépenses en sus du crédit de 250 000 dollars ouvert par l'Assemblée à sa vingt-troisième session, tant que des engagements fermes et précis n'auraient pas été pris en ce qui concerne les fonds nécessaires, autres que les crédits qui doivent être ouverts au budget, et tant que le plan de financement n'aurait pas été entièrement examiné et approuvé par le Comité consultatif. Le plan de financement en question n'est pas encore entièrement au point; en conséquence, le Comité consultatif n'a pas pu l'examiner, comme il en était prié par l'Assemblée générale dans la résolution 2618 (XXIV). Toutefois, le Secrétaire général déclare, dans son rapport sur les demandes de crédits révisées, que, s'il demande l'ouverture d'un crédit de **2 millions de dollars pour le projet de construction au Siège en 1971,** c'est parce qu'il compte que "toutes les conditions énoncées seront remplies au cours du premier semestre de 1971" (A/C.5/1358, par. 28). Il propose **que les crédits correspondant au solde des 25 millions de dollars qui devront être ouverts au budget de l'Organisation des Nations Unies, soient échelonnés sur la période de neuf ans 1972-1980.**

89/ Ibid., vingt-quatrième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/C.5/1246.

90/ Ibid., document A/7835.

19. La demande de crédit du Secrétaire général aurait pour effet de mettre à sa disposition en 1971 un crédit de **2 millions de dollars qui pourrait être utilisé** pour faire face au coût du projet de construction au Siège dès que le Comité consultatif aura pu examiner et approuver le plan de financement. En attendant cette approbation, le Secrétaire général ne serait pas autorisé à engager ni à faire de dépenses par prélèvement sur ce montant.

Chapitre 8. Matériel et installations

20. Le montant supplémentaire de 20 000 dollars demandé par le Secrétaire général doit permettre d'installer à l'Office des Nations Unies à Genève un système rapide pour la production de copies de documents, afin de réduire les stocks de documents. Le Secrétaire général prévoit que l'installation de ce matériel entraînera une économie de l'ordre de 27 000 dollars par an.

Chapitre 9. Entretien, utilisation et location des locaux

21. Le crédit demandé pour ce chapitre fait apparaître une augmentation de 74 000 dollars, entièrement due à l'augmentation des tarifs de l'eau et de l'électricité au Siège.

Chapitre 11. Imprimerie

22. Lorsqu'il a présenté le budget additionnel de l'exercice 1970, le Secrétaire général a indiqué que, parce qu'il n'avait pu engager de dépenses en 1970 pour mettre à jour les éditions espagnole, française et russe de l'ouvrage intitulé Le Nations Unies et le désarmement, 1945-1965, **il se proposait d'annuler en fin d'exercice le crédit qui avait été ouvert à cet effet (A/8083, par. 11.2).** Il a indiqué, en même temps, qu'il lui faudrait demander 42 500 dollars de plus en 1971 pour faire faire ce travail. C'est à cet élément de dépense qu'est imputable le total du crédit supplémentaire demandé au chapitre 11.

Chapitre 12. Dépenses spéciales

23. Trois facteurs principaux expliquent l'augmentation de 32 300 dollars des crédits demandés à ce chapitre : la recommandation de relever les traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, les modifications prévues dans le classement des lieux d'affectation aux fins de l'indemnité de poste et le relèvement des traitements des agents des **services** généraux, tous facteurs qui ont été mentionnés plus haut à propos du chapitre 3. Le Secrétaire général note aussi que l'on a omis par inadvertance de prévoir au chapitre 12, ainsi qu'aux chapitres 15 (CNUCED), 16 (ONUDI), 17 (Missions spéciales), 18 (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) et 19 (Cour internationale de Justice), les crédits nécessaires pour faire face à l'augmentation des cotisations de l'ONU à la Caisse commune des pensions, conformément à la procédure approuvée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 2122 (XX) et 2524 II (XXIV).

Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

24, Le Secrétaire général estime à 310 500 dollars le crédit supplémentaire nécessaire pour la CNUCED. La recommandation de relever les traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur à compter du 1er juillet 1971 entraînerait une augmentation de 325 100 dollars et un montant supplémentaire de 13 500 dollars serait nécessaire au titre des cotisations à la Caisse commune des pensions (voir par. 23 ci-dessus). En revanche, les modifications prévues dans le classement des lieux d'affectation aux fins des ajustements (indemnités de poste ou déductions) et pour les traitements des agents des **services** généraux entraîneraient une réduction de 28 100 dollars. Le montant relatif à la CNUCED ne tient pas compte des incidences financières des projets de résolution qu'à la présente session de l'Assemblée générale la Deuxième Commission a approuvés au sujet des travaux de la CNUCED (voir A/C.5/1353).

Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

25. Le montant supplémentaire de 414 500 dollars que le Secrétaire général demande au chapitre 16 résulte presque entièrement du relèvement des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui est recommandé.

Chapitre 17. Missions spéciales

26. L'augmentation de 395 800 dollars qui est prévue s'explique principalement par quatre facteurs :

- a) La recommandation de relever les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (43 000 dollars);
- b) Les modifications prévues dans le classement des lieux d'affectation aux fins des ajustements (indemnités de poste ou déductions) et pour les traitements des agents des **services** généraux (21 400 dollars);

- c) La décision du Secrétaire général de revoir les traitements du personnel des services administratifs et techniques du Service mobile, compte tenu de la recommandation de relever les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur. Ce personnel du Service mobile est recruté sur le plan international et le Secrétaire général fait observer que, depuis juillet 1967, ses traitements sont revus en même temps et dans les mêmes conditions que ceux des administrateurs (171 000 dollars);
- d) Enfin, une demande de crédit de 146 600 dollars pour la **mission** des Nations Unies au Moyen-Orient. Etant donné l'incertitude dans laquelle il était quant à la nature et à la durée de la **mission**, le Secrétaire général n'avait demandé aucun crédit à ce titre dans le projet de budget pour 1971. Il juge maintenant prudent de demander un crédit du même montant que celui qui a été ouvert pour l'exercice en cours.

Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Chapitre 19. Cour internationale de Justice

27. Les montants supplémentaires de 154 000 et 27 300 dollars demandés respectivement pour les chapitres 18 et 19 sont imputables presque entièrement à la recommandation de relever les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur.

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

28. Le Secrétaire général estime l'augmentation des recettes provenant des contributions du personnel à 1 933 000 dollars, dont 1 713 000 dollars seraient imputables à la recommandation d'augmenter les traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Le reste de l'augmentation est dû à des propositions d'augmentation du personnel comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions, qui ont été approuvées par la Cinquième Commission en première lecture (38 000 dollars), aux propositions révisées pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, approuvées par l'Assemblée générale le 7 décembre (56 000 dollars) et au relèvement des traitements des agents des **services** généraux et du personnel du Service mobile qui a été proposé (176 000 dollars). Il y aurait une réduction des recettes de 50 000 dollars, du fait de la décision prise par la Cinquième Commission au sujet de la participation de l'ONU au Centre international de calcul électronique de Genève, qui entraînerait le transfert de certains fonctionnaires du tableau d'effectifs du Siège à celui du Centre.

Chapitre 3 des recettes. Recettes générales

29. Au présent chapitre, le Secrétaire général prévoit une augmentation des recettes de 330 400 dollars. Un montant de 80 400 dollars correspondrait au remboursement par le Gouvernement autrichien de certaines dépenses relatives à la Conférence de plénipotentiaires qui sera convoquée pour l'adoption du Protocole

relatif aux substances psychotropes, dont il est question plus haut au paragraphe 10; le reste de l'augmentation (250 000 dollars) est dû au fait que le Secrétaire général compte, en se fondant sur l'expérience de 1970 91/, que les montants que la Caisse commune des pensions du personnel remboursera à l'ONU, au titre des cotisations versées pour les participants qui quittent la Caisse dans un délai de cinq ans sans avoir droit à une prestation, seront plus élevés qu'il ne l'avait prévu.

Chapitre 4 des recettes. Activités productrices des recettes

30. Le Secrétaire général prévoit une réduction des recettes de 39 000 dollars au chapitre 4 des recettes, parce que, du fait des propositions de relèvement des traitements des administrateurs et des agents des **services** généraux et des modifications escomptées dans le classement des lieux d'affectation aux fins de l'indemnité de poste, des dépenses supplémentaires seront à imputer sur ces recettes.

31. Le Comité consultatif a noté que le Secrétaire général ne prévoit pas d'augmentation, par rapport à son estimation initiale, des recettes provenant de la vente de timbres-poste de l'ONU en 1971. Etant donné l'augmentation très importante sur laquelle il appelle l'attention dans son récent rapport sur le budget additionnel de 1970 92/, **le Comité considère que les prévisions de recettes** au chapitre 4 des recettes ont sans doute été sous-estimées.

*

* *

32. Sur la base des observations qui précèdent et, en particulier, de celles qui sont formulées au paragraphe 15, le Comité consultatif recommande une réduction de 100 000 dollars des prévisions révisées du Secrétaire général aux chapitres des dépenses (A/C.5/1358), à appliquer au chapitre 3 (Traitements et salaires). Ainsi, le montant à ajouter aux prévisions de dépenses s'élèverait à 3 290 100 dollars et le total serait de 189 917 700 dollars. Les prévisions de recettes révisées seraient du montant établi par le Secrétaire général, soit 31 609 300 dollars, ce qui représente une augmentation de 2 224 400 dollars.

91/ Voir document A/8083/Add.1.

92/ Ibid., par. 11.

Seizième rapport

Projets de résolution relatifs au budget de l'exercice 1971 recommandés
par le Comité consultatif

[Original : anglais]

14 décembre 1970

1. Dans son premier rapport^{93/} sur le projet de budget du Secrétaire général pour 1971, le Comité consultatif n'a pas recommandé de projets de résolution relatifs au budget car, étant donné les faits nouveaux qui étaient censés se produire avant la présentation des prévisions définitives, ces projets de résolution n'auraient guère été utiles à l'Assemblée et auraient pu même l'induire en erreur.
2. Etant donné les recommandations que le Comité a formulées dans son premier rapport et dans les additifs (A/8008/Add.1 à 14) à ce rapport ainsi que celles qu'il a communiquées à la Cinquième Commission dans des rapports présentés oralement, le Comité consultatif recommande maintenant à l'Assemblée générale les projets de résolution relatifs au budget qui sont reproduits dans l'annexe ci-après.
3. En ce qui concerne la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires que l'Assemblée générale adopte chaque année, le Comité consultatif rappelle qu'à la vingt-quatrième session la Cinquième Commission avait décidé qu'il faudrait faire une étude en 1970 pour déterminer comment le système relatif à ces dépenses que le Comité consultatif avait suggéré dans son cinquième rapport à l'Assemblée à cette session aurait fonctionné s'il avait été en vigueur^{94/}. Le Secrétaire général a fait rapport sur les résultats de cette étude (A/C.5/1351^{95/}); les observations correspondantes du Comité consultatif sont formulées dans un rapport distinct à l'Assemblée générale (A/8230^{96/}). Comme il l'a noté au paragraphe 2 de ce rapport, le Comité approuve la conclusion du Secrétaire général,

^{93/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 8, par. 106.

^{94/} Ibid., vingt-quatrième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/7916, par. 104.

^{95/} Document miméographié, du 7 décembre 1970.

^{96/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour.

à savoir que l'expérience de l'exercice 1970 ne fournit pas une base suffisante pour juger comme il convient des procédures suggérées. Le Comité fait aussi observer que cette question est liée aux études en cours sur le mode de présentation du budget et sur le cycle budgétaire. En conséquence, le Comité recommande d'attendre, pour poursuivre l'examen de la question des dépenses imprévues et extraordinaires, le moment où cela pourra être fait dans le contexte plus large du mode de présentation du budget et du cycle budgétaire et sur la base de données plus complètes que celles dont on dispose à présent. En conséquence, l'Assemblée générale souhaitera peut-être adopter pour 1971 un projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires qui se présente sous la même forme que celui qu'elle a adopté pour 1970, c'est-à-dire celui qui est reproduit au chapitre II du premier rapport du Comité consultatif sur le projet de budget pour 1971.

4. En ce qui concerne le projet de résolution relatif au Fonds de roulement pour l'exercice 1971, le Comité consultatif recommande l'adoption du texte proposé par le Secrétaire général.

ANNEXE

PROJETS DE RESOLUTION RELATIFS AU BUDGET DE L'EXERCICE 1971

[Pour le texte, adopté ultérieurement par l'Assemblée générale, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session. Supplément No 28, résolution 2738 (XXV).]

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Приводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
